

LA RÉFORME DU RÉGIME DES BILANS DANS LES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le 30 mai 1932 à 14 heures

PAR

Jean BOISSARIE

ATTACHÉ A LA SECTION FINANCIÈRE
DU PARQUET DE LA SEINE

Président : M. ALLIX, professeur.
Suffragants { MM. PERCEROU, professeur.
MAURICE PICARD, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies.

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1932

**LA RÉFORME DU RÉGIME DES BILANS
DANS LES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS**

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.**

LA RÉFORME DU RÉGIME DES BILANS DANS LES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le 30 mai 1932 à 14 heures

PAR

Jean BOISSARIE

ATTACHÉ A LA SECTION FINANCIÈRE
DU PARQUET DE LA SEINE

Président : M. ALLIX, *professeur*.
Suffragants { MM. PERCEROU, *professeur*.
MAURICE PICARD, *professeur*.

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies.

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1932



A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE

INTRODUCTION

Bien des lois ne sont de nos jours que des dispositions transitoires, ou, tout au moins annuellement perfectibles. Elles vieillissent vite, peut-être pour s'harmoniser avec le « siècle de la vitesse », peut-être, simplement, parce que mal conçues. La loi du 24 juillet 1867, bien que successivement modifiée le 1^{er} août 1893, le 9 juillet 1902, le 16 novembre 1903, le 3 janvier 1907, le 22 novembre 1913 le 23 janvier 1929, le 26 avril 1930 et le 1^{er} mai 1930 et bien que réservée, sans doute encore, à de nouveaux remaniements, ne mérite pas un tel reproche.

Le législateur de 1867, en perfectionnant la Société anonyme, avait créé l'instrument juridique adéquat au nouveau régime de la production. Il permit leur développement parallèle, et c'est l'ampleur même du mouvement, dont cette loi fut l'origine, qui est la cause la plus certaine de son insuffisance actuelle. La multiplication presque sans limite de ses applications était, en effet, difficile à imaginer, le législateur se réfère au présent plus qu'à l'avenir.

Cette loi s'est donc inspirée d'usages et de pratiques, qui devaient se révéler temporaires ; et les transformations ultérieures, n'ont plus trouvé en face d'elles les règles qui auraient permis d'éviter l'empirisme de pratiques néfastes.

Imprévision initiale normale, mais qui n'a pas ensuite été comblée. Cette étude voudrait en être une démonstration.

En 1867, la Société anonyme ne pouvait apparaître que comme une institution rare, et d'une application restreinte. Et si la suppression de l'autorisation préalable et de différentes formalités restrictives semblait devoir faciliter son développement, sa formule semblait du moins réservée à quelques entreprises exigeant d'énormes capitaux. La centralisation capitaliste débutait à peine, et elle était considérée comme presque stabilisée. Compagnies de Chemins de fer, Compagnies d'assurances, grandes Banques, Sociétés à monopole légal ou de fait, semblaient être à peu près les seules entreprises à pouvoir revêtir la forme anonyme.

Pareillement restreint était alors le nombre des actionnaires. La méfiance innée des épargnants français, n'avait pas encore été surmontée par les succès prochains de ces premières entreprises. La grande masse paysanne et bourgeoise, restait attachée à ses modes séculaires de placement. Avançaient leurs capitaux surtout, ceux qui, soit par leur connaissance personnelle des fondateurs, soit par l'importance de leur fortune, pouvaient courir des risques restreints et espérer des avantages précis. Ces souscripteurs des premières années étaient donc assez rares, et leurs apports assez importants, leur droit de regard sur la situation de l'entreprise était par là-même assez facilement reconnu. L'exercice de leur droit de contrôle ne soulevait guère de difficultés, ou de protestations ; et leur présence même aux assemblées générales était facilitée par la concentration géographique de leurs résidences individuelles et des sièges sociaux.

Tout cela permettait de leur part, un contrôle direct et personnel.

Mais, par ailleurs, une réglementation spéciale de l'établissement et de la publication de la situation de l'entreprise, de son bilan annuel, ne pouvait alors s'autoriser d'aucun précédent. De tout temps une liberté complète avait ici prévalu. Les obligations des commerçants étaient restées sensiblement les mêmes depuis des siècles ; et l'absence de règles précises sur les inventaires et les bilans n'était pas apparue comme particulièrement préjudiciable aux tiers. L'ordonnance de 1673 ne fournissait à cet égard aucun détail technique, aucune règle : les travaux préparatoires du Code de commerce de 1808 étaient également muets.

Ne pouvant se baser sur aucun précédent d'abus, s'appuyant sur une tradition constante, et se référant aux conditions économiques de l'époque, le législateur de 1867 n'a donc rien inscrit dans la loi nouvelle, ni sur la façon de rédiger un bilan, ni sur son contenu, ni sur le mode d'évaluation de ses différents postes.

Liberté absolue qui s'expliquait alors, mais liberté absolue qui aujourd'hui ne s'explique plus, car elle dure, se maintient, se prolonge depuis 1867, alors que tout a changé de ce qui la conditionnait.

En 50 ans, en effet, les transformations ont été totales.

Des réussites répétées, parfois même retentissantes, ont progressivement modifié la mentalité de prudence de l'épargnant moyen. Le rayonnement des grandes banques à succursales multiples aida, sinon permit, cette évo-

lution psychologique de la bourgeoisie provinciale, figée et craintive.

Subissant des influences et des attraits nouveaux, elle commença à délaisser le placement traditionnel du prêt sur hypothèque, mode exclusif jusqu'alors de ses investissements mobiliers.

Et puis, par une réaction fréquente et par une inversion d'erreur, une défiance exagérée se mua peu à peu en une confiance excessive, la crainte d'un risque léger en un espoir de gain facile.

Le lancement des affaires ne connut plus dès lors, ses anciennes difficultés.

Suivant une cadence pour ainsi dire uniformément accélérée, s'amplifia chaque année le rythme des capitaux investis dans les Sociétés par actions. Par une contagion irrésistible ce mode de placement ne cessa d'atteindre de nouvelles couches d'épargnants. Depuis 1918 cette progression a été plus sensible encore : les placements sûrs d'avant-guerre, rentes, obligations, fonds d'Etat, ayant réservé de lourds déboires à leurs porteurs sacrifiés, le public se porta en masse sur les valeurs à revenu variable et à plus-values escomptables.

On se trouve ainsi, aujourd'hui, en présence d'un actionariat multiple, modeste et dispersé. Situation inverse de celle de 1867. Contraste total.

De quelles sources de renseignements dispose en effet, maintenant, l'actionnaire ordinaire, pour se documenter sur la situation de l'entreprise, sur la valeur de sa participation ? Il est en fait impossible à l'immense majorité de cette multitude, soit de se rendre à l'Assemblée générale

demander des explications orales, auxquelles il serait d'ailleurs, le plus souvent, répondu par un verbalisme condescendant, soit d'exiger communication d'un inventaire, qui trop souvent ne serait guère qu'un document à clefs. On a beaucoup reproché à l'actionnaire, son abstention aux Assemblées générales, son inertie, son indifférence : mais son apport modeste rend sa voix sans écho ; sa dispersion la rend plus lointaine encore ; son indifférence apparente n'est que l'effet de son impuissance.

Le seul moyen d'information serait ainsi le bilan présenté en fin d'exercice. Qu'est-il devenu, en réalité, grâce à l'absolue liberté laissée à ceux qui le publient ? N'est-il pas devenu peu à peu une formalité vaine, sans utilité pour personne ? Un geste rituel qui cherche à cacher, plus qu'à dévoiler, à tromper plus qu'à informer ?

Si les écritures des commerçants individuels ont pour but essentiel de les renseigner sur leurs propres affaires, et n'intéressent les tiers que par exception, en cas de faillite, ou de procès ; la comptabilité des Sociétés au contraire, ou plutôt le bilan qui la révèle au public, a une influence considérable et directe sur la fortune privée, car c'est par lui que se détermine la valeur d'échange des actions, c'est lui qui attire ou écarte les capitaux.

Rechercher si cette nécessité d'information sincère n'a pas été méconnue, et si cette méconnaissance n'a pas eu d'effets plus néfastes, que n'en aurait la suppression ou plutôt la limitation des libertés laissées aux Conseils d'administrations, telle sera la préoccupation continuelle des développements qui vont suivre.

L'absence de moyens de renseignements légaux sur la

situation réelle d'une entreprise, rend en effet l'épargnant, ce candidat actionnaire, la proie facile de tous les « bourrages de crâne » financiers. Ces dernières années surtout s'est développée toute une presse qui n'a jamais trouvé en face d'elle, pour contredire ses bruits tendancieux ou ses interprétations de fantaisie, le langage ferme, clair et complet d'un bilan réglementé.

Renseigner l'actionnariat modeste et dispersé, mettre ainsi l'épargnant à l'abri d'influences douteuses, et lui apprendre la valeur exacte de ses placements, apparaît d'ailleurs, comme une nécessité d'autant plus certaine, que la Société par actions, représente de plus en plus dans l'évolution économique du monde moderne, la forme de droit commun de la propriété.

Chercher comment le bilan peut être mis à la portée de l'actionnaire, tel est le but de cette thèse qui sera beaucoup plus concrète que théorique.

Après avoir exposé dans une première partie, la théorie précise du bilan, son objet, son mode d'établissement et son contenu, nous envisagerons dans une deuxième partie, les conséquences du régime actuel de la liberté intégrale, en les illustrant d'exemples pratiques.

Enfin dans une troisième partie, après avoir puisé les documentations nécessaires dans les législations étrangères, et dans l'histoire des projets élaborés en France, nous examinerons le détail des réformes que nous paraît exiger le régime actuel des bilans.

PREMIÈRE PARTIE

THÉORIE DU BILAN

ÉTUDE DE SON MODE THÉORIQUE DE PRÉSENTATION

La théorie et la pratique sont en la matière deux points de vue, dont les dissemblances apparaîtront d'autant mieux, qu'ils auront été envisagés séparément.

CHAPITRE PREMIER

GÉNÉRALITÉS SUR LE BILAN

Etymologiquement, le mot « bilan » signifie « balance ». Il apparaît, en effet, sous forme d'un tableau comprenant deux colonnes, dont les totaux respectifs s'équivalent rigoureusement, et qui résume la situation active et la situation passive d'une entreprise, ce qu'elle a et ce qu'elle doit. Définition élémentaire qui sera détaillée et complétée plus loin.

C'est le dernier stade d'une série d'opérations ayant pour base la comptabilité et pour antécédent immédiat, l'inventaire annuel, que la mission du bilan est de synthétiser.

Précisons :

La comptabilité traduit en chiffres la vie quotidienne de toute entreprise. Son origine est aussi lointaine que celle des exploitations commerciales, si toutefois l'on veut bien reconnaître un lien de filiation entre les élémentaires mentions de jadis et les savants dispositifs conseillés aujourd'hui, qui prétendent, parfois, donner à ce genre de connaissances le nom de sciences ou même d'art.

S'il est ainsi permis de remonter aux pratiques romaines, qui se limitèrent à la transcription pure et simple des opé-

rations journalières au fur et à mesure de leur réalisation, pratiques qui ne se sont guère perfectionnées durant des siècles, par suite, sans doute de l'emploi inchangé des chiffres romains, il est de convention de considérer plutôt le Moyen-Age comme l'époque où apparaissent les premières notions dignes du nom de comptabilité.

Coïncidant avec la diffusion de la computation arabe, apparurent au début de la Renaissance dans l'Italie du Nord, des pratiques que Luca Pacciolo précisa dans son *Tractatu de computis et scripturis*; le Journal toujours écrit au jour le jour, s'accompagne maintenant du Grand-Livre, qui se divise en deux comptes, origine de l'actif et du passif. Et cette décomposition est permise et précisée grâce à un système qui connut un succès rapide et général, la comptabilité en partie double.

Si les règles de comptabilité en partie double — analysée ci-après — formèrent le premier stade d'un perfectionnement, ce n'est que peu à peu que se complétèrent les principes sur l'inventaire et le bilan.

Luca Pacciolo ignore l'inventaire périodique et ne parle que d'un inventaire d'entrée. Ce n'est qu'au ^{xvii}^e siècle, que l'idée de périodicité se fait jour, et l'Ordonnance de 1673 sur le commerce l'impose pour la première fois.

Une évolution parallèle se déroule pour le bilan, qui aboutit également à la règle de la périodicité. Le bilan fit son apparition dans le cas d'une clôture de livres. En dehors de toute considération d'exercice annuel, il était reporté en tête du Livre neuf; et si, par suite de l'adoption de la comptabilité en partie double, sa forme première devait se maintenir toujours sensiblement la même, son

utilité était, en fait, des plus minimes, car il ne s'appuyait sur aucun inventaire général et systématique. Il n'avait pas ainsi pour but de déterminer le solde bénéficiaire ou déficitaire de l'entreprise par prédominance de l'actif sur le passif, on inversement.

Il se basait, uniquement sur la différence entre les frais généraux de l'année et le montant des ventes. L'élasticité du procédé engendrait une grande irrégularité dans le montant et la réalité des répartitions en fin d'exercice.

Les grandes Compagnies sous l'Ancien Régime conservèrent toujours ces méthodes imparfaites, et si parfois à de longs intervalles et le plus souvent suivant un ordre du Roi, elles furent obligées de dresser un bilan de leur situation, sa rédaction reflétait l'incertitude des méthodes empiriques, que n'avait pas encore stabilisé la moindre doctrine. La fantaisie même faussait les résultats et annihilait l'intérêt du document.

C'est en effet, aujourd'hui encore, aux efforts et aux travaux de la doctrine, qu'il faut demander les principes et les définitions nécessaires. Le silence de nos Codes et de nos textes législatifs modernes, est encore à peu près absolu. Il peut seulement s'y relever quelques prescriptions élémentaires. Obligation pour tout commerçant de tenir un Livre-Journal — obligation qui n'est d'ailleurs sanctionnée qu'en cas de faillite — ; de dresser un inventaire annuel, et d'en consigner le détail sur un livre spécial. Et la simplicité de ces obligations prévues par le Code de 1807 s'explique par le caractère personnel des entreprises de l'époque.

On peut s'étonner davantage que la loi de 1867 ait laissé

aux sociétés anonymes une liberté presque égale en se bornant dans ses articles 34 et 35 à imposer en outre la rédaction, tous les trimestres, d'un état sommaire de la situation active pour être mis à la disposition des commissaires, et en disposant d'autre part, « l'inventaire, le bilan et le « compte profits et pertes sont mis à la disposition des « commissaires le quarantième jour, au plus tard, avant « l'Assemblée générale. Ils sont présentés à cette Assemblée. Quinze jours au moins avant la réunion de l'Assemblée générale, tout actionnaire peut prendre, au « siège social, communication de l'inventaire et de la « liste des actionnaires et se faire délivrer copie du bilan « résumant l'inventaire et du rapport des commissaires. »

Ainsi finit la rapide histoire de l'inventaire et du bilan. La loi les impose aux Sociétés anonymes, mais sans fixer leurs éléments. Les intéressés ont la liberté de les confectionner à leur guise.

Que devrait donc être, tout d'abord, le bilan ?

Sa base est ainsi la comptabilité, tenue dans les livres de commerce : le Livre-Journal et le Grand-Livre. Chaque opération est relatée sur chacun d'eux, dans un ordre simplement chronologique sur le Journal, puis dans un ordre méthodique, suivant un classement rationnel dans des comptes appropriés, sur le Grand-Livre.

Si cet enregistrement a lieu sans aucune décomposition de l'opération, si chaque opération ne donne lieu qu'à une seule transcription au Grand-Livre, la méthode employée est dite comptabilité en partie simple ; elle n'est guère en usage que dans le petit commerce. Les Sociétés anonymes, bien que ce ne soit pas une obligation légale, ont adopté la

comptabilité en partie double, en raison de ses avantages et de son évidente supériorité.

Précisons donc la structure interne du Grand-Livre. Servant à classer les écritures il comporte un certain nombre de rubriques ou « comptes » concernant soit une personne, soit une chose. Dans le premier cas ce sont les comptes des personnes avec qui la société traite : fournisseurs, clients, banquiers, et celui qu'elle s'ouvre à elle-même : compte Capital (dédoublément fictif, en cas d'entreprise individuelle).

Les comptes de choses représentent soit les objets de travail de l'entreprise (matières premières, objets finis, stocks), soit ses moyens d'action (matériel, mobilier, caisse, portefeuille).

Chacun de ces comptes, spécialement dénommé, est divisé en deux par une colonne : un côté pour le débit, un autre pour le crédit.

Le compte est débité toutes les fois qu'une somme est dépensée pour la branche d'exploitation ou pour l'individu qu'il représente. Il est censé en être redevable. Si une Société, par exemple, achète pour 2.000 francs de mobilier, le compte « Mobilier » est censé en être redevable : il en est débité.

Le compte est crédité toutes les fois que la branche d'exploitation ou la personne qu'il représente produit une rentrée de fonds, ou bien est déchargée d'une partie des fonds dont il était redevable. Si la Société liquide pour 1.000 francs de mobilier, le compte « Mobilier » en est crédité.

Mais si, au lieu d'analyser aussi sommairement chaque

opération pour déterminer s'il en résulte une dette ou une créance pour un compte, si l'on décompose chacune d'elle, on constate qu'elle doit être transcrite dans deux comptes parce qu'elle les modifie tous les deux.

La Société a acheté au comptant 2.000 francs de mobilier. Si la valeur du mobilier a augmenté, les espèces en caisse ont diminué d'autant. Donc le compte « Mobilier » est redevable de 2.000 francs de plus, et sa colonne « débit » majorée de 2.000 francs. Inversement le compte « Espèces » est redevable de 2.000 francs de moins, et sa colonne « crédit » augmentée de 2.000 francs.

La Société a liquidé au comptant 1.000 francs de mobilier : le compte « Mobilier » a produit une rentrée de 1.000 francs, il en est crédité, et le compte « Espèces » est redevable de 1.000 francs de plus, il en est débité.

Si la vente avait eu lieu à terme, c'est le compte « Effets à recevoir », qui aurait été débité.

Si l'achat avait eu lieu à crédit, c'est le compte « Effets à payer », qui aurait été crédité.

Autrement dit, tout compte doit mentionner en deux colonnes différentes les chiffres qui auront un effet contraire sur sa situation.

D'autre part, chaque poste d'écriture, doit être transcrit aux deux comptes qu'il modifie, et si dans l'un de ces comptes on est amené à le ranger dans la colonne débitrice, c'est-à-dire que le compte en sera redevable : on est amené à le ranger dans l'autre compte à la colonne créditrice, c'est-à-dire que le compte en sera déchargé.

En effet, toute opération met une valeur en mouvement. D'un côté, elle produit une diminution, un vide ; d'un

autre côté un surplus. Elle modifie la situation de deux comptes, et l'effet produit à l'un est exactement le contraire de celui produit à l'autre.

D'une part, chaque opération étant transcrite sur deux colonnes et chaque colonne s'additionnant séparément, le total des transcriptions sera égal au double des inscriptions au Journal.

D'autre part, chaque opération étant transcrite chaque fois à une colonne créditrice et à une colonne débitrice, le total de toutes les colonnes d'une même nature sera égal au total des écritures mentionnées au Journal.

Le contrôle est donc automatique ; et de lui-même le total démontre, si toutes les opérations ont été transcrites aux comptes et si chacune d'entre elles a été transcrite à une colonne débitrice et à une colonne créditrice, ainsi que l'exige le système.

Mais là s'arrête la démonstration : si une opération a été portée à tort au crédit d'un compte au lieu de l'être au débit, l'erreur apparaît ; mais non si elle n'a pas été portée au compte qu'il convient, pourvu qu'elle soit mentionnée à la colonne qui lui est destinée : le principe d'équivalence se trouvant par cela même respecté. Et ainsi peuvent naître des irrégularités qui se répercuteront jusqu'au bilan, mais que seul peut révéler un examen approfondi des écritures. Si au lieu de porter, par exemple, les frais de réparations, d'entretien, au compte Frais généraux, on les mentionne au débit du compte Immeuble ou Matériel, cela se traduira au bilan par une augmentation de l'actif ; alors qu'en réalité il n'a été que simplement

entretenu, et que les sommes dépensées auraient dû venir en déduction des bénéfices.

En fin d'exercice, afin de confectionner l'inventaire, on arrête chacun des comptes, qui figurent au Grand-Livre. Pour chacun d'eux, on totalise respectivement les deux colonnes, et on fait la différence entre les deux sommes obtenues, le solde de chaque compte c'est l'excédent d'une colonne sur l'autre ; il sera débiteur ou créancier suivant la colonne qui l'emportera. Ainsi, chaque compte, dont le crédit ou le débit s'annule l'un par l'autre jusqu'à concurrence du plus faible, sera représenté par un solde qui figurera soit à l'actif, soit au passif.

Ce sont les soldes débiteurs de comptes qui constitueront l'actif de l'entreprise, puisque à la colonne « débit » ont été mentionnées les sommes dont le compte est redevable, entrées de valeurs qui constituent donc un avoir. Les soldes créditeurs constitueront le passif, puisqu'à la colonne « crédit » ont été mentionnées, les sommes dont le compte est déchargé, sorties de valeurs qui constituent donc un dû.

Ce renversement des comptes explique comment l'actif du bilan est l'ensemble des soldes débiteurs des comptes du Grand-Livre, et le passif l'ensemble des soldes créditeurs des comptes du Grand-Livre.

Mais cette « balance des comptes » n'est qu'une des opérations d'inventaire. Une partie seulement des matériaux se trouve ainsi mathématiquement fournie par la comptabilité. C'est à vrai dire « l'inventaire comptable », qui doit être complété et corrigé par « un inventaire extra-comptable », ou récolement des valeurs possédées par l'entreprise.

Si correctes que soient, en effet, les écritures, elles n'enregistrent pas tous les événements qui influencent la valeur d'ensemble de l'entreprise, elles ne peuvent tenir compte ni des disparitions matérielles, ni des altérations de valeurs (1).

En effet l'inventaire annuel, prévu à l'article 9 du Code de commerce, a non seulement pour but de déterminer le résultat bénéficiaire ou déficitaire de l'exercice, effet principal des opérations comptables ; mais aussi de déterminer la situation d'ensemble, la valeur vraie de l'entreprise, que les opérations extra-comptables vont calculer, en évaluant les biens d'une façon objective.

Cette deuxième opération de confection de l'inventaire s'analyse donc en une énumération des biens possédés,

(1) Cependant théorie de la permanence de l'inventaire : *Principes généraux de comptabilité* de MM. LEAUTEY et GUILLIOUT, p. 498.

« Il faut entendre par *permanence théorique de l'inventaire*, « la permanence absolue des existants et des résultats, c'est-à-dire « l'accord constant et de tous les instants de l'inventaire intra-comptable et de l'inventaire extra-comptable, en quantité et en « valeur » (C'est-à-dire l'accord constant des soldes des comptes avec ce qu'ils représentent.)

« La permanence relative qui est, également intra- et extra-comptable, elle résulte : 1^o de l'inscription au prix de revient dans « les comptes des entrées et des sorties de valeurs ; 2^o du contrôle « journalier ou périodique des existants, au moyen de récolements « qui permettent d'accorder journellement ou périodiquement, les « soldes conformément aux existants réels. C'est la permanence « pratique. Mais les récolements fréquents d'inventaire ne sont pas « toujours pratiquables. On détermine alors par expérience, les « coefficients des corrections à apporter aux soldes des comptes « de valeurs, de manière que l'inventaire intra-comptable s'approche « aussi près que possible de la réalité absolue. »

dont l'évaluation, par le procédé absolument automatique de la « régularisation des écritures », risquerait de n'être pas conforme à la vérité; les comptes marchandises, immeubles, matériel, mobilier, etc... vont donc être estimés en tenant compte des dépréciations, disparitions, altérations ou au contraire augmentations de valeur. Et les chiffres obtenus différeront sensiblement de ceux donnés par la balance des comptes. Dans cette mesure l'inventaire extra-comptable joue un rôle propre.

Mais il a un second effet, car il joue, également, un rôle de contrôle vis-à-vis de l'inventaire intra-comptable. Il peut démontrer, si certains comptes sont ou non corrects; les soldes débiteurs des comptes « Caisse », « Portefeuille », doivent en effet correspondre avec le total donné par ce « récolement des existants ». Le total des espèces effectivement en caisse doit être égal au solde débiteur du compte Caisse. Le total des sommes, dont la Société est créancière, doit être égal au solde débiteur du compte « Effets à recevoir ». Le total des sommes dues par la Société doit être égal au solde créditeur du compte « Effets à payer », etc...

L'inventaire s'analyse donc d'une part, en une somme des comptes débiteurs et créditeurs qui figurent au Grand-Livre; et, d'autre part, en un recensement des valeurs actives et passives réellement existantes, dont le but est à la fois de contrôler et de corriger les soldes fournis par la première opération, pour dégager le résultat, bénéficiaire ou non, de l'exercice et la valeur exacte de l'entreprise à la clôture de cet exercice.

L'inventaire ainsi constitué est porté au Livre des Inven-

taires, l'un des trois livres obligatoires. Tout actionnaire d'une Société par actions a théoriquement le droit d'en prendre connaissance, pendant les trois mois qui précèdent la réunion de l'Assemblée générale.

On groupe les soldes actifs et passifs suivant un ordre voulu, puis on les transfère au bilan et à son annexe, le compte « Profits et pertes », suivant leur nature. On obtient ainsi l'aboutissement de toutes ces opérations : le bilan.

Le bilan n'est, en effet, que le résumé de l'inventaire, qui donne un aperçu sommaire de la situation de l'entreprise. Relevé synthétique de tous les comptes généraux, il comporte deux colonnes de chiffres qui se balancent, conséquence nécessaire du principe de la comptabilité en partie double, qui chaque fois qu'une somme a été portée à un débit exige qu'elle soit également portée au crédit d'un autre compte.

Conformément encore au principe du renversement des comptes, le passif est l'ensemble des postes créditeurs, donc tout ce que la société a reçu, de tiers ou d'elle-même : le capital, les créances des tiers, les comptes de réserve et d'amortissement.

L'actif est l'ensemble des postes débiteurs, donc ceux qui ont été employés, utilisés et qui sont la contre-partie des versements faits à la Société ou de ses propres réserves : valeurs disponibles, immobilisations et créances sur les tiers.

Et la balance entre ces deux masses, réception et utilisation, origine et emploi des capitaux, est obtenue par l'inscription du solde du compte de Profits et pertes, qui

donne le résultat final de l'activité de la Société pendant l'exercice et qui suit également le principe du renversement des comptes. S'il se solde par un crédit il figurera au passif, la Société ayant fait des bénéfices, son actif est supérieur à son passif, et la différence, qui est justement ce solde du compte Profits et pertes, étant inscrite au passif, rétablira ainsi l'égalité entre les deux masses. Si au contraire, l'exercice est déficitaire, le passif sera supérieur à l'actif pour une somme égale au montant du solde du compte Profits et pertes, qui en s'inscrivant à l'actif, rétablira l'équilibre ; c'est pourquoi les deux masses du bilan sont toujours égales entre elles.

Car ce n'est pas seulement la différence entre les dépenses et les recettes d'un exercice, qui constitue véritablement le bénéfice distribuable ; le principe de l'indépendance des exercices n'est pas absolu ; et considérer comme bénéfice l'ensemble de l'excédent de capitaux possédés à la fin de l'année sociale sur ceux engagés au début, serait méconnaître la nécessaire solidarité des exercices entre eux, traduite par un bilan qui résume toute l'histoire de la Société. Dès lors « excédent de l'actif sur le passif » ne peut plus se dire en considérant seulement le bénéfice de l'année envisagée, mais par rapport à l'ensemble du passif révélé par le bilan, qui réunit tous les résultats de tous les exercices antérieurs. Si, par exemple, des pertes antérieures ont entamé le capital, aucun bénéfice ultérieur ne pourra être distribué avant sa reconstitution.

Un des buts du bilan est donc de déterminer le bénéfice distribuable ; de sa sincérité dépendra le caractère réel ou fictif du dividende. Avant qu'il y ait véritablement béné-

fice, il faut que l'actif balance le montant intégral du capital, des réserves légales et statutaires, et les dettes envers les tiers. Mais une fois ce passif couvert, tout l'excédent d'actif est bénéfice distribuable — sauf exigence supplémentaire d'une réalisation effective (1) — même si l'exercice se clôture par une perte, les tiers n'ayant aucun droit sur les bénéfices antérieurs reportés ou réservés.

Cependant, si par des artifices de comptabilité (notamment celui qui a été indiqué ci-dessus relatif aux frais généraux), on arrive à majorer artificiellement l'actif, et à faire ainsi figurer le solde Profits et pertes au passif, les fonds distribués seront alors pris, en réalité, sur le capital, qui se trouvera ainsi secrètement diminué, et le principe de sa fixité, principale garantie des tiers, secrètement violé. Il faut donc, en réalité, remonter jusqu'à l'inventaire pour apprécier la sincérité d'une distribution de dividendes ; « le bénéfice s'entend de l'excédent de l'actif sur l'ensemble du passif, tel qu'il résulte de l'inventaire ».

Soulignons encore l'utilité du bilan, non seulement pour les actionnaires, mais aussi pour les tiers.

Pour les actionnaires, nous l'avons dit, il est le seul document, dont l'immense majorité d'entre eux dispose, en fait, pour connaître l'emploi par leurs mandataires des fonds confiés, la marche qu'ils font suivre à leur Société, la valeur que représentent les immobilisations et moyens d'exploitation, les participations prises ou les filiales constituées : la part des dettes ou des réserves dont ils trouvent ainsi la contre-partie à l'actif. Pour connaître en somme

(1) Cf. 1^{re} partie. Chap. III. Sect. III.

les variations en plus ou en moins, de la valeur de leur apport primitif ; et s'ils doivent traduire leur droit de contrôle par une approbation.

Pour les tiers, l'importance du document est encore plus considérable. A quelque titre qu'ils veuillent s'intéresser à la Société, c'est pour eux une impossibilité de droit absolue de connaître l'inventaire, ou de participer évidemment à l'Assemblée générale. Le bilan est la seule pièce, qui puisse les renseigner, sur la solvabilité de la Société, s'ils veulent, par exemple, souscrire à des obligations, ou devenir créanciers sous toute autre forme ;

sur la prospérité ou l'orientation donnée à l'affaire, au cas d'émission d'actions nouvelles ;

sur sa valeur intrinsèque, ou ses éléments, ses possibilités de développements futurs, pour apprécier le cours pratiqué en Bourse, si l'affaire est cotée, sinon pour déterminer un prix d'achat possible, au cas d'achat d'actions anciennes.

L'ampleur de ces répercussions en fait une question intéressant le crédit public. On le protège en punissant pénalement la publication de faits inexacts (15-45 Loi 1867) lors de la formation d'une Société, tels que la publication de versements ou de souscriptions erronées, ou de noms de personnes faussement prétendues attachées à la Société.

Au cours de la Société, lors d'émissions d'actions nouvelles, la loi ordonne d'insérer le bilan de l'exercice dans le prospectus d'émission. S'il est établi que ce bilan est faux, et qu'il a provoqué des souscriptions ou verse-

ments nouveaux, cette publication peut être pénalement réprimée.

Inutile d'insister plus longtemps sur ce rôle essentiel du bilan ; il est un document unique pour toute l'épargne en quête de placement.

CHAPITRE II

ÉTABLISSEMENT DU BILAN

I. — La loi a imposé l'obligation de faire l'inventaire une fois par an et de dresser une fois par an le bilan et le compte de Profits et pertes. En dehors de cette obligation, l'article 34 de la loi de 1867 exige qu'un état sommaire de la situation active et passive soit dressé chaque semestre dans toute Société anonyme, mais ce document est exclusivement réservé aux Commissaires aux Comptes.

Tel est le principe. Mais dans quel délai ces documents doivent-ils être établis, car il est pratiquement impossible qu'ils soient prêts aussitôt l'exercice social écoulé ? Il est souhaitable que les associés soient renseignés le plus tôt possible, et statuent le plus tôt possible, après délibération en Assemblée générale, sur l'approbation ou le rejet des comptes. Il ne faut pas que les responsabilités aient le temps de s'émousser. Il ne faut pas si la Société est engagée dans une mauvaise voie, que les mesures de redressement et de sanctions se fassent attendre, pour être efficaces.

La loi française à ce point de vue apparaît comme trop libérale. L'article 27 de la loi de 1867 n'exige la convocation de l'Assemblée générale des actionnaires chargée de statuer sur les comptes de l'exercice, que dans l'année

qui suit la clôture de cet exercice. Ce délai est manifestement exagéré ; une comptabilité correcte peut être arrêtée beaucoup plus rapidement.

Plusieurs législations étrangères ont limité plus strictement ce délai. Le Code suisse le réduit à six mois après la clôture de l'exercice, et prescrit de mettre à la disposition des actionnaires huit jours avant cette Assemblée le bilan et le rapport des commissaires. L'article 260 du Code de commerce allemand de 1897 n'admet qu'un délai de trois mois, qui peut cependant être porté à un maximum de six mois par une disposition statutaire. Cette faculté ne se retrouve plus dans le Code italien, qui exige toujours la réunion de l'Assemblée dans les trois mois. La loi française pourrait heureusement s'inspirer de ces prescriptions,

L'année sociale se clôt ainsi par un inventaire et un bilan, qui vont permettre de considérer tout exercice clos comme indépendant du suivant, c'est-à-dire de donner à la répartition annuelle des bénéfices légalement distribués son caractère définitif, que des pertes postérieures ne sauraient atteindre. Ce principe de l'indépendance des exercices avec ses conséquences et ses exceptions sera examiné en détail lors de l'étude des divers postes du bilan notamment : Frais de Premier Etablissement, Dépenses d'installation, Frais généraux, Compte d'ordre, etc.

II. — La présentation du bilan de l'exercice clos pour approbation à l'Assemblée générale des actionnaires dans un délai maximum d'un an, est une prérogative du Conseil d'administration dans les Sociétés anonymes, du gérant dans les Sociétés en commandite par actions. C'est pour eux une obligation, que sanctionnent les tribunaux, quand

ils ordonnent de rédiger ou de recommencer un bilan ; ils ne peuvent confier ce soin à des experts qu'en cas de véritable « grève » des administrateurs.

Dans cette rédaction du bilan qui est ainsi leur prérogative exclusive, quels sont les pouvoirs des administrateurs ?

III. — D'une façon plus précise, quelles initiatives peuvent-ils prendre ? Quelles sont les limites théoriques de leur liberté de confection du bilan ?

En dehors des propositions relatives à la répartition des bénéfices qui leur incombent tout spécialement, comment peuvent-ils intervenir dans la rédaction même du bilan ? Dans quelles mesures peuvent-ils corriger par des évaluations et des amortissements les chiffres automatiquement déduits des comptes ?

C'est là presque tout le problème de la réglementation des bilans, car c'est là que la fantaisie l'arbitraire ou la mauvaise foi, peuvent se donner libre cours. Nous n'avons ici, dans cette première partie, qu'à examiner la question en théorie, n'abordant les faits que pour dégager les données de la jurisprudence sur les conditions générales de la confection d'un bilan.

A. — Sur cette question, en effet, l'abstention législative est totale. Si les propositions de loi ont été nombreuses, jamais aucun texte n'est parvenu à l'existence légale. Après avoir posé le principe de l'inventaire et du bilan annuels, la loi n'impose pas la moindre règle, ni la moindre directive.

Le législateur avait à choisir entre deux intérêts très respectables : d'une part, conserver le secret des opérations

engagées par une entreprise, ne pas l'obliger à dévoiler le sens de ses efforts, sa tactique commerciale, les moyens mis en œuvre, les buts envisagés. D'autre part, renseigner suffisamment l'actionnaire et plus généralement répondre aux raisons d'être du bilan, qui pour être utile doit être clair.

Il a laissé aux auteurs et aux tribunaux le soin de préciser les termes de cette conciliation.

B. — La doctrine en effet exige le respect dans l'établissement du bilan et dans les opérations préalables d'un certain nombre de conditions minima.

a) L'inventaire intra-comptable, ou clôture des comptes de l'exercice, exige essentiellement l'exactitude des écritures, la régularité des livres, condition pour ainsi dire toujours remplie, grâce à la comptabilité en partie double. De plus la multiplicité des livres, et la collaboration de nombreux employés et comptables écartent la possibilité d'erreurs involontaires ou d'irrégularités voulues.

b) Mais si la conformité avec les écritures est ainsi généralement respectée, la sincérité des évaluations dans les opérations extra-comptables, ou de récolement des existants est généralement méconnue. Cette méconnaissance ne peut entraîner, néanmoins que de rares conséquences répressives, car le libéralisme de la loi permet de défendre bien des méthodes d'évaluation, quelle que soit leur fantaisie. Sans doute, des majorations arbitraires et de mauvaise foi, entraînant des distributions de dividendes fictifs donnent lieu à des sanctions civiles et pénales contre les administrateurs ; mais la mauvaise foi, hors les cas extrêmes,

est à peu près indémontrable, en l'absence de bases légales à respecter.

Il ne peut être évidemment question d'exiger une exactitude mathématique ; et les formules générales qui développent ce principe de sincérité sont toujours assez vagues. Aussi, est-ce lors de l'examen de chacune des différentes parties du bilan, qu'il sera seulement possible de chercher, quelle règle spéciale peut être formulée ; la nature de chacun de ces postes est trop différente pour permettre une règle unique.

Bornons-nous ici aux idées générales : la sincérité et la bonne foi exigées peuvent se traduire par l'abstention de toute majoration ou diminution de l'actif et du passif.

Majoration de l'actif et diminution du passif ces deux procédés sont unanimement condamnés par les auteurs. Nombreux au contraire sont ceux qui ne verraient aucun inconvénient dans une diminution de l'actif. Ce serait plutôt, en effet, à certains égards, un procédé de sage administration et de prévoyance ; mais le développement qu'il a pris ces dernières années et les conséquences qu'il a engendrées — nous le verrons — sont sa propre condamnation.

Parmi les autres principes généraux recommandés figurent la clarté et l'actualité.

c) La clarté exigerait un bilan détaillé, développé, rationnel ; des postes nombreux aux dénominations précises, la recherche d'une concordance entre les rubriques du passif et celles de l'actif. Mais sur ce point, l'unanimité des bilans se montre dédaigneuse d'une telle recherche, et se révèle en général comme ayant la clarté d'une énigme.

d) Quant à l'actualité (1), elle se rattache aux différentes notions que l'on peut se faire de l'inventaire. Suivant l'objet auquel il doit répondre, il doit être dressé dans des conditions différentes. C'est ainsi qu'il faut distinguer nettement l'inventaire de liquidation et l'inventaire annuel, le seul qui nous intéresse ici.

Tandis que le premier doit essentiellement tenir compte de la valeur de réalisation possible ; du prix de vente vraisemblable, l'inventaire annuel ne doit apprécier cette valeur qu'en raison de la continuité normale des opérations de la Société, qui ne cesse pas d'être en marche, de vivre, et dont les exercices successifs sont solidaires. Ici, c'est donc la valeur d'utilisation qui détermine la situation lors de la clôture de l'exercice, et donne à l'inventaire, et par suite au bilan, ce caractère d'actualité, qui n'a pas à connaître les conséquences d'une liquidation éventuelle.

C. — Les décisions où la jurisprudence a été amenée à appliquer ces principes ou à en formuler de nouveaux sont relativement rares, car, en dehors des questions, où le fisc était mêlé — notamment tout le contentieux des bénéfices de guerre — les tribunaux, en l'absence de toute obligation légale, ne sont généralement saisis que lorsque l'inexactitude du bilan ou l'évidente mauvaise foi des administrateurs entraînent des conséquences pénales ou du moins une très sévère responsabilité civile. Or, ces graves sanctions sont le plus souvent inapplicables par suite de la difficulté de prouver la mauvaise foi ; et surtout par suite de l'atténuation que vaut à la faute, l'incertitude de l'obligation, le

(1) Cf. CHARPENTIER, *Op. cit.*, p. 62.

silence de la loi, qui permet de justifier bien des évaluations, bien des combinaisons.

Les prescriptions de la jurisprudence, hors les cas de faute volontaire, sont donc aussi générales que les formules de principe établies par la doctrine non interventionniste. Nous n'aurons à dégager que ces formules, car pour les évaluations particulières, les jugements influencés par des considérations de fait, présentent des contradictions fréquentes.

Sans se montrer extrêmement exigeants, les tribunaux demandent cependant un inventaire qui ne soit pas un simple état trop succinct de recettes et de dépenses (Orléans, 19 juin 1886, D. 87, 2, 83) « Attendu que ces bilans ne répondent pas aux prescriptions de la loi, qu'ils constatent de simples états de situation, des tableaux de recettes et de dépenses où l'actif et le passif ne figurent qu'en bloc ; qu'on n'y rencontre pas le détail des éléments dont ils se composent, qu'on y chercherait vainement le compte du banquier de la Société, les valeurs mobilières qu'elle possède et le fonds de réserve lui-même... »

I. — L'exactitude matérielle des relevés permet un contrôle assez strict et la jurisprudence est intervenue pour procéder à des rectifications de comptes trop fantaisistes.

Cass. 21 juillet 1884. S. 1886, 1, 291 « Attendu que les inventaires comme les autres écritures imposées aux commerçants doivent être sincères et exacts, qu'il appartient aux tribunaux de rectifier les erreurs et omissions qui s'y seraient glissées... »

C'est ainsi qu'elle retranche de l'actif des éléments qui par leur nature ne doivent pas y figurer ou des éléments qui n'existent plus.

a) Ne sauraient y figurer, par exemple :

1° « En cas d'achat de terrains par la Société avec imputation sur le prix d'achat d'une somme déterminée pour l'exécution des travaux de viabilité, le profit, résultant de la diminution obtenue sur cette dernière somme dans les traités passés avec les sous-entrepreneurs des travaux dont s'agit. Ni l'excédent sur le prix de revient des terrains de la Société, des prix de revente, lorsque ces prix payables par annuités n'ont pas été encaissés et que les annuités stipulées ne sont pas même échues. Ni sur tout l'excédent, provenant d'aliénations non encore réalisées et qui ne constituent que de simples locations avec promesses de vente. » (Cour de Paris, 16 avril 1870, D. 70, 2, 126).

2° Ni les frais de premier établissement qui, après un certain temps n'auraient fait l'objet d'aucun amortissement (Cass. 2 juillet 1901, D. P. 1903, 1, 169).

b) D'autre part, doivent être considérés comme éléments d'actif inexistants :

1° Des machines hors d'usage ou impayées :

« L'inventaire au vu duquel des dividendes fictifs ont été distribués doit être considéré comme frauduleux : si on y a porté comme bonnes des pièces de machines détachées inutilisables et des marchandises inutilisables, qu'il a fallu plus tard vendre à un prix infime. Si des machines remises en dépôt aux agences de la Société ont été présentées comme vendues, alors que les agents n'étaient que des consignataires... Si la valeur de certaines machines-outils a été portée à l'inventaire, alors que

« le prix encore dû de ces machines n'était pas porté au « passif » (Lyon, 11 mars 1899, S. 1901, 2, 297).

c) Des gains éventuels qui pourraient résulter d'opérations en cours (Cass. 7 mai 1872, D. P. 72, 1, 233 ; Cass. 17 juillet 1885, S. 87, 1, 286).

II. — Le principe encore plus général et imprécis de la « sincérité des évaluations » n'a permis de sanctionner que des fraudes encore plus manifestes. Paris, 18 mars 1887 (D. P. 1888, 2, 135) « Considérant qu'il importe de s'assurer si l'actif a été évalué sincèrement... »

Principe qui permet de déclarer dividendes fictifs, ceux qui sont apparus :

1° Après augmentation d'un trait de plume en bloc et d'un tant pour cent de la valeur des marchandises en chantier, au magasin, et même en cours de route et que d'ailleurs l'irrégularité flagrante ne peut se concilier avec la bonne foi des administrateurs (D. P. 1895, 1, 159 ; Cass. 18 janvier 1894).

2° Ou bien après incorporation à l'actif de créances irrécouvrables (Rennes, 3 nov. 1887, D. P. 88, 2, 233 ; Cass. 11 juillet 1930, D. H. 1930, p. 525).

3° Ou bien grâce à des procédés et à des manœuvres tendant à la majoration de l'actif.

a) L'espèce célèbre de « Union Générale » est un exemple classique (Cass. 23 juin 1883, D. 1883, 1, 425) : « Un « inventaire est frauduleux quand tout en étant exact au « point de vue des opérations matérielles et des cours de « bourse pris pour base d'évaluation de titres, on fait entrer « dans l'avoir apparent de la Société des actions cotées à « des cours que la Société leur a fait atteindre par des

« opérations de report et par ses achats, et, quand au « bilan figurent pour certaines et disponibles des valeurs « purement éventuelles et aléatoires ».

b) Cass. 24 avril 1891, D. 1893, 1, 49 : marchandises en magasin évaluées à un cours, faussé par une spéculation ardente et prolongée de la Société elle-même ; valeurs non cotées en bourse portées à l'actif pour des sommes considérables, et des créances contentieuses pour leur chiffre intégral.

c) De même : Cass. 18 janvier 1894 (D. P. 95, 1, 159) ; Cour de Lyon, 16 mars 1899 (D. P. 1900, 1, 137).

La Jurisprudence ne défend ainsi, que des principes incontestables dont la violation était manifeste. Mais les divergences et l'obscurité commencent quand il s'agit de savoir quelles bases il convient d'adopter pour les diverses évaluations. En effet, en matière d'évaluation, soit des immeubles, du matériel, des marchandises, des créances ou des valeurs mobilières, les décisions varient ; admettant que ces éléments peuvent figurer à l'inventaire tantôt pour leur prix de revient, tantôt pour un prix supérieur au coût de production si le cours du jour l'était lui-même, tantôt exigeant que cette plus-value soit effectivement encaissée. Mais chaque fois les tribunaux ont été déterminés par des considérations de pur fait, spéciales à chaque espèce ; et il ne se sont jamais ralliés d'une manière générale à un système de doctrine.

IV. — Le silence de la loi, les généralités et les incertitudes de la doctrine et de la jurisprudence seraient-ils suppléés du moins par l'exercice d'un contrôle efficace des actionnaires ou de leurs mandataires ? En l'absence d'une

rédaction réglementée, le bilan est-il du moins soumis à une vérification, qui puisse donner une valeur relative à son obscurité ?

Les administrateurs, n'étant que les mandataires des actionnaires, ont un compte à rendre ; ceux-ci un contrôle à exercer. Mais ce principe théorique se réduit en fait à de pures formalités.

a) Les actionnaires ne pouvant exercer personnellement un contrôle rigoureux des écritures et des livres, la loi a prévu que des délégués nommés par leur Assemblée générale, les remplaceraient dans ces fonctions. Le Conseil de surveillance dans les Sociétés en commandite par actions, les Commissaires aux comptes dans les Sociétés anonymes, sont chargés, avec des pouvoirs un peu différents, de ce rôle de vérification, qui devrait être efficace, si ses conditions d'application n'étaient pas virtuellement faussées.

L'étendue de leurs pouvoirs a été déterminée de façon à respecter à la fois, le droit pour les actionnaires d'être garantis contre les fautes et les erreurs de l'administration ; et la nécessité d'assurer à la direction, une liberté d'action suffisante pour ne pas entraver son activité par des immixtions déplacées. Ce qui domine leur situation c'est ainsi l'idée générale de « ne pas laisser s'établir de confusion entre la gestion et le contrôle ».

Certaines différences dans l'organisation et dans les pouvoirs séparent cet organisme de contrôle dans les deux espèces de Sociétés par actions.

Dans la commandite par actions, c'est le Conseil de surveillance, composé de trois membres au moins, choisis parmi les actionnaires, qui exerce ce contrôle ; et il peut

l'exercer à tout moment, à n'importe quelle date, pendant toute la durée de l'exercice, toutes les fois qu'il le juge à propos.

Les Commissaires aux comptes des Sociétés anonymes ne peuvent, au contraire, opérer leurs vérifications que pendant le trimestre qui précède l'Assemblée générale ; à tout autre époque ils n'ont droit qu'à l'état semestriel sommaire.

Cette différence ne se justifie pas, car les gérants, responsables sur l'ensemble de leur patrimoine, sont encore plus intéressés que les administrateurs à une gestion stricte, et ils sont les plus surveillés. Quant au maquillage du bilan, le danger est le même dans les deux cas, pour les actionnaires comme pour les tiers. Rien ne justifie donc cette restriction des prérogatives des Commissaires aux comptes.

Mais serait-ce là la seule réforme souhaitable en la matière ? Quels sont exactement aujourd'hui leur tâche, leur mode de recrutement, leur organisation professionnelle et leur indépendance ?

Leur tâche est d'attester, après un contrôle sérieux, l'exactitude des chiffres portés au bilan, ce qui comporte, non seulement la vérification des écritures relatives à toutes les opérations de caisse portées aux livres, mais encore l'appréciation de l'évaluation des marchandises, stocks, valeurs en portefeuille, de la qualité des créances portées à l'actif, et de l'ampleur normale, insuffisante, ou exagérée, des amortissements et des réserves. Ils doivent également contrôler, si les frais généraux ne sont pas excessifs, et si les gaspillages sont évités. Cette surveil-

lance, aussi vaste et aussi stricte, ne porte néanmoins aucune atteinte aux prérogatives de la gestion ; elle pourrait être une garantie presque suffisante pour les actionnaires et les tiers, si elle ne se trouvait pas transformée, en une simple formalité.

Ce rôle est, peut-être, correctement rempli pour les écritures dites intra-comptables, où toute modification volontaire serait difficilement réalisable. Mais au contraire, les modifications extra-comptable, qui interviennent postérieurement, sur décisions des directeurs ou administrateurs, et dont la sincérité peut être plus ou moins approximative, sont trop souvent respectées et admises par les vérificateurs officiels, quelle que soit l'élasticité du mode d'évaluation. L'efficacité de ce contrôle en est annihilée.

C'est que les vérificateurs des comptes ne sauraient se permettre aujourd'hui d'entrer impunément en conflit avec ceux, qui doivent leur soumettre ces comptes. Nommés et révoqués par l'Assemblée générale des actionnaires, ils le sont par là-même par le Conseil d'administration en exercice, qui détient toujours la majorité, généralement par suite de l'abstention ou des pouvoirs en blanc du plus grand nombre des actionnaires. Dès lors l'indépendance de tels contrôleurs peut se concevoir. Véritables subordonnés des contrôlés, ils se bornent le plus souvent à apposer les yeux fermés leur signature au bas des documents, qui leur sont présentés. Créatures des Conseils d'administration, ils ne peuvent prétendre contrôler efficacement ceux dont ils dépendent, ceux dont ils ont souvent l'ambition de partager bientôt le rang.

Dans toutes les hiérarchies les contrôleurs dominent ceux

qu'ils contrôlent. Dans les seules Sociétés commerciales, ce *cursus honorum* se trouve inversé. La loi n'exige pas d'ailleurs la présentation du moindre diplôme pour pouvoir remplir ces fonctions techniques ; nombreux sont les Commissaires, dont les titres n'ont aucun rapport avec la comptabilité. Indépendance et compétence sont des conditions de leur recrutement que la loi ignore, et que les Conseils d'administration ne manquent pas de mépriser.

Et cependant il existe certaines organisations professionnelles sérieuses, qui apporteraient ces garanties essentielles, dont bénéficient de nombreux pays grâce à des organismes dont la vitalité se trouve consacrée par l'usage. En France, ils sont oubliés.

b) Il faut enfin que ces documents, plus ou moins vérifiés, parviennent à la connaissance des actionnaires, afin de leur en permettre un examen personnel. La loi impose l'obligation de mettre certains d'entre eux à la disposition des intéressés 15 jours avant l'Assemblée générale, qui doit en délibérer.

Tout actionnaire a la faculté durant ce délai de quinzaine, de consulter les pièces suivantes (et même de se faire délivrer copie de certaines d'entre elles) (1), personnellement ou par mandataire : l'inventaire, le bilan, les rapports du Conseil de surveillance et des Commissaires ; dans les Sociétés anonymes, il peut, en plus, connaître la liste des actionnaires.

Grâce à cette prescription, semble-t-il, l'actionnaire va pouvoir connaître le détail de la situation de la société,

(1) Cf. III^e partie. Chap. III. Sect. II.

car, l'inventaire visé par l'article 35 ne peut être que l'inventaire complet et explicite, comprenant la liste intégrale de tous les biens, leur évaluation, leurs amortissements, etc. Il n'en est rien, car, arguant de la nécessité d'assurer le secret des affaires, les Sociétés ne mettent à la disposition des actionnaires, que la balance de l'inventaire, la dernière page, qui n'est guère plus développée en soi que le bilan (1). Et la jurisprudence se rangeant à ce point de vue, exige que pour obtenir communication du document intégral l'actionnaire justifie d'un intérêt « sérieux et légitime » et se montre sévère pour l'apprécier (2).

3° Ces mêmes pièces sont déposées sur le bureau lors de la réunion de l'Assemblée générale et tout actionnaire peut en prendre connaissance au cours de la séance.

Tout actionnaire, en principe, peut prendre part à cette Assemblée, à moins que les statuts n'exigent la possession d'un nombre minimum d'actions.

Les petits porteurs peuvent alors se grouper et se faire représenter par l'un d'entre eux (Loi 1^{er} août 1893). Pour pouvoir délibérer valablement cette Assemblée doit comprendre une somme d'actions représentées égale au quart du capital social, sinon une deuxième réunion est nécessaire suivant les formes et délais prévus par les statuts. Cette Assemblée peut valablement délibérer sans aucune condition de quantum (Loi 1867, art. 29).

Les résolutions sont prises à la majorité des voix, après lecture des rapports du Conseil d'administration et des

(1) DECUGIS, *Sociétés par actions*, p. 582 et Rouen, 27 avril 1922, D. 1923, 2, 123.

(2) Cf. CHARPENTIER, p. 406.

Commissaires aux comptes, et après discussion de l'ordre du jour. L'actionnaire peut interroger le président, demander des précisions, mais ce dernier qui presque toujours dispose déjà de la majorité des voix, satisfait rarement la curiosité de ses mandants, attribuant aux affaires sociales une sorte de caractère confidentiel, et conférant à sa fonction un secret professionnel de circonstance.

Cette Assemblée générale pourrait néanmoins suppléer à la défaillance des Commissaires, devant la carence, la mauvaise volonté ou la mauvaise foi des administrateurs, car ses pouvoirs sont très étendus. Les actionnaires, en effet ont un pouvoir d'interrogation et de discussion, sanctionné par le droit de repousser les comptes présentés. Mais, là aussi, si le principe est parfait, les faits l'annihilent en pratique. Incompétence ou timidité des actionnaires, toute-puissance ou mauvaise foi des administrateurs : L'assemblée se résume toujours en une approbation pour ainsi dire automatique des propositions du Conseil, dont la responsabilité, avec celle des commissaires, est ainsi déchargée par une majorité, dont il a d'innombrables moyens de disposer.

Voilà comment s'établit le bilan : voilà son histoire en quelque sorte externe. Précisons maintenant sa structure interne, comment il est composé.

CHAPITRE III

CONTENU D'UN BILAN

Présenter un tableau explicite des différents postes d'un bilan, décomposés en comptes spécialisés afin de donner une notion exacte de ce que doit être son contenu : tel est l'objet de ce chapitre.

Nous pourrons ainsi situer quelques-unes des difficultés, qui se posent au sujet de l'évaluation ou de la présentation de certains de ces postes, et que nous aurons plus tard à examiner et à résoudre.

Le plan qui doit être suivi pour cette étude interne, qui n'a nullement pour but d'élaborer un bilan type, susceptible de convenir à toutes les entreprises, est le plan classique, adopté avec plus ou moins de variantes par la plupart des auteurs, et que nous ne voulons justifier que par un désir de clarté et de classification simple des possibilités de réglementation légale. Quant à la question de savoir s'il est possible ou non de réaliser un bilan type commun à toutes les entreprises, question dite de l'unification des bilans, nous aurons à l'examiner ensuite et séparément.

L'actif est l'avoir de la Société. Ses modes d'utilisation de ressources, dont le passif indiquera les différentes origines. Nous les examinerons par ordre d'indisponibilité décrois-

sante ou de facilité croissante de réalisation : d'abord les immobilisations ; puis les valeurs engagées à plus ou moins long terme ; enfin le fond de roulement.

Mais il est des problèmes communs à presque toutes ces variétés de valeurs et sur lesquels des idées générales sont à exposer tout d'abord. L'évaluation d'une part, l'amortissement d'autre part, de chacun de ces postes permettent des propositions d'ordre général.

Les systèmes d'évaluation sont nombreux ; résumons les rapidement avec leurs avantages et leurs inconvénients respectifs.

a) *Prix courant* (1) : Ce serait la valeur vénale de chacun des éléments de l'actif, le prix que la Société « pourrait espérer en obtenir étant donné la loi économique de l'offre et de la demande ».

La précision, seul avantage de ce critérium, ne peut jouer que pour les seuls objets ayant un cours ; pour tous les autres, c'est encore l'arbitraire et l'approximation. De plus, il présente le grave inconvénient de permettre une distribution de dividendes sur la simple indication de plus-values non réalisées (2).

b) *Prix courant seulement constaté* : M. Simon (3) partisan de l'évaluation au cours du jour a présenté une réponse à cette dernière objection : « Nous nous bornerons simplement à constater les plus-values, nous ne les distri-

(1) WAHL, notes Sirey 1904, 4, 537 et 2, 597 ; VAVASSEUR, *Rev. des Sociétés*, 1883, pp. 56 et suiv.

(2) CHARPENTIER, *Op. cit.*, pp. 120 et suiv. et Houpin, n° 1382.

(3) SIMON, *op. cit.*, p. 81 et suiv.

buerons pas... Il suffira de passer au passif du bilan une écriture, constatant la plus-value : celle-ci viendra par ce moyen en déduction du bénéfice à distribuer ». Mais la première objection demeure.

c) *Prix de revient* (1) : il supprime cette incertitude car il résulte automatiquement des écritures. C'est en effet le prix d'acquisition intégral, qu'à dû déboursier la Société pour devenir propriétaire.

Mais s'il existait un écart entre ce prix de revient et le cours du jour, il n'en serait pas tenu compte en cas de hausse, tandis qu'il en serait fait état en cas de baisse au moyen d'une inscription spéciale au bilan.

Cette rigueur négligeant absolument toute hausse, fait généralement repousser ce système, qui ne donne d'ailleurs aucune idée de la valeur actuelle et réelle.

d) *Prix de revient avec mention des plus-values* (2) : ce moyen a été présenté pour que les plus-values non réalisées, mais certaines, soient mentionnées au bilan et connues sans entrer en ligne de compte pour le calcul du bénéfice. Il suffit de créer au bilan deux comptes d'ordre, se compensant à l'actif et au passif.

Mais les postes susceptibles de plus-values sont nombreux : et pour évaluer ces plus-values on ne dispose pas pour tous les biens de l'actif de cours officiels indiscutables ; pour un grand nombre on retombe dans les estimations arbitraires ou factices.

(1) LEAUTEY (p. 435), *Science des comptes* ; THALLER, n° 202 ; DECUGIS, *J. soc.*, 1903 ; JEANNIN, *Op. cit.* et BATARDON, *Op. cit.*

(2) TOUZET, *Op. cit.*

e) *Valeur raisonnée* (1) : Un auteur voudrait s'attacher à la « valeur raisonnée » des divers éléments de l'actif, sans donner d'indications pratiques. Il suppose qu'il « existe pour chaque objet une valeur vraie en soi indépendamment de l'opinion des hommes qui le possèdent ou qui le désirent ». Conception peut-être métaphysique, mais non commerciale.

f) *Valeur de rendement* (2) : la valeur des éléments d'actif serait appréciée en raison du produit net qu'ils procurent. Mais cette relation n'est pas nécessairement exacte. Le montant du bénéfice est un élément sûr, mais à lui seul insuffisant.

g) *Valeur de remplacement* : Critique de M. Charpentier (3) : « Ce système se confond avec le système du prix marchand, quand il existe des objets similaires sur le marché... et c'est grâce à l'amortissement que l'on remédie aux causes de moins-value ».

h) *Système intermédiaire* : MM. Houpin et Bosvieux se rallient au système, qu'ils qualifient d'intermédiaire, de M. Charpentier : « Adopter le prix de revient comme base d'évaluation, lorsque la valeur vénale ne peut être déterminée avec précision par le cours des objets similaires ; et dans le cas contraire avoir égard au prix-courant, sauf à porter la plus-value à un fonds de réserve spéciale, de manière qu'elle ne puisse faire l'objet d'une distribution, tant qu'elle n'aura pas été réalisée ».

(1) DE LAVELEYE, *Moniteur des intérêts matériels*, 1883.

(2) HOLBACH, *Le bilan dans ses rapports avec la comptabilité*.

(3) CHARPENTIER, *Op. cit.*, p. 124

Ou suivant les formules de M. Charpentier (1).

a) Pour les immobilisations le prix de revient constitue un maximum, non un minimum ;

b) Pour les valeurs d'échanges : valeur vénale quand il y a un cours, sinon prix de revient ;

c) Les plus-values non réalisées ne doivent pas entrer dans le calcul du bénéfice, ni de la réserve légale ou statutaire.

Ainsi on respecte à la fois la nécessité de renseigner les actionnaires et les tiers sur la valeur exacte de la Société en leur faisant connaître les plus-values révélées par la comparaison des cours officiels ; et aussi le principe de la non-distribution de bénéfices résultant d'une plus-value non réalisée.

En pratique on parviendra à ce résultat (2) en « créant au passif un poste qui pourrait être appelé « réserve spéciale indisponible représentant la plus-value de l'actif »... et qui ne pourra faire l'objet d'une répartition tant que l'actif auquel elle correspond n'aura pas été réalisé ».

Cette solution est, nous semble-t-il, à l'abri de toute critique pour une époque de stabilité monétaire ; on peut alors négliger les plus-values de biens sans prix-courant certain. Mais comme le montrent les formules de M. Charpentier, toutes les plus-values des immobilisations sont exclues. Or la plupart des prix de revient, depuis la dévalorisation monétaire, ne sont plus que de

(1) CHARPENTIER, *Op. cit.*, p. 425 et HOUPIN, *Op. cit.*, t. II, p. 483.

(2) HOUPIN, t. II, p. 483.

l'histoire ancienne, sans rapport avec la réalité ; le problème de la réévaluation de ces éléments d'actif intervient ici et modifie ces données, peut-être accidentellement.

Nous allons avoir bien entendu, à examiner les applications concrètes de ces systèmes généraux pour chaque élément de l'actif.

Mais prenons d'abord le second problème d'ordre général, qui les affecte à peu près tous : celui de l'amortissement.

Il est un principe fondamental qui est à la base des relations de toute Société avec les tiers : le principe de la fixité du capital (1). Son respect même rend obligatoire une pratique, que la loi n'a pas précisée ; l'amortissement, en effet, a pour but de compenser par prélèvements sur les produits d'exploitation, toutes les dépréciations, que subit inévitablement d'année en année l'actif social, gage des créanciers. Ces dépréciations tiennent, soit à des causes naturelles, telles que l'usure, et toutes les détériorations provenant de l'usage même des choses ; soit à des causes économiques : inventions nouvelles, changement de mode ; soit à des causes légales ou contractuelles : concessions, brevets, baux, dont la valeur va s'amointrissant jusqu'à leur terme.

Existe-t-il des règles générales concernant le calcul des amortissements ? C'est la seule question qui doit être examinée ici, à l'exclusion de celles de leur quotité, de leur spécialisation, de leur comptabilisation, de leur présenta-

(1) Cf. I^{re} partie. Chap. III. Section II.

tion sur le bilan, et de la question des amortissements extraordinaires et des réserves occultes.

Théoriquement, l'amortissement devrait égaler la dépréciation subie pendant l'année, pour que la compensation conserve exactement une valeur identique à l'actif.

Mais il est essentiel que l'amortissement suive une certaine régularité pour que les résultats des exercices ne soient pas artificiellement faussés les uns par rapport aux autres. Aussi pour éviter ces inconvénients applique-t-on un amortissement forfaitaire (1), au lieu d'un amortissement direct et réel. Il existe trois variétés d'amortissement forfaitaire.

1° *Amortissement constant* : par annuités égales, proportionnelles au prix de revient des biens à amortir, celui-ci étant divisé par le nombre d'années de durée présumée.

Essentiellement régulier, il répartit uniformément la charge sur les différents exercices ; c'est un système simple et pratique, le plus usité d'ailleurs.

2° *Amortissement croissant* : si les annuités sont plus fortes d'année en année. Mais il se trouve, pour le matériel notamment, que les frais d'entretien vont aller croissant de leur côté ; d'où aggravation conjuguée de charges.

3° *Amortissement décroissant* : si les annuités sont plus faibles d'année en année, soit en étant calculées sur le montant initial, diminué chaque année de l'annuité précédente,

(1) CHARPENTIER, *Op. cit.*, pp. 141 et suiv. ; FOLLIET, *Op. cit.*, pp. 231 et suiv. ; VERLEY, pp. 121 et suiv. ; THALLER et PIC, n° 1172.

soit en appliquant un pourcentage plus faible d'année en année. Plus compliqué et plus lent.

Il semble donc *à priori* qu'il faille préférer l'amortissement constant, qui convient parfaitement aux valeurs destinées à disparaître entièrement, tels que brevets, installations de concession... Pour les autres il suffira de « calculer à l'avance la valeur résiduelle probable » pour n'amortir par annuités constantes que le surplus. A l'examen spécial de chacune des valeurs nous verrons, si nous pouvons maintenir cette proposition.

Mais quel que soit le mode de calcul adopté, il est certain que le montant de l'annuité doit être compris parmi les frais de fabrication, entrer en ligne de compte pour la détermination du prix de revient, faire partie intégrante du produit brut, et ne pas être une des répartitions possibles du produit net, ou bénéfices ; si bien que même en l'absence de bénéfice, l'amortissement devrait être opéré.

Nous devons aujourd'hui remarquer, que cet amortissement, supposé constant, a été calculé d'après des évaluations non majorées, malgré la dévalorisation de notre monnaie. Dans l'hypothèse d'une réévaluation de certains biens, qui exigent un amortissement — les immobilisations pas exemple — le fonds d'amortissement n'étant pas l'objet d'une réévaluation, il en résultera une insuffisance dans le montant de cet amortissement, qui ne compensera plus l'usure réelle des immobilisations réévaluées et ne remplira plus son rôle : maintenir à l'actif sa valeur.

Appliquons maintenant ces données générales aux cas particuliers, par l'examen de chaque poste de l'actif et du passif du bilan.

SECTION I. — Éléments de l'actif.

I. — IMMOBILISATIONS. — Ce sont les fonds indisponibles de la société, investis dans un ensemble de biens, qui constituent le système même d'exploitation de l'entreprise ; immobilisés à titre permanent, ils ne seront réalisés, que pour un changement imprévu de l'objet de son activité ou pour sa liquidation définitive. Ce sont les moyens, les instruments de travail indispensables à toute activité matérielle, depuis les terrains et constructions, jusqu'aux brevets et marques de fabriques, etc...

Les immobilisations comprennent en effet, aussi bien des éléments corporels, comme l'outillage et les immeubles, que des droits incorporels, tels que le fonds de commerce et les brevets, et aussi des valeurs fictives, tels que les frais du premier établissement.

A. — *Biens corporels.*

1° *Terrains* : Leur valeur réelle peut rapidement être très différente de leur prix d'acquisition ; et si celui-ci date d'avant-guerre, être alors hors de proportion. Aussi l'indication du prix de revient apparaît à elle seule, comme insuffisante. Par ailleurs l'amortissement est pour ainsi dire exceptionnel ; seuls des événements ou des circonstances extraordinaires pourraient justifier un amortissement extraordinaire.

2° *Constructions* : Ce poste comprend, non seulement les immeubles de rapport, mais aussi ceux affectés à l'exploitation, et généralement tous les immeubles industriels. Là-aussi il est d'un grand intérêt de connaître les augmentations de valeur, sans arriver à des distributions de bénéfices non réalisés. Prix de revient et valeur actuelle, sont deux estimations également précieuses, et qui présentent chacune leur intérêt, pour apprécier le cours relatif de l'action de la Société. Mais ici l'amortissement est essentiel. Assez lent pour les immeubles de rapport, il doit être plus rapide pour les usines, qui ne représentent une valeur qu'en raison de l'exploitation même de la société ; un amortissement constant calculé sur une valeur déjà ancienne peut justifier des amortissements extraordinaires compensatoires.

3° *Matériel* : L'usure rapide, la possibilité d'être vite démodé par des inventions nouvelles, son remplacement relativement fréquent, ne permettent pas de tenir compte d'une plus-value, même certaine. Le prix de revient est certainement un maximum ; et qui doit être amorti en une période brève ; si l'amortissement constant est néanmoins préférable, pour éviter de faire coïncider l'accroissement de son taux avec l'accroissement des frais d'entretien, son coefficient doit être très élevé ; 10 0/0 semble un minimum.

4° *Mobilier commercial et petit outillage* : Pour les mêmes raisons, le prix d'acquisition ne peut en aucun cas être majoré ; et en raison de l'usure ou de la déperdition de valeur, qui exigent un remplacement fréquent le coefficient d'amortissement doit être très élevé. Constaté une plus-value, même réelle, n'aurait pas grand intérêt.

B. — *Droits incorporiels.*

1° *Concessions et privilèges* : S'ils ont été obtenus moyennant un prix d'achat, il est légitime qu'il figure à l'actif, sans jamais être susceptible d'aucune plus-value, et en étant l'objet d'un amortissement proportionné à la durée de cette concession. Sinon ils n'ont pas à être estimés.

2° *Brevets, licences et marques* : Mêmes remarques générales.

3° *Fonds de commerce* : Généralement les auteurs n'admettent sa présence à l'actif qu'en cas d'achat ou d'apport ; sinon l'évaluation en serait tout arbitraire. C'est certain et cependant, surtout depuis la loi du 30 juin 1926 sur la « propriété commerciale », il peut y avoir là une valeur active, parfois très importante, que l'on ne peut ignorer.

C. — *Valeurs fictives.*

1° *Frais de premier établissement* : L'inscription à l'actif en est des plus légitimes ; et le terme même de « fictif » a été combattu (1), car, à défaut de réalisation, ils présenteraient une certaine « valeur d'emploi ». Ce sont tous les frais de constitution et de lancement inhérents à la naissance de toute affaire : frais d'actes, honoraires, enregistrements, frais d'études préparatoires, d'émis-

(1) CHARPENTIER, *Op. cit.*, pp. 140 et suiv.

sion et d'impression des titres, de commissions et de publicité... Ce sont des dépenses exceptionnelles et uniques, qui si elles étaient comptées dès la première année dans les frais généraux grèveraient trop lourdement le premier exercice et pourraient même entamer le capital. On y remédie en les portant à l'actif ; mais si cette manière de procéder est admissible, il faudrait prévoir une durée d'amortissement aussi courte que possible. Et toute inscription à ce compte de frais, autres que ceux présentant ce caractère d'être non renouvelables, et qui rentreraient dans la catégorie des dépenses d'exploitation, constituerait une incorrection, pouvant être génératrice de dividendes fictifs.

2° *Prime de remboursement des obligations* : C'est la somme représentant la différence entre le montant nominal d'un emprunt, et le montant effectivement demandé et souscrit par les obligataires. Comme il faut faire connaître au passif le montant exact de la dette, on est amené par suite des nécessités de la comptabilité, à inscrire à l'actif le montant de la prime, sinon, il pourrait y avoir méprise sur les conditions d'exigibilité de la dette. Chaque année ce poste est amorti proportionnellement au nombre des obligations remboursées.

L'évaluation de ces comptes ressort mathématiquement des écritures sans modification possible. Quelques auteurs se sont demandé (1) s'il était correct de mélanger ainsi des biens réels et des biens imaginaires ; mais la réglementation précise, dont ces postes pourraient être l'objet,

(1) SIMON, p. 95.

quant à leur contenu et surtout quant à la durée limite de leur amortissement, enlèverait l'essentiel de l'objection.

II. — VALEURS ENGAGÉES. — On fait parfois entrer ces valeurs parmi les disponibilités. Néanmoins la réalisation de la plupart d'entre elles n'étant possible qu'au bout d'un terme relativement long, nous préférons les distinguer des fonds de roulement. De plus, nous verrons qu'ici, la différence entre le prix de revient et le cours du jour prend une grande importance.

1° *Valeurs de Bourse et participations industrielles et commerciales.* — Ce sont toutes les valeurs mobilières, actions et obligations, parts de fondateurs et bénéficiaires, fonds d'Etats... Certes, leur réalisation sur le marché est en principe précise et rapide ; néanmoins il est préférable de ne pas les considérer comme des disponibilités, car, dans la politique de placement des sociétés, ils font partie des investissements, soit définitifs, soit du moins de longue durée.

De multiples systèmes ont été proposés pour leur évaluation : cours du jour, prix de revient, cours moyen du mois ou de l'année qui précède le bilan, combinaison des trois systèmes en adoptant le plus bas (1) ; valeur raisonnée (2), qui consiste à déduire la valeur d'un titre de l'étude objective de la situation économique de la Société.

Il faut encore ici souligner, que la dévalorisation du franc a apporté dans la valeur des titres une grave perturbation supplémentaire. Il serait d'autant plus utile de con-

(1) FOLLIET, *Op. cit.*, pp. 64 et suiv.

(2) DE LAVELEYE, *Mon. int. matériels* (11 fév. 1904).

naître à la fois le prix de revient et la valeur actuelle (1), tout en portant l'excédent possible à un poste indisponible du passif, pour éviter une distribution de bénéfices non réalisés.

Cette double évaluation serait à la fois facile et sûre ; des cours officiels étant pratiqués pour les titres cotés en Bourse et en Banque. Pour ceux qui ne sont pas cotés, on pourrait soit se contenter de l'estimation au prix d'achat, soit remplacer le cours du jour par la « valeur vénale » (ou prix que paierait un acheteur moyen en tenant compte du jeu de l'offre et de la demande) pour apprécier les variations subies par ces investissements. Malgré toute la part d'arbitraire, qui peut intervenir par l'adoption d'un tel système, nous croyons cependant souhaitable, que soit dégagé le degré de prospérité des entreprises auxquelles s'est intéressée une Société. Sinon, surtout avec la multiplication considérable des filiales (2), dont les titres sont rarement cotés, c'est toute une partie de l'évolution de l'actif de la Société, qui sera ignorée. Cette considération ne peut pas être négligée. Mais les réels dangers de ce procédé exigeraient la préalable réforme de l'organe de contrôle (3).

2° *Créances à long terme* : Ne pouvant compter sur la

(1) CHARPENTIER (*Op. cit.*, pp. 171 et suiv.) préconise ici le « système de la double évaluation » qu'il avait déjà adopté pour les marchandises.

(2) Sur les avantages particuliers que présente le système des filiales pour les administrateurs : Cf. CLAUDON, *Abus dans l'Administration des Sociétés par actions*. Paris, 1926, et ci-après, IV^e partie.

(3) Cf., pp. 205-229 et suiv.

proximité d'un paiement, la Société devra faire cette discrimination d'après la date de l'échéance ; et comptabiliser à part ses effets à long terme, tout en y procédant suivant les principes énoncés au poste concernant les créances à court terme.

3° *Cautiounnements* : Les Sociétés spécialisées dans les soumisssions de travaux publics et certaines entreprises concessionnaires sont obligées de déposer des cautionnements, éléments d'actif généralement réalisables à long terme. C'est le montant de ce dépôt, qui doit être alors inscrit, augmenté s'il y a lieu des intérêts.

III. — DISPONIBILITÉS ET FONDS DE ROULEMENT. — Après le capital immobilisé, voici le capital circulant de la Société. Liquidité, possibilité de négociation ou d'échanges journaliers, tels sont les critères de ces valeurs. Elles doivent être suffisantes pour permettre à la Société de faire face à toutes ces échéances, sans gêne de trésorerie.

1° *Caisse* : C'est le total pur et simple de tout l'argent liquide, que possède en caisse la Société, porté à la valeur nominale pour les espèces ayant cours légal en France. Quant aux monnaies étrangères, deux estimations sont possibles en raison des variations du change, la valeur d'acquisition, et le cours du jour ; en cas de plus-value il est loisible de la faire apparaître au bilan, sans toutefois la considérer comme un bénéfice distribuable, en créant un compte compensatoire au passif. Poste ainsi essentiellement soumis à une réévaluation, pour les devises anciennement possédées.

2° *Dépôts en banque* : La solvabilité de la banque

étant supposée, ce poste indiquera le montant nominal des dépôts.

3° *Marchandises* : Tout le stock des produits fabriqués ou achetés, destinés à la vente, aussi bien ceux en magasins, que ceux à la disposition de la Société chez des tiers. Il faut bien remarquer, que tous ces biens sont destinés à avoir le plus prochainement possible une valeur certaine officielle : leur prix de vente. Ils ne sont donc qu'à titre transitoire entre les mains de la Société, qui ne tardera pas de faire état de leur plus ou de leur moins-valeur lors de leur réalisation prochaine, sous forme de bénéfice ou de perte ; nous ne sommes donc pas en présence de biens plus ou moins immobilisés, dont les variations de valeurs risqueraient de rester fort longtemps ignorées. De plus, il ne s'agit pas ici d'un bilan de liquidation. Aussi, pour toutes les marchandises, qu'elles soient ou non l'objet de cours ou mercuriales officielles, il faut adopter comme mode d'évaluation unique le prix de revient, prix que la Société peut connaître très exactement. Plus tard, lors de la vente, les différences apparaîtront au compte Profits et pertes.

Toutefois, si le prix de revient se trouve supérieur au prix du marché, ce serait une véritable fraude (1) que de l'adopter. De plus, comme les marchandises peuvent se détériorer ou se démoder, il y a lieu de constituer un fonds d'amortissement spécial pour ces éventualités (2).

(1) Evaluation au prix de revient s'il n'est pas supérieur au cours, et au cours dans le cas contraire ; LEAUTEY, p. 135 ; THALLER, n° 202 ; VERLEY, pp. 168 et suiv.

(2) CHARPENTIER, *Op. cit.*, p. 159 et HOUPIIN, n° 1386 : a) Pr. march. cotées au cours du jour de l'inventaire, pourvu qu'il n'ait pas été

4° *Travaux en cours* : A la place de marchandises certaines entreprises exécutent des travaux de longue durée : constructions immobilières, navires, ports, travaux publics. Ces travaux exécutés et non encore payés peuvent figurer à l'actif, soit pour leur prix de vente s'ils ont fait l'objet d'un forfait, sinon, au maximum, pour leur prix de revient.

5° *Matières premières et approvisionnements* : Pour des raisons identiques, il faut adopter ici le prix de revient, s'il est inférieur au cours officiellement constaté, et seulement dans le cas contraire le cours du jour de l'inventaire.

6° *Effets à recevoir et créances à court terme* : Une discrimination préliminaire essentielle s'impose pour tous ces papiers, suivant qu'ils sont bons, douteux ou mauvais. Ces derniers ne devraient être portés que pour mémoire. Ceux qui sont douteux devraient faire l'objet d'un amortissement spécial ; soit en étant portés à l'actif, déduction faite d'une certaine quote-part ; soit en étant inscrit pour leur valeur nominale, mais alors en portant au passif à un compte spécial une somme égale à la perte prévue. Quant aux bonnes créances, elles n'ont qu'à être portées pour leur valeur nominale, déduction faite de l'escompte, s'il y a lieu (1).

faussé par les spéculations de la Société elle-même et la plus-value sur prix de revient portée à une réserve spéciale indisponible ; b) Pr. march. non cotées : prix de revient est un maximum, non minimum.

(1) HOUPIŒ et BOSVIEUX, n° 1789. « Dans les Sociétés qui ont un portefeuille, les effets figureront souvent pour leur valeur nominale et l'escompte sera porté à un compte de réescompte figurant au passif ». CHARFENTIER, pp. 480 et suiv. ; VERLEY, p. 487 ; THALLER et PIC, 4175.

Quant aux effets de créances à court terme en monnaies étrangères, il ne faudrait adopter le cours du change au jour du bilan, que s'il est inférieur au cours du jour d'acquisition ; comme pour les marchandises la plus-value, si elle a lieu, apparaîtra sûrement et définitivement à bref délai.

Ainsi la différence entre le prix de revient et le cours du jour nous semble en ce qui concerne l'actif liquide moins importante, moins essentielle, qu'en ce qui concerne l'actif immobilisé.

IV. — COMPTES D'ORDRE. — Ils atteignent parfois un montant considérable, que rien ne justifie généralement, sinon le désir de masquer certaines opérations. Ils devraient être limités aux écritures découlant du principe de l'indépendance des exercices, écritures provisoires, passées pour ne pas faire supporter à l'exercice écoulé des dépenses incombant à l'exercice suivant.

Ce sont des paiements anticipés qui libèrent la Société pour une durée qui excède la clôture des comptes annuels : primes d'assurances, contributions, loyers, abonnements de publicité.

On crédite le compte Frais généraux, par le débit du compte d'ordre, dont le solde est porté au bilan à l'actif. Tels sont, sinon les seuls, du moins les plus fréquents postes de l'actif, groupés suivant une classification, qui se justifie, mais qui ne saurait sans doute s'imposer à la diversité de toutes les entreprises. Etudions maintenant les éléments du passif, suivant les mêmes idées générales.

SECTION II. — Éléments du passif.

Parallèlement à la classification des valeurs actives suivant leur degré d'immobilisation, on a souvent adopté (1) pour le passif un classement basé sur son degré d'exigibilité. C'est bien la division la plus logique et la plus claire.

I. — PASSIF NON EXIGIBLE. — a) *Le Capital* : Deux principes essentiels. D'une part c'est la valeur nominale des actions qui doit être mentionnée. Si la libération des actions n'est pas intégrale, on est ainsi amené à ouvrir un compte à l'actif correspondant au montant de la créance de la Société sur ses actionnaires. Par ailleurs, si des émissions d'actions ont eu lieu au-dessus du pair (2), cette « prime d'émission » ne peut être incorporée au capital social, et la Société en dispose librement; cet avantage de pouvoir ainsi se procurer des fonds parfois extrêmement élevés, sans être tenus à une justification comptable précise, a conduit bien entendu les Conseils d'administration à user largement de ce procédé, qui n'est pas sans léser certains actionnaires (3).

(1) BATARDON, *Op. cit.*, pp. 151 et suiv.; CHAVENEAU, *Op. cit.*, pp. 116 et suiv. (passif non exigible, exigible, comptes de régularisation de l'actif. Bénéf. de l'exercice).

(2) L'émission au-dessous du pair est contraire au principe de la souscription intégrale du capital social; HOUPIŒ et BOSVIEUX, *Op. cit.*, nos 631 et 886.

(3) Cf. Th. Houston, p. 102, et « sur la réglementation de la prime d'émission », cf. III^e partie, chapitre III.

D'autre part, ce montant nominal du capital doit demeurer immuable pendant toute la durée de la Société. C'est une règle d'ordre public ; mais qui ne s'oppose pas toutefois aux modifications régulières, faites conformément à la loi.

Ce principe primordial de la fixité du capital s'explique par son double caractère, il représente en effet, non seulement les droits des actionnaires au partage du fonds social, mais aussi la garantie des tiers créanciers, dont le gage est la contre-partie à l'actif, sous l'aspect de biens effectifs, de ce compte invariable du passif. La Société devant faire coïncider son actif réel avec le montant de son passif, si dans ce passif le compte Capital, gage suprême des créanciers, pouvait être réduit, une portion équivalente de l'actif serait rendue disponible et la garantie des tiers diminuée d'autant.

Si le capital a été entamé par des pertes, après épuisement des réserves, les bénéfices ultérieurs avant de pouvoir être distribués sous formes de dividende, devront être utilisés à la reconstitution intégrale du capital.

Tout dividende est donc fictif, si le montant nominal du capital n'est pas équilibré par un montant équivalent de valeurs actives. Tout remboursement clandestin aux actionnaires de leurs apports par le moyen du capital, est absolument nul pour les mêmes raisons.

Toutes les opérations régulières sur le capital, qui modifient son montant : augmentation, réduction, amortissement, sont dès lors soumises à des règles précises, afin de sauvegarder les intérêts des tiers contractants.

L'amortissement peut aboutir au remboursement total

ou partiel de l'apport des actionnaires. Mais il ne doit pas diminuer la garantie des tiers, c'est-à-dire qu'il ne peut justifier une modification quelconque du chiffre du capital nominal. Cette opération a donc simplement pour effet de provoquer une distinction dans la dénomination des actions, qui devront être divisées en deux catégories : actions non amorties et actions amorties de X francs (1) ; les premières pouvant avoir droit à la répartition supplémentaire d'intérêt, calculé sur le montant nominal de l'action ; les autres ne pouvant prétendre qu'au dividende variable.

Ce remboursement (2) ne peut être réalisé qu'avec les bénéfices, ou avec des réserves, bénéfices accumulés. Les créanciers ne pourront donc à la liquidation en exiger le rapport, puisque l'opération se résout en une distribution de bénéfices sans porter atteinte à leur gage. Pour l'actionnaire d'autre part, ce remboursement de son apport ne faisant pas entrer un revenu dans son patrimoine, il ne devrait pas être soumis au paiement de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières.

Si l'amortissement, n'entraînant aucune modification dans le montant du capital, n'exige aucune formalité de publicité (3), la réduction et l'augmentation du capital sont soumises à des conditions d'autorisation, — Assemblée extraordinaire, — et de publicité.

(1) Cf. III^e partie, ch. III. Sur la réglementation du compte Capital : obligation d'indiquer séparément toutes catégories d'actions.

(2) Il existe un autre mode d'amortissement : rachat d'un certain nombre d'actions au cours du jour et annulation sans modification toujours, du compte Capital (Cf. ci-après III^e part., ch. III).

(3) Sauf mention séparée au bilan.

Généralement la réduction est décidée, lorsque le capital se trouve déjà compromis ou même entamé par des pertes (1). Une réduction du compte capital au passif a donc pour effet de le remettre en équilibre avec l'actif qui se trouvait minoré. La répartition des bénéfices futurs va pouvoir reprendre plus rapidement, la Société n'étant plus obligée de les affecter à la reconstitution de son capital. Malgré son apparence déplorable pour les actionnaires cette opération peut donc leur permettre au contraire de toucher plus facilement des dividendes.

Quant à l'augmentation du capital, la réglementation ne saurait porter, que sur le droit de préférence réservé aux anciens actionnaires pour la souscription des actions nouvelles, et sur la question de la prime d'émission, que nous discuterons dans notre troisième partie.

b) *Réserves et Provisions* : Le meilleur moyen de définir la réserve est de l'opposer à l'amortissement, celui-ci est un prélèvement inévitable, rentrant sans les frais généraux et qui compense les dépréciations subies par l'actif. Il a pour but de maintenir à sa valeur d'origine l'ensemble de l'actif soit en pourvoyant aux remplacements nécessaires, soit en comblant les pertes prévisibles. Il n'est que la compensation obligatoire d'une dépréciation de valeur qui assure la permanence du capital investi dans l'entreprise.

(1) Si la perte s'élevait à une somme égale aux trois quarts du capital, les administrateurs devraient convoquer l'Assemblée générale pour qu'il soit statué sur l'opportunité d'une dissolution anticipée de la Société; à leur défaut les Commissaires aux comptes auraient qualité pour provoquer cette réunion; et les uns et les autres pourraient être déclarés responsables en cas d'inaction.

La réserve, au contraire, provoque un accroissement de ce capital. Elle est une accumulation de bénéfices nets non répartis, et qui, incorporés dans l'entreprise augmentent ses moyens d'action et sa valeur globale. C'est par ailleurs une mesure de prévoyance tellement élémentaire, que la loi en a rendu un minimum obligatoire, et que très souvent les statuts l'imposent dans ses détails.

Prélevées sur les bénéfices nets, ces sommes réservées n'ont aucune affectation spéciale prévue et peuvent rester confondues avec l'ensemble des autres biens, soit en augmentant le fonds de roulement soit en faisant l'objet de placements. A l'actif, ces biens ne font l'objet d'aucune identification ; au passif, figure simplement le solde créateur du compte « Réserve ».

Quant à la provision, elle s'apparente à la fois avec la réserve par sa source, qui est également un prélèvement sur les bénéfices nets ; et avec l'amortissement par son but, qui est de pourvoir à une dépréciation ou à une perte simplement éventuelle. Si l'éventualité se réalise, la provision n'était qu'un amortissement différé ; elle s'incorpore à l'amortissement même et devient à jamais indisponible. Dans le cas contraire elle peut être incorporée aux réserves supplémentaires et reprendre son caractère de bénéfices non distribués.

Pour la clarté même du bilan il est essentiel, non seulement que tous ces comptes soient nettement différenciés, mais encore que chacun d'eux fasse l'objet d'une discrimination interne. Nous le verrons en détail pour les amortissements. Pour les provisions il faudrait une rubrique spéciale chaque fois qu'elles ont un objet différent : provisions

pour créances douteuses, provisions pour variations de change, etc.

Quant aux réserves, leur différenciation devrait avoir lieu d'après leur origine. Elles peuvent être de trois sortes :

1° *Réserve légale* : elle est imposée par l'article 36 de la loi de 1867 :

« Il est fait annuellement sur les bénéfices nets un prélèvement de 1/20^e au moins affecté à la formation d'un fonds de réserve. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint 1/10^e du capital social ».

Même si le capital social n'est pas entièrement libéré on doit calculer ce 1/10^e imposé par la loi, sur son montant nominal ; en cas d'augmentation, la réserve légale est évidemment calculée d'après ce nouveau chiffre du capital.

La loi n'impose pas cette obligation aux Sociétés en commandite par actions, où les créanciers trouvent un supplément de garantie dans la responsabilité indéfinie des commandités ; dans les Sociétés anonymes au contraire l'irresponsabilité des associés a rendu nécessaire dans l'intérêt des tiers la création, à côté du capital, d'une sécurité supplémentaire.

2° *Réserves statutaires* : Si les statuts, qui sont absolument libres pour en fixer la quotité, prévoient expressément la constitution d'une réserve de prévoyance, il est bon que le bilan mentionne séparément ce compte, pour permettre de vérifier facilement si les clauses des statuts sont bien appliquées. En l'absence originaire d'une telle

clause, une Assemblée extraordinaire a le pouvoir de l'insérer dans les statuts ; elle peut même donner tout pouvoir à cet effet à l'Assemblée ordinaire.

3^o Réserves extraordinaires : Elles sont parfois avec une affectation spéciale et il serait alors bon de les différencier au bilan ; mais le plus souvent elles sont créées pour des besoins éventuels. C'est surtout ici que se pose la question de savoir, si les tantièmes des administrateurs doivent être calculés sur les bénéfices nets, avant ou après déduction des sommes mises ainsi en réserve (1).

En pratique, à part la réserve légale, les autres réserves, et parfois même les provisions, sont massés au bilan en un seul compte. Mais il est un autre procédé qui obscurcit le bilan infiniment davantage, et qui est aujourd'hui pratiqué par la plupart des Sociétés pour les motifs divers que nous examinerons : c'est la constitution de réserves occultes. Mais cette opération diffère essentiellement de la création des réserves proprement dites. Il consiste à minorer ou même annuler, certaines valeurs actives, ou bien, procédé inverse avec résultat semblable, à majorer arbitrairement les amortissements. Nous l'avons déjà indiqué en étudiant l'actif ; si nous rappelons ici ces agissements, c'est pour mentionner qu'à leur place devrait figurer une réserve indisponible, bloquant toutes les plus-values non réalisées de l'actif (2) ; mais la pratique ne nous a jamais révélé encore un tel poste.

(1) Cf. Discussions, III^e partie.

(2) Cf. Discussions, III^e partie.

A. — *A long terme.*

II. — PASSIF EXIGIBLE. — 1^o *Obligations* : Les emprunts doivent être portés au passif pour leur montant nominal. Il serait seulement souhaitable, qu'une rubrique spéciale soit réservée à chaque type d'emprunt différent.

2^o *Dettes hypothécaires* : Il faut les distinguer des dettes simplement chirographaires (1). Elles doivent figurer pour leur montant nominal, augmenté s'il y a lieu des intérêts échus au jour de l'inventaire.

3^o *Cautionnements* et

4^o *Caisses de retraites* : Ce sont des dettes spéciales en général correctement mentionnées.

B. — *A court terme.*

Cette distinction dans la durée d'exigibilité du passif, permet une comparaison rapide avec les disponibilités de l'actif. Ce sont :

1^o *Dettes exigibles à court terme* : il faut en déduire s'il y a lieu les escomptes qui interviendront ; ce sont les comptes créditeurs des fournisseurs, des banquiers, des clients ; les frais échus et factures à payer.

2^o *Dépôts à vue* : Toutes les dettes de la Société exigibles à vue.

(1) Cf. CHARPENTIER, p. 194 ; VERLEY, p. 242.

3° *Effets à payer* : C'est la valeur nominale des traites acceptées ou tirées sur la Société, qui ne sont généralement pas susceptibles d'escompte (1).

4° *Dividendes non réclamés des exercices précédents* : coupons d'obligations et obligations amorties non payées.

III. — COMPTES DE RÉGULARISATION DE L'ACTIF. — Ce sont tous les amortissements, dont les valeurs actives sont susceptibles ; amortir consiste à ouvrir un compte que l'on crédite du montant de la dépréciation, et à débiter d'une somme égale le compte « Frais généraux » :

Frais généraux à amortissement des immeubles.

Il en résulte qu'il faut ouvrir autant de comptes qu'il y a de sortes de valeurs à amortir : amortissement des frais de premier établissement, des immeubles, du matériel, amortissement des créances litigieuses, des marchandises, etc...

Leur présentation au bilan peut s'opérer de deux façons différentes, qui ont l'avantage commun d'être très détaillées :

Ou bien, on déduit directement le total des amortissements antérieurs ajoutés à ceux de l'exercice, du montant des valeurs correspondantes porté à l'actif. Exemple :

Immeubles : Prix de revient.	. . .	1.000.000
Amortissements	. . .	300.000 : 700.000

(1) CHARPENTIER, p. 493 ; VERLEY, p. 241 et art. 146 Code de commerce.

Ou bien, chaque compte figure, comme tout compte créateur, au passif, sans crainte d'une confusion avec les réserves et les provisions, si les dénominations respectives sont mentionnées avec précision. Pour notre part, nous prononçant par ailleurs pour la mention à l'actif des plus-values du prix de revient, nous préférons, pour les nombreux postes susceptibles d'amortissement, cette dernière méthode, qui évite de trop alourdir l'actif.

Mais en réalité, des renseignements aussi détaillés ne sont jamais fournis par les bilans qui ne comportent généralement qu'un seul compte global d'amortissement au passif, ou une simple déduction des valeurs de l'actif, sans aucune spécification des prix de revient.

Par ailleurs la société n'a pas à indiquer spécialement l'emploi, qu'elle fait des sommes ainsi retenues, avant de les utiliser pour le remplacement ou la réparation des valeurs actives.

IV. — COMPTE D'ORDRE. — Il comprend surtout des frais généraux non encore réglés lors de l'inventaire, bien qu'exigibles : impôts, loyer...

SECTION III. — Compte Profits et pertes.

L'article 34 de la loi de 1867 exige qu'en plus de l'inventaire et du bilan, le compte Profits et pertes, c'est-à-dire le détail des recettes et des dépenses de l'exercice, soit soumis à l'Assemblée générale.

Le solde de ce compte permet d'équilibrer exactement le

total de l'actif et du passif. Il traduit le résultat final obtenu par l'entreprise au terme de l'exercice, bénéfice ou perte, par sa place même au bilan. S'il se solde en effet par un crédit, c'est-à-dire par un bénéfice, l'actif de la Société en fin d'exercice se trouve supérieur au passif ; et le solde créditeur du compte Profits et pertes, porté au passif, rétablit l'équilibre en donnant l'accroissement net obtenu pendant l'année sociale.

Inversement si le compte se solde par un débit, c'est-à-dire par un déficit, il figure à l'actif, car c'est alors le passif qui se trouve supérieur à l'actif, et il ne sera pas possible de procéder à une distribution de dividendes, tant que l'actif n'aura pas été reconstitué (1).

La place du solde de ce compte au bilan permet de conclure immédiatement au solde bénéficiaire ou non de l'exercice.

Mais ce n'est pas seulement ce solde, que les administrateurs devraient porter à la connaissance des actionnaires et des tiers ; c'est son contenu même, en annexe au bilan. Mais, la loi est encore restée muette sur les indications minima, qu'il devrait fournir, ainsi que sur le mode d'évaluation et de présentation de ses différents postes, que les Conseils d'administration ont souvent tendance à synthétiser au maximum.

Au débit de ce compte sont portés :

1° *Frais généraux* : Ce sont toutes les dépenses que doit supporter un seul exercice, parce qu'elles ne profitent qu'à lui seul. Charges, parmi lesquelles on voudrait voir se

(1) Cf. développements sur « fixité du capital ».

dégager spécialement, celles nées du fait des administrateurs pour frais de déplacements, jetons de présence, etc...

2° *Intérêts des créances des tiers* : pour les obligations, ce chef comprend également l'annuité d'amortissement et de la prime des obligations.

3° *Charge des amortissements de l'actif* : *Absolument obligatoire* : c'est un prélèvement sur le bénéfice brut qui doit s'opérer, non seulement s'il annule tout bénéfice net ; mais s'il entame le capital. Ces amortissements de l'année seront incorporés au passif, parmi les différentes catégories du poste amortissement : méthode, que nous avons préférée à la déduction directe des postes correspondants de l'actif. Par ce détail au compte Profits et pertes se révèle l'importance exacte des amortissements pour l'exercice. S'ils étaient au contraire englobés dans le bénéfice net, ce qui serait incorrect et constituerait une majoration artificielle du bénéfice, ils se trouveraient compris à l'actif dans l'ensemble du poste « solde du compte Pertes et profits », d'où ils ne seraient séparés que lors de sa répartition.

A l'annuité conventionnelle des amortissements forfaitaires s'ajoutent tous les amortissements extraordinaires, se référant à des pertes ou à des dépréciations non prévues et qui doivent être immédiatement passés au débit de l'exercice : créances litigieuses, judiciairement annulées, sinistres, accidents.

Ainsi, la détermination de toutes ces charges sociales est indépendante de la volonté ou de l'opinion, de ceux qui composent ou contrôlent le bilan. Leur caractère s'impose par la nature même de la dépense envisagée. Leur énumération détaillée serait des plus utiles et ne saurait gêner la

Société. Au contraire, trop de révélations sur le crédit de ce compte pourraient lui être nuisibles, en dévoilant à des concurrents la marche de ses opérations : c'est une considération devant laquelle il ne faut pas hésiter à s'incliner, quand elle ne sert pas seulement à masquer la méconnaissance d'intérêts différents, sinon supérieurs.

Au crédit figureront donc en bloc.

1° Le produit des opérations qui font l'objet de l'activité propre de l'entreprise ; ce sont les recettes de son exploitation.

2° Les revenus, du portefeuille et autres participations financières, des immeubles, des créances, de tous les capitaux non directement investis dans l'entreprise même.

3° Les profits divers.

Le bénéfice est égal à la différence, entre le total des sommes portées à ce crédit, et celui des sommes portées au débit. Cependant l'interdépendance des exercices joue ici encore : si le précédent exercice a laissé une perte, le bénéfice du suivant est diminué d'autant ; comme il peut au contraire s'augmenter de la portion de bénéfice de l'exercice précédent, qui aurait été mise de côté, pour être « reportée ».

Du respect de ces règles sur la nature des sommes à porter au débit et au crédit du compte, et sur la fixité du capital pour la détermination du bénéfice, dépend le caractère réel ou fictif du dividende ; mais il faut préciser, à partir de quel moment le bénéfice peut être considéré comme acquis (1). Faut-il que le marché soit intégrale-

(1) Cf. CHARPENTIER, *op. cit.*, p. 352.

ment exécuté et que le prix en soit encaissé ; ou suffit-il de constater une plus-value non encore réalisée mais suffisamment certaine pour l'englober dans le bénéfice à distribuer (1)? La solution découle des principes même dégagés pour l'évaluation de l'actif. Une plus-value simplement constatée est insuffisante pour justifier une distribution ; elle doit être contrebalancée par son inscription au passif à une réserve indisponible ; mais d'autre part, lorsqu'une créance résultant d'un contrat définitif procure une plus-value certaine, quoique non encore encaissée, cette plus-value peut être portée à l'actif et n'être contrebalancée au débit que par un amortissement ordinaire, la différence devenant bénéfice distribuable. La liquidité du bénéfice n'est pas une des conditions de sa détermination ; c'est une simple question de trésorerie.

Quant à la répartition de ce bénéfice, elle se fait conformément aux statuts sur la proposition des Administrateurs, et après l'approbation par l'Assemblée générale. Ce mode de répartition est d'ordinaire le suivant.

1° *Réserve légale* : 1/20^e des bénéfices jusqu'au maximum légal.

2° *Répartition d'un certain pourcentage du capital, aux actions, à titre d'intérêt* : ce n'est qu'en vertu d'une clause expresse des statuts, ou de leur modification régulière, qu'une semblable distribution peut se faire en faveur d'une certaine catégorie d'actionnaires, ou même de tous, avant que soient payés administrateurs, porteurs de part

(1) Formules de la jurisprudence « réalisation proche et certaine » ; « plus-values provenant d'opérations accomplies ».

ou personnel intéressé. C'est un moyen d'avantager les actionnaires en cas d'insuffisance de bénéfice. Mais la clause stipulant que cet intérêt leur serait payable même en l'absence de bénéfice, c'est-à-dire la possibilité de faire entrer ce paiement parmi les frais généraux, serait-elle valable? Il y a là-encore une lacune législative. Il est certain que le capital se trouve entamé par le jeu d'une telle clause, or la jurisprudence l'accepte dans la majorité de ses arrêts (1). L'inscription de certaines dépenses au débit du compte Profits et pertes ne doit pas résulter, nous l'avons vu, de la volonté des intéressés, mais seulement de la nature même de ces dépenses; or, le revenu du capital se confond avec l'ensemble du profit que l'on peut retirer des sommes investies dans l'entreprise. Une telle discrimination ne pourrait se justifier, au seul point de vue économique, que pour la période d'organisation, nous aurons à revenir sur cette question (2).

3° *Tantièmes du Conseil d'administration* : La question se pose de savoir s'ils doivent être calculés avant les affectations aux réserves, ou seulement sur les dividendes répartis (3).

4° *Affectations aux réserves* : avec le détail de ces diverses affectations.

5° *Parts de fondateurs*.

6° *Dividende aux actionnaires*.

7° *Report à nouveau* : Servira à égaliser les dividendes dans le temps.

(1) S. 78, 2, 225, S. 86, 4, 407, S. 83, 2, 92, S. 1904, 4, 513, etc.
et HOUPIŒ, p. 511.

(2) Cf. IV^e partie, ch. III.

(3) Cf. Discussion, IV^e partie, ch. III.

CHAPITRE IV

PROBLÈME DE L'UNIFICATION DU BILAN

La position extrême des partisans de la réglementation des bilans, est l'adoption d'un système qui ferait passer de l'actuelle liberté absolue, à une discipline stricte dans le détail et la classification des valeurs au bilan. — Combat-tant l'obscurité des termes, la synthèse trop grande des postes, l'illogisme de leur classement, tares communes à la majorité, sinon à l'unanimité, des bilans, certains proposent, pour ce mal général, un remède également général, s'appliquant uniformément à toutes les sociétés par actions. La recherche d'un bilan type, logiquement conçu, en même temps assez rigide pour interdire des fraudes volontaires, et assez souple pour pouvoir s'adapter à tous les genres d'entreprises, si différente que soit leur activité, ce modèle unique de bilan serait alors imposé par la loi.

Certaines tentatives furent faites en différents pays pour une réforme aussi radicale ; mais elles n'aboutirent que partiellement ; de telle sorte qu'il n'y a pas d'argument d'expérience pratique.

En 1862, en Angleterre, la consécration législative fut refusée à une formule-type, son adoption, essentiellement facultative, fut simplement recommandée ; et en réalité, elle ne fut pas adoptée. En Suisse, une restriction sem-

blable enleva toute portée à la réforme, car elle limita son application aux seules banques d'émission.

Une Commission extra-parlementaire belge déposa un projet d'unification en 1893, qui ne fût pas adopté ; ce fut la tentative la plus sérieuse, mais le bilan-type ainsi dressé était précédé de la note suivante : « Il peut être ajouté à cette formule des articles divers selon les spécialités et les nécessités de chaque Société. Quand une somme n'est pas à inscrire en regard des articles, ils ne seront pas supprimés, mais on inscrira à la colonne des chiffres le mot « néant ». — Si un article ne se rapporte pas au genre d'affaires de la Société, il peut être omis ».

C'était la reconnaissance explicite de l'impossibilité de prévoir et de limiter toutes les exigences de la pratique ; c'était l'annulation par ces formules élastiques de l'effort tenté pour la suppression de l'arbitraire et de l'obscurité.

En France quelques auteurs ont adopté ce point de vue, et tenté d'édifier des constructions théoriques, qui ont été combattues par la grande majorité de la doctrine. M. Léautey notamment (1) a élaboré un plan de « bilan intégral et rationnel » qui s'efforce de suppléer aux lacunes, que présentait la formule belge. Aussi a-t-il abouti à un système complexe et d'un trop grand développement pour pouvoir répondre aux conditions pratiques de clarté et de simplicité ; il est généralement combattu par les auteurs (2). Et la Commission extra-parlementaire, instituée par le Garde des Sceaux en 1902 pour étudier la

(1) LÉAUTEY, *Unification des Bilans*.

(2) FOLLIER, *Op. cit.*, p. 317 ; CHARPENTIER, pp. 521 et s.

réforme de la loi de 1867, écarta à l'unanimité cette question de l'unification légale des bilans.

Cependant, ses avantages, que résume le seul mot d'unification, sont des plus précieux, et remédieraient à bien des excès et des errements. Le rapport de la Commission belge les expose succinctement : « Il est aisé de prévoir quels seront les résultats salutaires de la mise en pratique de ces formules ; l'uniformité, si efficace pour la clarté, la facilité des recherches, des comparaisons et des rapprochements ; la mise en usage d'une terminologie toujours la même et devenant ainsi familière à tous ; l'habitude des vérifications parce que les parties ne sont plus en présence d'énigmes. — Et si tels sont les avantages pour le public, une plus grande prudence s'imposera, d'autre part, à ceux qui administrent les Sociétés, parce que, eux-mêmes se rendront mieux compte et se sentiront plus attentivement surveillés ».

Résultats éminemment souhaitables, mais l'unification permet-elle vraiment de les atteindre, ou n'apporte-t-elle que l'illusion d'un remède ?

Il faut tout d'abord remarquer, que ces avantages ne seraient que partiels, ne portant que sur la forme. — Elle réglerait une question de présentation des comptes, mais non d'évaluation de leur contenu. Elle imposerait le respect d'un plan, sans ajouter aucune garantie sur la sincérité de ses énoncés. Le bilan serait peut-être plus compréhensible, il ne serait pas plus exact.

Est-il d'autre part possible de construire un bilan unique, auquel la diversité infinie des entreprises pourrait s'adapter ? La variété des comptabilités est une conséquence de

la variété des genres d'exploitation. Une usine, une banque, une entreprise de transports ont dans leurs écritures des différences trop fondamentales, pour qu'elles puissent être utilement conciliées en quelques formules identiques. Sinon on aboutit à un résultat, qui est la négation même du but poursuivi : ou bien, l'on se contente de tracer quelques grandes lignes très générales, ce qui exclut toute précision ; ou bien l'on dresse un plan détaillé, et on est alors obligé d'autoriser des dérogations générales ; ou bien encore (1), on multiplie le nombre des modèles, pour les adapter aux diverses catégories d'exploitations ; mais que devient alors l'unification ? Toutes ces solutions en voulant faire la part des insuffisances forcées du système, aboutissent en fait à son abandon.

Mais, s'il était pratiquement réalisable, ce système comporterait même certains inconvénients propres, d'une certaine gravité. Les administrateurs seraient d'autant plus libres de ne pas mentionner les articles spécifiques propres à leurs entreprises, révélateurs des opérations qui les spécialisent, et qu'ils s'efforcent souvent de noyer dans les postes les plus généraux ; ils seraient d'autant plus libres de les dissimuler, que la loi ne pourrait pas spécialement les prévoir : elle aboutirait à couvrir leurs fraudes, ou au moins à les excuser.

Partant de ce point de vue essentiellement juste, à savoir que le régime de liberté comptable actuel a été cyniquement exploité par quelques-uns aux dépens de la masse

(1) MOREAU (*Thèse Paris*, 1916) prévoit 10 types de bilans « unifiés ».

des actionnaires, ce serait tomber dans l'illusion de penser qu'un système contraire entraînerait l'impossibilité de ces abus.

Mais, il faut convenir que cette solution extrême, est pratiquement irréalisable. Il est des adaptations, auxquelles ne peut se prêter un moule rigide sans se briser. Cette réforme radicale n'est qu'une « utopie ».

CONCLUSION

Grâce à l'extrême latitude, laissée à l'initiative des administrateurs pour la présentation et la rédaction de leur bilan, ils refusent *à priori* de respecter le but auquel ce bilan doit répondre. L'élasticité même des théories qui le dominant leur permet de justifier sans difficulté une bonne foi apparente.

Et cependant, le remède ne peut se trouver dans un système d'unification. Il faudra rechercher dans une attitude plus souple une solution, qui tienne compte à la fois, des variations inévitables entre les comptabilités des entreprises, de la nécessité d'un libre jeu limite, et surtout de l'urgence d'un minimum de vérité.

La réglementation ne pourra donc viser, que quelques postes seulement, particulièrement typiques ; elle devra chercher à n'énoncer, que quelques règles générales pouvant s'adapter à l'ensemble de tous les cas particuliers. — Les applications strictement contrôlées de ces principes généraux, la communication et la publication d'un document ayant enfin une valeur, compléteront la réforme, qui se dessine.

Mais avant de choisir entre les théories variées sur les estimations et les classifications du bilan ; afin de pouvoir les examiner ensuite avec une méthode plus critique, nous

allons maintenant puiser quelques exemples dans la pratique, dégager les excès les plus généralement commis. C'est une banalité que de décrire la fantaisie actuelle qui règne dans les bilans. Mais nous ne sommes pas, *à priori*, partisan du principe d'une réglementation, aussi nous ne voulons fonder l'exigence d'un minimum de règles, que sur l'impératif concret des circonstances.

DEUXIÈME PARTIE

LE RÉGIME DE LIBRE PRÉSENTATION DU BILAN DANS LA PRATIQUE ET SES CONSÉQUENCES

Le fait de n'être soumis à aucune prescription obligatoire pour l'établissement de la seule pièce comptable révélée aux tiers, procure aux dirigeants sociaux des avantages, qu'il faut bien justifier. Le grand argument invoqué, en dehors des difficultés toujours inhérentes à l'établissement d'un régime nouveau, c'est la nécessité de sauvegarder le secret des opérations commerciales.

Il est certain, qu'il peut être dangereux pour une entreprise de permettre de déceler dans un document public les buts qu'elle poursuit, et la tactique qu'elle emploie pour les atteindre. C'est fournir aux maisons concurrentes le meilleur moyen de s'y opposer.

Aussi bien le système actuel présente-t-il les avantages incontestables de la liberté commerciale. Mais il permet tous les moyens possibles de dissimulation.

Ce n'est pas seulement la marche suivie en vue des opérations projetées qui est cachée ; c'est la situation d'ensemble qui s'ignore, le degré de prospérité ou les mauvaises

perspectives, les possibilités de redressement ou les pertes irrémédiables. A la valeur vraie de l'affaire, se substitue la valeur apparente, et elles ne coïncident pas.

Il est acquis, que les bilans n'en sont plus à tenir secrets les seuls buts commerciaux, mais qu'ils en sont arrivés aujourd'hui à ne mentionner que ce que le bon plaisir de leurs auteurs veut bien dévoiler.

C'est cette possibilité de présenter à volonté un bilan à dessein optimiste ou pessimiste, qui permet d'écarter ou d'attirer, à coup sûr, la clientèle et ses disponibilités.

Le problème essentiel est de savoir, si les conséquences de ces manœuvres ne sont pas telles qu'elles l'emportent sur tous les obstacles de leur réforme.

Mais si vraiment ces conséquences de l'abstention législative sont aussi néfastes, l'hésitation à les combattre devra d'autant mieux être surmontée, que leur pratique est plus générale. Ce ne sont pas en effet quelques bilans d'exception qui peuvent être sujets à critique pour leur obscurité; par suite d'un phénomène contagieux depuis longtemps constaté, ce défaut s'est rapidement répandu; un bilan explicite est un phénomène depuis longtemps inconnu.

Les quelques bilans que nous allons pouvoir examiner ne sont que des exemplaires normaux fournis par la réalité quotidienne.

Avant de les aborder, il est toutefois nécessaire de préciser la méthode à employer pour en extraire les indications, qu'ils devraient fournir. La lecture d'un bilan exige d'être expliquée.

CHAPITRE PREMIER

IDÉES GÉNÉRALES SUR LA LECTURE D'UN BILAN

Les données fournies par un bilan étant supposées sincères, il est certaines comparaisons et certains parallèles à établir entre elles, qui permettent d'arriver à des conclusions motivées sur la situation de la Société. Un bilan, même explicite, nécessite pour sa compréhension la connaissance de certaines règles, qu'il faut préciser.

Une lecture superficielle pourrait aussi empêcher la discrimination entre la situation économique et la situation financière de l'entreprise, qui peuvent ne pas toujours concorder (1). La situation économique se réfère plus spécialement aux stocks, aux marchandises, machines et généralement à tous les éléments de production ou de vente. La situation financière s'analyse d'après le fonds de roulement ou disponibilités, les engagements de la Société et ceux qu'on prend envers elle. Il se peut donc qu'il n'y ait pas concordance entre ces deux situations, bien que généralement, elles soient le reflet, la conséquence l'une de l'autre.

Il peut ainsi arriver que l'écoulement des produits soit facile et bénéficiaire, et que la trésorerie se trouve pourtant en difficulté, soit que l'entreprise ait accumulé des

(1) BATARDON, *Op. cit.*, pp. 257 et s.

stocks de matières premières, soit qu'elle se soit livrée à des extensions exagérées, sans recourir à d'autres sources de capitaux ; soit qu'elle ait inauguré ou poursuivi une politique de participation trop hardie. Le resserrement inconsidéré de la trésorerie est alors un élément de faiblesse, qui peut devenir grave lorsque survient la crise.

Au contraire, les liquidités peuvent être très abondantes, et la marche commerciale très mauvaise. Si un appel récent, à des capitaux nouveaux, soit par voie d'emprunt, soit par voie d'augmentation du capital, n'a pas été suivi d'une utilisation totale pour des immobilisations ajournées, l'encaisse peut être élevée, malgré une mévente persistante de la production.

En donnant ainsi par exemple au montant de l'encaisse une importance en soi, sans procéder à quelques comparaisons indispensables, on pourrait arriver à des conclusions erronées.

Mais tout cela nous le répétons suppose l'exactitude des chiffres fournis ; sinon, même en procédant à une lecture éclairée comparative, le jugement final est toujours inexact.

Cela étant, l'analyse d'un bilan comporte une certaine méthode, dont nous avons à préciser les éléments.

I. — *Détermination du fonds de roulement.* — C'est l'importante question de l'état de la trésorerie, que révèle le fonds de roulement. De sa plus ou moins grande aisance découle la possibilité pour l'entreprise, non pas seulement d'étendre son champ d'action, mais même de pouvoir faire face à ses échéances en période de crise économique, de restriction des crédits bancaires. C'est un élément essentiel,

qui permet de mesurer la force de résistance de l'affaire.

C'est par une comparaison, entre d'une part les éléments de l'actif disponible et réalisable à court terme, et d'autre part les éléments du passif exigible à vue ou à court terme, que se détermine ce fonds de roulement.

Mais cette énonciation révèle sa propre fragilité même, devant la liberté laissée pour établir le contenu de ces rubriques. Une aisance apparente peut couvrir une situation dangereuse.

On peut craindre pour les disponibilités, dans la mesure, où elles sont constituées en monnaies étrangères non stabilisées, que l'on n'ait pas assez tenu compte d'une dépréciation, qui n'est que rarement passagère. Les dépôts en banque peuvent aussi inspirer des inquiétudes de principe. Ils sont remboursables à vue, mais en temps normal ; la crise économique actuelle a démontré combien peut être relative la liquidité de ce poste.

Dans notre classification des éléments de l'actif, nous avons rangé parmi les disponibilités les marchandises et les matières premières ; mais il est à noter, que ces deux comptes ne sauraient correctement contrebalancer des exigibilités, pour la détermination du fonds de roulement. D'une part, en effet, la valeur de réalisation des marchandises soumises aux variations des cours est toujours incertaine ; et d'autre part, le produit même de leur vente doit en majeure partie s'utiliser pour assurer leur renouvellement, c'est-à-dire pour maintenir le compte matières premières. En période de crise et de mévente, les difficultés d'écoulement rendent l'observation de cette précaution spécialement impérieuse, car une réalisation rapide entraîne-

rait des sacrifices considérables et même une vente à perte.

C'est ici qu'apparaît surtout la nécessité d'une différenciation des créances à court et à long terme, qui devrait être obligatoire, avec possibilité de ne faire figurer parmi les premières que celles à moins de trois mois, et d'un encaissement certain. A cet égard le compte « clients » demanderait une sérieuse épuration, d'après la solvabilité de chacun de ces débiteurs. Toutes ces subdivisions devraient correspondre à l'ouverture d'autant de comptes distincts au Bilan.

Il est encore un élément, qui peut être compté parmi l'actif réalisable à court terme : c'est le compte débiteur « capital » ou « actionnaire » qui figure à l'actif, indiquant ainsi qu'une fraction seulement du capital a été appelée, et que le surplus peut l'être, par exemple, à la volonté des administrateurs. Ce solde peut être alors considéré comme une disponibilité, mais il faut en noter le caractère exceptionnel (1).

Quant au passif à court terme, il faut y englober les dépôts à vue, les dividendes non réclamés, les effets à payer et toutes les dettes exigibles. L'amortissement annuel des emprunts obligataires doit être supporté non par le fonds de roulement, mais par la réserve constituée spécialement à cet effet grâce à des prélèvements sur le produit des ventes ; il y a donc lieu de vérifier, si cette réserve est normalement prélevée sur les frais généraux.

La différence entre les disponibilités et les exigibilités constitue ainsi le fond de roulement. Sa plus ou moins

(1) BATARDON, p. 260 ; CHAVENAU, p. 375.

grande élasticité détermine le degré d'indépendance de la Société ; si la trésorerie vient à être gênée, il faut rechercher des concours extérieurs toujours onéreux, souvent dangereux.

Il peut arriver néanmoins, qu'une abondante trésorerie, alimentée par des bénéfices copieux, ne corresponde pas en réalité à une situation bien solide. Le cas s'est souvent présenté pendant les périodes d'instabilité monétaire : les bénéfices apparents sont à peine suffisants pour assurer le renouvellement des stocks et des matières premières, dont le prix, en raison de la baisse de la monnaie, absorbe les profits antérieurs ; le maintien des valeurs de remplacement n'est alors assuré qu'avec peine, par l'écoulement des valeurs de réalisation.

Un autre danger, c'est l'immobilisation trop rapide des profits, considérés comme normaux, lors d'une période de prospérité passagère.

II. *Importance des immobilisations* : Tous les éléments qui les composent, corporels ou incorporels, sont les instruments de production de l'entreprise, ceux dont elle ne peut se dépouiller sans cesser d'exister. Il faut peu compter sur leur valeur de réalisation, toujours difficile lors d'une liquidation.

Il faut mettre ce chiffre en parallèle avec celui du capital actions et du passif obligations. Ce sont là ses sources normales ; et il doit leur être proportionné.

Il faut qu'il existe également une certaine relation entre le fonds de roulement déjà discriminé et le montant des immobilisations. Trop élevé, il resterait en partie inactif ;

trop faible, il ne permettrait pas l'utilisation et le maintien en bon ordre de marche de tous les moyens de production.

Mais l'ignorance du mode d'évaluation adopté au bilan rend toujours ces comparaisons incertaines : il s'agit de conjectures, non de certitudes.

III. *Réserves et amortissements.* — a) *Importance des amortissements* : Il faut d'abord vérifier quel est le mode d'amortissement, qui est adopté (1). Un amortissement normal de tous les postes qui l'exigent est une condition primordiale d'une bonne administration. Les difficultés, qui s'opposent à des constatations exactes sont multiples : ou bien tous les amortissements sont groupés en un seul compte ; et on est alors obligé de procéder à des regroupements des postes de l'actif nécessitant un amortissement, et d'établir ensuite d'approximatives comparaisons ; ou bien, l'amortissement de l'année est séparé en un compte global ; ou bien les immobilisations sont portées pour un chiffre infime, par déduction directe de l'amortissement sur leur montant initial.

Et cependant cette vérification serait, nous le savons, particulièrement importante, car de la correction de l'amortissement dépend la conservation de l'intégralité du capital.

Si son montant est exagéré, les actionnaires de l'avenir sont peut-être favorisés au détriment des actionnaires actuels ; mais la situation de la Société est en fait renforcée : l'inconvénient est donc relatif. Mais l'attitude inverse peut avoir au contraire des conséquences graves. La

(1) Cf. I^{re} partie, chap. III.

Société perdant chaque année un peu de sa substance, sans compensation suffisante, elle s'affaiblit, sans que les actionnaires et les tiers puissent s'en rendre compte.

b) *Importance des réserves* : Tandis que l'amortissement ne fait ainsi que compenser une dépréciation subie ou prévisible, la réserve qui représente un accroissement d'actif est un indice du degré de prospérité et d'extension de la Société.

Les réserves constituées en vertu de la loi ou des statuts sont généralement d'un contrôle aisé ; on vérifie seulement si les taux prévus sont régulièrement appliqués. Si des réserves extraordinaires ou des fonds de prévoyance sont mentionnés, on vérifie leur but spécial : fluctuations des changes, des marchandises, etc.

Mais c'est évidemment sur l'ampleur des réserves occultes, qu'une opinion quelconque sera délicate ; on en sera réduit en définitive à de simples hypothèses.

c) *Comparaison des réserves et des amortissements* : Leurs caractères bien différenciés doivent interdire de toute évidence l'usage d'une seule rubrique « Réserves et amortissements ». Mais il reste un autre danger, qui consiste à les mélanger d'une façon occulte et équivoque.

Les réserves peuvent n'être que des amortissements déguisés, pour figurer une prospérité factice. Malgré la constitution d'un fonds de réserve, il n'y a qu'une majoration apparente, la valeur ancienne étant tout au plus maintenue.

Hypothèse inverse : les amortissements peuvent n'être que des réserves déguisées. La situation de la Société est alors plus forte en réalité qu'en apparence. Cette pratique

est donc *à priori* moins critiquable que la précédente ; et cependant son développement a conduit aux conséquences les plus regrettables.

De l'importance de ces deux postes, on pourrait donc induire la prudence avec laquelle l'affaire est menée, sa capacité de résistance, sa plus-value, ses forces de renouvellement et d'adaptation. Mais les précautions à prendre avant de formuler toute conclusion sont multiples ; et leur observation bien délicate, quand elle est seulement possible.

IV. *Le portefeuille titres* : C'est souvent un élément d'actif considérable, et celui dont l'évaluation est des plus arbitraires. De plus les Sociétés ont une grande répugnance à faire connaître quoi que ce soit de sa composition, car elle révélerait l'importance de leurs participations industrielles et commerciales, et ainsi les moyens et les buts de leur politique.

Aussi est-ce une source très fréquente de réserves occultes par diminution de valeur. C'est tout aussi facilement d'ailleurs un moyen d'atteindre le but contraire. De toutes les façons on ne peut accepter le chiffre fourni, qu'avec le plus grand scepticisme.

C'est un des points, où une réglementation très stricte serait le plus nécessaire. Un premier pas semble être sur le point d'être franchi : imposer aux *holdings* la publication intégrale de leur portefeuille avec cours d'achats.

V. *Importance des stocks* : C'est leur accumulation excessive qui est en effet à redouter. Pour l'évaluer, le seul

moyen est de comparer l'importance des ventes au cours des derniers exercices, ainsi que l'ampleur de leur accroissement par rapport aux bilans précédents.

C'est en période de crise et de mévente, que l'importance de ce poste révèle évidemment les difficultés d'écoulement éprouvées par l'entreprise.

Mais au fond une grande incertitude règne toujours sur la valeur absolue de cet actif. Presque toutes les entreprises pratiquent en effet sur le chiffre fourni par l'inventaire des amortissements, qui n'apparaissent pas au bilan. La nécessité de discriminer tous les amortissements apparaît encore ici comme spécialement impérieuse.

Enfin, suivant la nature des entreprises, il est certains facteurs dont il faut tenir compte : la rapidité d'écoulement, les périodes de morte-saison, et la date de l'inventaire.

VI. Composition du Capital : C'est une question dont les actionnaires éventuels ne se préoccupent pas assez. Ils ne se rendent pas compte des conséquences qu'apportent, dans la répartition des bénéfices, les pourcentages attribués par les statuts aux différentes catégories de bénéficiaires. Or, de multiples combinaisons permettent de plus en plus de réduire l'actionnaire ordinaire à une portion congrue : création de parts de fondateur ou de parts bénéficiaires, actions de priorité ou privilégiées, pourcentage élevé attribué au Conseil d'administration avant toute affectation aux réserves, etc.

Un exemple typique est celui des « Galeries Lafayette ». Les statuts avaient fixé la répartition des bénéfices de la

façon suivante : 3 0/0 à la réserve légale, un intérêt de 7 1/2 0/0 aux actions, 15 0/0, aux Directeurs et Administrateurs-délégués, 20 0/0 aux amortissements, 10 0/0 du surplus au Conseil d'administration, et le solde aux actions et aux parts à raison d'un tiers aux premières et deux tiers aux secondes. Or, en 1929, pour un bénéfice net de 50 millions, il a été réparti 11 francs par action et 9.333 francs par part. L'action valait 150 francs environ et la part 120.000.

Si solide que soit l'entreprise, il n'est pas toujours bon de devenir simple actionnaire.

Il faut vérifier par ailleurs, si le capital a été entièrement libéré, ou si un solde reste toujours à verser. Dans ce dernier cas, le chiffre intégral du capital est bien porté au passif; et la part non encore versée est portée à l'actif, au débit du compte « Actionnaires ». Suivant les délais laissés au Conseil pour appeler au versement cette portion du capital, c'est un élément d'actif à court ou à long terme.

Le bilan doit également mentionner si, au contraire, le capital a été amorti; et séparer à cet effet les actions non amorties et les actions de jouissance.

Pour connaître l'existence des parts bénéficiaires et de fondateurs, il faut se rapporter, soit aux statuts, soit à la rubrique « Répartition des bénéfices ». Les actions de priorité ou privilégiées doivent au contraire être classées séparément du compte « Capital ». Cette classification se révèle, depuis quelque temps comme particulièrement riche; on a vu l'éclosion dans presque toutes les Sociétés d'une multitude d'actions dites A, B ou C, ou O et P, qui

dissimulent en général une spoliation plus ou moins nette de l'actionnaire ordinaire.

Il ne suffit donc pas seulement aujourd'hui de rechercher, si une entreprise est ou non prospère ; il faut aussi vérifier, si en souscrivant, on a quelque chance de participer à cette éventuelle prospérité ; ou si on se borne à acquérir des risques de pertes.

VII. *Obligations* : Nous avons déjà vu qu'il était bon de comparer le total du capital actions et des obligations avec les immobilisations ; mais il faut que dans ce total, le montant des obligations ne soit pas en disproportion avec celui des actions. Des emprunts excessifs prouvent en effet, que la Société est incapable de se procurer normalement, c'est-à-dire par le jeu même de son exploitation, les ressources nécessaires. Et des emprunts de plus en plus nombreux ne sont consentis qu'à des conditions de plus en plus onéreuses. La situation se révèle donc comme mauvaise, si le montant de ce poste est trop élevé par rapport au capital actions : il devrait lui être nettement inférieur. On peut faire par ailleurs les mêmes comparaisons avec le chiffre des réserves.

Chaque catégorie d'obligations doit être mentionnée à part, pour permettre de savoir à quel taux elles ont été émises, et si elles jouissent d'avantages spéciaux.

VIII. *Examen du compte Profits et Pertes* : Il faut tâcher de se rendre compte, dans quelle proportion le minimum nécessaire pour payer les charges annuelles inévitables et les frais généraux, se trouve couvert par

le produit des opérations commerciales, source normale des profits. Les oscillations du chiffre d'affaires et les variations du pourcentage des frais de fabrication et de vente sont des éléments importants pour connaître l'évolution favorable ou non de la marche de l'entreprise.

On vérifie ainsi, si la compression des prix de revient a pu se concilier avec un développement des ventes ; quelles sources de frais ont pu être réduits : meilleures conditions de crédit, main-d'œuvre moins chère, amélioration du rendement de l'outillage. Indices précis de bonne direction.

Parmi les éléments du crédit, il y a lieu de considérer comme essentiellement temporaires et instables, les plus-values sur les opérations de change et les différences positives sur les opérations de Bourse. Si les bénéfices ainsi réalisés entrent pour un taux important dans le total des sommes réparties entre les actionnaires, le dividende présente des risques de réduction.

La valeur des procédés commerciaux en usage, peut se déduire de la comparaison du montant du poste « Effets à recevoir » et du chiffre d'affaires. Il ne faut pas que le premier soit trop élevé par rapport au deuxième.

Mais ces comparaisons, ces proportions, sont-elles possibles dans la pratique ? Si le bilan était détaillé et les évaluations exactes, une lecture ainsi facilitée permettrait de conclure avec quelque sûreté quant à la situation de l'entreprise. Mais l'étude d'un bilan, même aussi lucide, ne permet à peu près jamais de dégager la valeur vraie d'une entreprise, la latitude laissée pour l'établissement et la

présentation des comptes permettant d'en fausser à volonté les résultats.

On rencontre ainsi aujourd'hui une double tendance. Tantôt, les dirigeants sociaux veulent donner au public une impression artificiellement favorable en faisant apparaître une situation plus solide qu'elle ne l'est en réalité. Tantôt, au contraire, il s'agit de cacher une prospérité réelle, de sous-estimer l'importance et la puissance d'une affaire. Procédés, pour des raisons différentes, également déplorables ; mais dont l'explication est, nous allons le voir, sinon naturelle, du moins facile.

CHAPITRE II

MOTIFS DE L'OBSCURITÉ DES BILANS

C'est tantôt une situation difficile qu'il convient de cacher aux yeux du public, tantôt une prospérité trop grande. Et le public, alors, restera dans l'ignorance et se trouvera lésé dans la mesure cherchée par les responsables; ou bien, indirectement averti, il accentuera l'indication qui voulait être dissimulée; une situation incertaine deviendra désespérée: une situation prospère sera considérée comme une source de richesses inépuisables (1).

Dans tous les cas, lorsque, peu à peu, ou par suite de circonstances imprévues, la vérité se fera jour, la perte de l'épargne sera chose accomplie; des renseignements exacts l'auraient évitée.

SECTION I. — Dans un sens optimiste.

Il est inutile d'insister sur les raisons, qui peuvent inciter à présenter un bilan cachant la situation difficile d'une Société.

(1) La capitalisation boursière de la Société « Kali Sainte-Thérèse » a été portée à 8 milliards, pour tomber 2 ans après à 600 millions.

C'est le but de toute entreprise qui veut éviter en Bourse une baisse révélatrice. Les appels de capitaux nouveaux soit sous la forme d'augmentation de capital, soit sous forme d'émissions d'obligations, sont facilités dans la mesure où la détresse — ou même la simple gêne de la Société — sont artificiellement dissimulés. Vouloir ainsi prolonger le crédit de la Société, avec l'espoir qu'il ne s'agit que d'une crise passagère à surmonter, ce n'est là trop souvent qu'un prétexte.

Une apparence de prospérité n'aboutit trop souvent qu'à tromper les nouveaux souscripteurs et à retarder une inévitable chute définitive.

Quelquefois aussi, il s'agit simplement de permettre aux mieux renseignés de liquider leurs positions ou leurs valeurs avec le minimum de pertes en prolongeant provisoirement la confiance d'un public ignorant et influençable.

Les nombreux scandales récents sur l'introduction de valeurs en Bourse et le lancement d'affaires douteuses montrent bien que la diffusion de ces titres a été facilitée par l'absence de renseignements précis, pouvant s'opposer aux campagnes dites de « publicité », ou même à certains appuis officiels monnayés.

Le public qui ne peut trouver dans un bilan le moindre élément de sécurité même relative, reste d'autant plus soumis aux moyens externes déployés pour influencer ses décisions, aux « bruits » habilement proposés à sa crédulité, aux cours de Bourse artificiels soutenus par des manœuvres appropriées.

C'est une psychologie maintes fois vérifiée, que l'acheteur éventuel est, d'une part, sensible à n'importe quelles

informations, car il se croit un sens critique indépendant, alors qu'il ne se décide que dans le sens où il a été sollicité ; et que d'autre part, en période de hausse, il croit à la continuité indéfinie de ce mouvement, et garde toujours l'espoir de pouvoir se dégager à temps. Lorsque la vérité se fait brusquement jour, l'effondrement des cours est instantané, et les souscripteurs ignorants se trouvent dépouillés.

Les « krachs » si nombreux, si considérables qui se sont produits depuis 1930 et les énormes variations de cours qui se sont révélées en moins de deux ans, sur l'ensemble des titres cotés (1), variations hors de proportion avec la différence des conditions réelles de la prospérité des entreprises, prouvent que, faute d'un élément indiscutable d'appréciation, un sort est fait aux plus graves erreurs et aux exagérations les plus invraisemblables.

Métamorphoser une affaire douteuse en une entreprise d'avenir, maquiller les difficultés qui la mettent dans une situation sans espoir, sont les fonctions normales d'un bilan. Nous ne prétendons pas qu'un bilan exact éviterait entièrement ces catastrophes périodiques ; mais il les rendrait tout au moins plus difficiles ; il serait un moyen de contrôle efficace.

SECTION II. — Dans un sens pessimiste.

Cette attitude était jadis beaucoup plus rare que la précédente, et, peu pratiquée, elle choquait peu.

Les mobiles qui l'inspiraient relevaient même parfois

(1) Plus de 80 0/0.

d'une prudence non blâmable. Parfois pour éviter la création de maisons concurrentes, que la révélation de bénéfices trop importants n'aurait pas manqué de provoquer, on tâchait ainsi de dissimuler volontairement des gains exceptionnels.

De même, lorsque des bénéfices spécialement élevés n'avaient pas chance de se maintenir au même niveau les années suivantes, on a pu essayer d'échapper à une spéculation sur le marché des titres : hausse artificielle suivie d'une baisse rapide, mouvements dont l'amplitude ne fait souvent que décontenancer la masse des porteurs. Ou bien on a voulu soustraire les actionnaires à la tentation d'exiger une trop forte augmentation du dividende ; ou encore pourvoir plus sagement les fonds de réserve, pour maintenir un même taux de répartition pendant les années difficiles.

Ces mobiles sont sans doute encore fort répandus ; et, bien qu'en principe, ils révèlent un parti pris de fraude, ils ne sont pas tellement blâmables, qu'ils justifient à eux seuls l'urgence de mesures propres à les combattre.

La sous-estimation de la valeur d'une entreprise apparaît, en effet, comme une attitude moins nocive qu'une sur-estimation, qui aboutit trop souvent à une faillite totale. Et s'il n'y avait à relever que les combinaisons précédentes, leur interdiction ne se baserait que sur un souci trop rigide de vérité en soi.

Mais il est d'autres buts que ces mêmes moyens permettent d'atteindre. Et il ne faut pas toujours s'arrêter à cette idée apaisante, qu'en tout état de cause, il est alors un minimum sûr, dont l'actionnaire profite toujours ; mais

la certitude de posséder une valeur solide et *non soufflée* peut-elle contrebalancer tous les avantages dont ces manœuvres peuvent le priver au profit de certains ?

Il faut tout d'abord mettre à part, en raison de sa généralité même et de son caractère spécial, le désir de soustraire au fisc le plus possible d'éléments imposables. Ce désir s'est d'autant plus répandu, que le taux des impôts, — impôt sur le revenu des valeurs mobilières, par exemple, — s'est continuellement accru ; l'origine de ce développement de la fraude fiscale semble d'ailleurs avoir été dans les taux, très légitimement élevés, de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre, créée en 1916. Nous n'avons pas à nous élever spécialement contre ces abus, car c'est ici l'Etat, qui souffre en somme de sa propre abstention.

Il faut aussi rappeler le danger, qui découle directement de la sous-estimation volontaire d'une entreprise au bilan. Le public, dépourvu d'une base d'estimation certaine, mais sachant qu'une prospérité même continue peut ne transparaître que faiblement dans les documents publiés, peut véritablement *s'emballer* sur un titre, dont il ignore la valeur intrinsèque, et le pousser alors à des taux artificiels dont le *dégonflement* inévitable provoquera ensuite de lourdes pertes.

La tendance de *capitaliser des espérances*, est en effet, d'autant plus grande, qu'elles sont plus incertaines.

Les dirigeants peuvent encore souhaiter des cours artificiellement bas, afin d'acquérir à meilleur compte le contrôle de l'affaire, s'ils n'estiment pas leur position personnelle assez stable. Mais la possibilité d'arriver à ce résul-

tat par la création, maintenant interdite, d'actions à vote plural, moyen beaucoup plus sûr et moins onéreux, a sans doute diminué pendant un certain temps le champ d'application de cette manœuvre, qui reprend maintenant son actualité.

Il reste tous les cas de spéculation ordinaire, et, toutes les manœuvres boursières, que les initiés peuvent se permettre à coup sûr. Ici encore un bilan sincère rendrait inopérants ces agissements, et garantirait l'épargne contre des pratiques, dont la réussite ne peut se faire qu'à ses dépens. L'emprise définitive sur une affaire ou la possibilité de réaliser des gains abondants sont des tentations trop grandes, pour ne pas être d'une fréquente pratique, faute d'une interdiction.

Mais l'après-guerre a révélé des procédés plus blâmables et désastreux encore pour les actionnaires ordinaires. Les possibilités de maquiller les situations les plus prospères, jointes à l'apparition de pratiques jusqu'alors ignorées, ont amené parfois une véritable spoliation des petits actionnaires.

Grâce aux multiples façons de répartir les profits en des réserves occultes, certaines sociétés sont arrivées à leur faire atteindre des chiffres assez élevés, pour qu'il apparaisse souhaitable de les répartir.

Mais, au lieu de les distribuer normalement, c'est-à-dire entre toutes les actions au prorata de leur montant nominal, les Conseils ont été tentés de les réserver à certains porteurs seulement, tentation accrue par ce fait même que le public ignorait leur existence. Divers procédés — dont nous donnons quelques exemples — ont été conçus, qui

permettent d'attribuer ces bénéfices secrètement accumulés à une minorité choisie.

Grâce à la création d'actions à vote plural, — ou bien sans recourir à ce procédé s'il détient déjà la majorité — le Conseil fait voter par exemple, par l'Assemblée générale, l'émission d'actions nouvelles, dont la souscription, au lieu d'être réservée aux anciens porteurs, qui pourraient utiliser leur légitime droit de préférence, est soumise à l'assentiment du Conseil. Il arrive même tout simplement que ces nouvelles actions sont mises à la disposition du Conseil, qui peut alors les attribuer aux personnes de son seul choix.

Ce véritable dépouillement des anciens actionnaires n'apparaît pas à première vue dans toute son ampleur. Ils perdent sans doute ainsi le montant total de leur droit de souscription ou la possibilité d'acquérir des actions à un taux voisin du taux nominal, ce qui constitue déjà une perte considérable. Mais la spoliation se précise lorsque le Conseil décide ensuite la répartition des réserves occultes entre toutes les actions, non seulement anciennes, mais aussi nouvelles, celles dont il vient de se réserver l'attribution (1).

Parfois, au lieu d'émettre des actions nouvelles, ce sont des parts bénéficiaires que le Conseil décide de créer, en réservant leur attribution aux privilégiés de son choix (2).

On ne peut plus parler, dès lors, des simples inconvé-

(1) « Gaz Lebon », ci-après, p. 112.

(2) « Caoutchouc de Padang », ci-après.

nients qui peuvent résulter d'une sous-estimation d'une entreprise, au bilan.

On ne peut dire qu'en tout état de cause les réserves cachées ne sont que des éléments de plus grande prospérité ; qu'un bilan pessimiste ne peut que réserver d'agréables surprises aux actionnaires fidèles ; que la réglementation des bilans, si elle se justifie au cas d'une sur-estimation artificielle de l'affaire, ne se conçoit plus dans le cas contraire.

Si ces abus dérivent aussi sans doute de diverses autres défaillances légales, le régime de libre présentation des bilans en a une large part de responsabilité.

Et ces abus sont d'autant plus graves qu'ils sont spécialement contagieux ; dissimuler au lieu de révéler : tel est dans des cas toujours multipliés le but indiscutable du bilan.

CHAPITRE III

LES BILANS TELS QU'ON LES PRÉSENTE

De quelle utilité peuvent être, en réalité, les bilans tels qu'on les présente ? Quels renseignements motivés peuvent se déduire de leur examen ?

Les critiques que nous n'avons cessé de leur adresser, se justifient-elles concrètement ?

Prenons quelques exemples :

I. — En 1924, une compagnie de construction de matériel électrique, « Compagnie Française Thomson Houston », présentait à la veille d'une nouvelle augmentation de capital le bilan suivant, afférent à l'exercice précédent :

ACTIF

Apports, etc.	4 »
Actions Soc. Imm.	4.847.000 »
Terrains des usines	11.740.681 28
Constructions et bâtiments	61.269.582 44
Matériel, outillage	98.605.507 21
Matières premières	91.640.488 32
Matériel en magasin	24.581.635 98
Travaux en cours	231.077.004 74
Titres en portefeuille	76.805.532 69
Participations	15.748.771 94
Rentes françaises et bons	1.385.000 »
Caisses et banques	7.061.902 52
Effets à recevoir	3.542.441 32
Dépôts et cautions	1.240.377 40
Fournisseurs	11.212.530 03
Clients.	49.625.362 80
Compte reconstitution	20.249.802 05
Compte courant et divers	31.978.545 56
Impôts à récupérer	2.957.216 69
Compte d'ordre	3.591.294 74
	749.160.728 71

PASSIF

Capital.	250.000.000 »
Obligations	114.454.594 »
Réserve statutaire	40.356.253 34
Réserve spéciale.	15.000.000 »
Réserve d'amortissement	45.000.000 »
Réserve pour accident et pensions	948.336 50
Effets à payer.	53.376.834 32
Avances sur commandes	143.292.605 75
Fournisseurs.	29.434.940 21
Créditeurs divers	51.365.954 04
Coupons à payer et obligations à rembourser	3.757.703 93
Comptes d'ordre.	9.048.020 29
Profits et pertes :	
Bénéfices de l'exercice	22.518.722 89
Report antérieur.	906.763 24
	<u>749.160.728 71</u>

COMPTE PROFITS ET PERTES

Produit brut	<u>45.696.461 41</u>
A déduire :	
Service des obligations.	8.328.644 83
Frais généraux	7.408.342 36
Impôts	4.640.742 71
	<u>20.377.726 90</u>
Bénéfice net	25.318.734 51
A déduire :	
Dépréciation et amortissement divers	300.011 62
Dotation à réserve d'amortissement	2.500.000 11
	<u>2.800.011 62</u>
Reste disponible	22.518.722 89
Report précédent	706.763 14
Total disponible	<u>23.425.486 13</u>

RÉPARTITION

Réserve statutaire	1.125.936 14
Dividende.	20.109.375 »
Tantièmes.	1.022.091 17
Report à nouveau	4.168.083 82
	<u>23.425.486 13</u>

Était-il possible d'apprécier si ce bilan surestimait ou non la valeur de l'affaire, et si l'émission de nouvelles actions *avec une prime de 45 francs*, était ou non justifiée ?

D'une part, le rapport entre le capital actions et le passif obligations était normal ; et d'autre part, la comparaison de leur total avec celui de l'actif industriel, comprenant, en dehors du domaine directement exploité par la Société et estimé 172 millions, de nombreuses participations dans des entreprises de traction, de production, de distribution de courant ou de fabrication de matériel électrique portées au bilan pour 92,5 millions, révélait une situation saine.

Le rapport des Commissaires au surplus rappelait que leur estimation avait été faite en tenant compte pour les titres cotés des cours au 31 décembre, et pour les titres non cotés de la situation des Sociétés. Par ailleurs, une réserve spéciale de 15 millions avait pour objet de parer à la dépréciation éventuelle de ce poste.

Le fonds de roulement qui se décomposait en 92 millions de matières premières, 231 millions de travaux en cours, 25 millions de matériel en magasin et 130 millions de réserves et de disponibilités, avait à faire face à une somme de 288 millions dont la Société était débitrice envers les tiers à plus ou moins bref délai.

Les réserves dépassaient 70 millions, et indépendamment des amortissements accusés au compte Profits et Pertes, le Conseil déclarait avoir procédé dans son inventaire à tous les amortissements nécessaires et désirables.

Le bénéfice disponible était de 22,5 millions pour un

capital de 250 millions permettant le maintien du dividende à 45 francs ; l'action cotait 800 francs environ.

La prime de 45 francs que l'on allait exiger des nouveaux actionnaires pour entrer dans cette importante Société n'apparaissait pas comme une exigence injustifiée. L'épargne souscrivit donc de confiance ; l'opération fut réalisée. Au cours de l'Assemblée, le Président avait signalé la progression du chiffre des ventes pendant les cinq premiers mois du nouvel exercice en cours et déclaré que le montant des commandes, qui restaient à livrer, était supérieur à tous les chiffres antérieurement enregistrés, et que de nouveaux ordres très importants étaient en vue.

Pour être à même de les exécuter, la Société émit donc à 545 francs 100.000 actions nouvelles au nominal de 500 francs.

Or, cette opération une fois faite, que révélèrent les comptes publiés un an plus tard, en juin 1925 ? La Société déclarait un bénéfice brut total de 43,4 millions, inférieur au précédent de plus de 2 millions, et cette diminution s'accompagnait d'un accroissement notable des charges, passant de 20 à 28 millions.

Le bénéfice net s'écroulait brutalement en un an de 25 à 14 millions. Toute distribution de dividende était supprimée ; les cours de l'action s'effondrèrent vers 400 francs, pour descendre plus tard aux environs de 300 francs.

Était-ce une situation économique brusquement catastrophique, qui pouvait expliquer cet effondrement, une crise des affaires renversant toutes les prévisions et compromettant les situations les mieux assises ? Ou plutôt, ces

difficultés subitement révélées n'avaient-elles pas déjà pris naissance et ne s'étaient-elles pas développées pendant les exercices précédents ? Les facilités pour les dissimuler dans un bilan n'avaient-elles pas été utilisées pour les cacher aux yeux des souscripteurs éventuels, et pour justifier la prime d'émission que l'on exigeait d'eux ?

Tout d'abord, en effet, le montant des primes d'émission exigées des nouveaux actionnaires n'apparaît nullement au bilan.

Or, en juin 1918, cette Société portait son capital de 60 à 120 millions par émission d'actions à 600 francs, soit 100 francs de prime.

En novembre 1919, elle le portait à 200 millions, par l'émission d'actions à 630 francs.

En mars 1923, elle l'élevait à 250 millions, en exigeant également une prime de 130 francs par action.

Enfin, en juillet 1924 — dernière opération de ce genre, que permirent les camouflages successifs des bilans — la prime demandée était de 45 francs, pour chacune des 100.000 actions nouvelles, dont l'émission portait le chiffre du capital à 300 millions.

Quel était donc l'emploi du montant de ces primes élevées ? Au bilan de l'exercice 1919, arrêté après le versement de la prime sur les actions provenant de l'augmentation de capital de novembre 1919, et s'élevant à plus de 20 millions, on note un poste « Prime sur augmentation de capital » s'élevant à une somme inférieure à 15 millions, et au bilan de 1920 cette rubrique a complètement disparu. Elle aurait été virée au compte d'amortissement. Inutile de revenir sur les objections et l'incorrection de

semblable méthode d'amortissement par l'absorption d'une prime d'émission, c'est-à-dire, au fond, aux dépens du compte « Capital ».

Pour les primes prélevées lors des augmentations de capital postérieures, leur affectation aurait été la même pour la plus grande partie de leur montant. Elles ne furent jamais mentionnées au bilan.

Pour le surplus, l'usage qui en fut fait est encore plus incorrect.

En 1923, les frais de l'augmentation de capital furent acquittés par un prélèvement, de plus de 3,5 millions, sur ce véritable versement en capital que les actionnaires venaient d'effectuer, alors que ces dépenses auraient dû être déduites du produit brut d'un, ou si besoin était, de plusieurs exercices.

De plus, à chacune des trois premières augmentations de capital, le solde de la prime servit à payer une partie du dividende. En 1918 sur les 9,6 millions exigés pour le paiement du dividende, 1,4 million ont été prélevés sur la prime. En 1919 sur les 16 millions distribués, 6,4 millions ont été prélevés sur la prime. Enfin, au bilan de 1923, rapporté ci-dessus, la somme inscrite au poste répartition « dividende » est de 20 millions, alors que le paiement du dividende de 45 francs aux 500.000 actions exigeait 22,5 millions ; le surplus, soit 2,5 millions fut donc prélevé sur la prime de 130 francs, qui venait d'être encore apportée par les actionnaires.

Ce procédé, si on considère la prime d'émission comme un versement en capital, ne s'apparente-t-il pas avec le délit de répartition de dividende fictif ?

Mais il fallait, pour faire accepter ces primes répétées, des dividendes importants, des cours élevés, un bilan d'apparence solide ; car la situation réelle de l'entreprise ne justifiait point semblable droit d'entrée.

Chaque année la Société déclarait procéder avant inventaire à tous les amortissements nécessaires ou désirables, indépendamment de ceux accusés assez faibles, et dont la plus grande part provenait, ainsi, d'un virement de la prime. Le produit brut porté au bilan s'entendait donc, déduction faite de ces dépréciations, et on pouvait expliquer son fléchissement ou son apparente exiguïté par l'élévation de ces amortissements avant bilan. La carence législative permettait cette incertitude et cette dissimulation.

Ignorance également, de la sûreté des créances élevées de la Société sur les tiers, et ignorance quand à l'exigibilité et à la composition de sa dette flottante, que l'on pouvait croire à l'abri de tout élément de variation spécial, alors qu'en réalité, elle avait été contractée, en majeure partie, en dollars et augmentait avec le change de cette monnaie. Ainsi, en 1925, la Société dut payer à titre d'intérêts, escompte et agios 12,3 millions, contre 8,3 en 1924.

Même arbitraire, pour l'estimation du Portefeuille titres et Participations. En dehors des valeurs cotées couramment, les titres qui la composent étaient évalués « en tenant compte de la situation des Sociétés ». Quelle latitude entre des évaluations optimistes ou pessimistes. La publication en annexe de la composition de ces postes aurait fixé cette incertitude sur ce compte, qui était l'un des plus importants du bilan.

Cet exemple permet ainsi de souligner la gravité particulière de l'absence d'une réglementation, en ce qui concerne la prime d'émission d'actions, le mode d'amortissement, l'évaluation des créances et des dettes et la publication du portefeuille titres.

II. — La gravité des dissimulations sur la nature des créances sociales et la solvabilité des débiteurs, empêchant toute estimation de l'ampleur des amortissements nécessaires, est démontrée par l'exemple de la « Banque Industrielle de Chine ».

Pour l'exercice 1919, à la veille d'une augmentation de capital, cette Société présentait le bilan suivant :

PASSIF

Capital	75.000.000 »
Réserve légale	781.602 52
Fonds de prévoyance	3.000.000 »
Réserve spéciale.	900.000 »
Fonds d'amortissement mobil.	424.000 »
Réserve pour dépréciation de portefeuille	1.500.000 »
Compte courant à vue et dépôts	675.669.728 86
Correspondants créditeurs	68.839.290 41
Effets à payer :	6.407.877 96
Acceptations à échoir	13.501.502 95
Créditeurs divers	77.399.798 01
Emission de billets et Comptes d'ordre	146.781.855 10
Annuités Immeubles	3.269.862 60
Profits et Pertes : Bénéfice de l'exercice.	14.918.083 66
Report précédent	1.321.077 67
	1.089.715.759 04

ACTIF

Actionnaires	33.562.000 »
Espèces en caisse et en Banque	77.936.981 84
Correspondants débiteurs	103.476.781 34
Portefeuille effets	235.524.203 18
Comptes courants débiteurs	122.533.372 63
Avances diverses.	282.627.066 27
Débit. pour acceptation	13.501.502 25
Débiteurs divers	34.245.291 04
Portefeuille titres et participations	25.429.257 30
Immeubles et mobilier.	41.842.456 71
Comptes d'ordre.	118.036.850 50
	1.089.713.739 04

La pratique des amortissements et de « l'apurement des comptes » avant bilan permettait d'admettre les créances, qui étaient mentionnées, et qui constituaient de beaucoup l'élément le plus important de l'actif, comme moyennement sûres et, par suite, la Banque comme solide. Un appel était fait aux actionnaires et au public; le capital était doublé. Un bilan exact et sincère eût-il inspiré cette confiance.

Ce bilan était présenté en 1920; et le 25 juillet 1921 une Assemblée extraordinaire des actionnaires était réunie pour autoriser la demande d'admission de la Société au bénéfice du règlement transactionnel prévu par la loi du 2 juillet 1919.

Le Conseil dans une circulaire expliquait les raisons, selon lui déterminantes et subites, des difficultés survenues : baisse des riz, des frets des navires, des sucres, de

l'argent. Mais la situation n'était-elle pas déjà grave pour la Société un an plus tôt, et l'actif ne se trouvait-il pas alors déprécié, sans que le bilan l'indiquât ? La solvabilité des débiteurs était-elle certaine, question d'autant plus grave que le total de ces comptes était considérable — 122,5 millions de comptes débiteurs, 282,5 millions d'avances diverses, 31 millions de débiteurs divers, et portefeuille effets = 235,5 millions ; soit au total 671,6 millions et 120 millions de divers sur un actif de 1 milliard environ ? Du caractère plus ou moins sûr de ses créances avait toujours dépendu le sort de la Société, d'autant plus que les amortissements, réserves ou fonds de prévoyance étaient, pour ainsi dire, inexistants. Ayant au passif 675,5 millions de comptes courants à vue et de comptes de dépôt, elle aurait dû mentionner le degré de liquidité de ses créances. Mais aucune réglementation ne l'obligeait à renseigner les tiers sur leur valeur plus ou moins certaine et leurs échéances plus ou moins lointaines. Attitude aggravée par l'absence d'amortissements apparents.

Or, les pertes sur ces postes furent considérables. Au bilan de l'exercice 1921 n'étaient accusées que celles définitives et irrémédiables, créances irrécouvrables ou dépréciations d'actif certaines ; et elles s'élevaient à 106 millions.

Plus tard au 31 décembre 1930, la totalité du passif accusé s'élevait à 768 millions.

Ces pertes formidables n'auraient-elles pas pu être évitées, si des règles précises avaient dû être suivies pour l'établissement et la présentation des comptes ? C'est la réglementation des postes, « Amortissements » et « Comptes débiteurs », qui est ici en cause.

Les tribunaux ont d'ailleurs été appelés à se prononcer sur cette espèce ; et le 11 juillet 1930, la Cour de cassation (1) a déclaré expressément que « si le bilan dressé « d'après l'inventaire et présenté aux actionnaires renfer-
« mait l'énumération exacte des valeurs mobilières et
« immobilières, ainsi que des créances actives et passives
« de la Société, il révélait un caractère frauduleux du fait,
« que l'évaluation des créances actives de ladite Société
« n'était pas sincère ; que les dirigeants de la Banque
« Industrielle de Chine avaient fait figurer à l'actif pour
« leur chiffre nominal, comme étant d'une réalisation cer-
« taine et assurée, de nombreuses et très importantes
« créances, à peu près irrécouvrables, qu'ils savaient être
« dépourvues de valeur, et qui auraient dû faire l'objet
« d'amortissement. »

Ainsi, la sanction judiciaire n'a pas failli ; mais son intervention ne pouvait être que postérieure à la catastrophe. Et la possibilité de semblables pratiques demeurera, malgré l'intervention répressive des juges, tant que des mesures préventives n'auront pas été édictées, et qu'un moyen de contrôle sérieux n'aura pas été institué.

II. — Pour son exercice 1927, la Société en Commandite par actions « Compagnie Centrale d'Eclairage par le Gaz » présentait le bilan suivant :

(1) D. H., 1930, p. 525.

PASSIF

Capital actions (non amort.)	21.600.000 »
Capital amorti	18.400.000 »
Fonds d'amortissement des actions	10.147 92
Réserve statutaire	1.000.000 »
Réserve spéciale.	1.780.513 37
Amortissements.	89.267.124 34
Obligations amorties	53.138.269 55
Fonds de prévoyance	500.000 »
Fonds d'amortissement des bons	18.402.435 96
Obligations et bons	56.078.949 11
Caisses de retraites	1.645.879 78
Créditeurs divers.	18.196.456 48
Comptes courants créditeurs	27.014.088 80
Obligations et coupons à payer	4.571.688 50
Actions restant à rembourser.	882.900 »
Bénéfices de l'exercice	13.764.051 28
	<u>326.252.505 09</u>

ACTIF

Usines et concessions	202.787.844 75
Immeubles	1.017.000 »
Portefeuille titres	9.361.500 22
Débiteurs divers.	67.501.309 31
Caisse et banque.	45.584.850 81
	<u>326.252.505 09</u>

COMPTES DE PROFITS ET PERTES

Crédit :	
Produit brut	33.770.108 74
Débit :	
Frais généraux et services des emprunts	8.806.057 46
Fonds d'amortissement des bons.	1.500.000 »
Amortissements industriels	9.000.000 »
Caisse de retraites	700.000 »
	<u>20.006.057 46</u>
Bénéfice de l'exercice	13.764.051 28

BOISSARIE

8

RÉPARTITION

Tantièmes.	2.492.411 55
Fonds amortissement actions	2.591.639 73
Dividende.	8.680.000 »

L'impression qui ressortait de ce bilan, en dehors de sa compression, était la forte situation de la Société. Compte tenu de la répartition, les comptes d'amortissements, qui figuraient au bilan et parmi lesquels la Société distinguait les obligations amorties, se chiffraient par plus de 150 millions. Les usines, concessions et immeubles n'étaient portées au bilan que pour environ 50 millions et étaient évidemment très loin de correspondre à la valeur réelle de l'actif industriel, constitué en presque totalité avant la guerre et ne comportant pas moins de 18 usines à gaz et 13 stations d'électricité. Manifestement ces évaluations arbitraires cachaient des réserves latentes ; mais de quel ordre de grandeur ?

Avec le portefeuille participations, qui était porté pour 10,1 millions environ, l'actif immobilisé ne dépassait guère 60 millions. Rapproché du bénéfice réel, supérieur à 20 millions, il démontrait la faiblesse même de l'évaluation.

Il faut aussi rapprocher de ce chiffre l'ensemble des ressources, que la Société avait à sa disposition : 40 millions de capital, 56 millions d'obligations, et 20 millions de réserves diverses, soit un total de 116 millions. Rapprochement qui démontre toujours l'ampleur vraisemblable des réserves occultes.

D'autre part, pour faire face à un passif exigible, qui

n'atteignait pas 60 millions, la Société disposait d'un actif liquide ou réalisable de 113 millions.

L'aisance de la Trésorerie permettait à la Société le financement de tous travaux utiles à son développement, sans avoir recours à des crédits extérieurs.

Le bénéfice net, dépassait ainsi 23 millions; et comme le dividende et les tantièmes en absorbaient moins de 11, c'était les prélèvements de prévoyance, qui avaient la plus grosse part dans la répartition.

C'est en suivant chaque année une semblable politique de thésaurisation, que la Société était arrivée à ce degré de prospérité. C'est par les sacrifices imposés aux actionnaires, qui n'étaient point rémunérés en proportion des bénéfices annuels, que cette puissance industrielle avait pu se constituer. Du moins, ces actionnaires pouvaient-ils espérer un jour recueillir les justes compensations des restrictions, qu'ils supportaient. Aussi bien le cours de l'action tenait-il moins compte du revenu, absolument infime, que des promesses de l'avenir. Il capitalisait approximativement des espérances pécuniaires, que le bilan pouvait indiquer comme certaines dans leur existence, sinon chiffrer exactement dans leur montant.

On peut donc relever contre ce bilan toutes les critiques ordinaires contre l'arbitraire des évaluations, la constitution des réserves occultes et la condensation des écritures.

En fait, les actionnaires s'ils pouvaient voir qu'ils détenaient les titres d'une affaire saine, ignoraient absolument à quel degré de richesse elle était parvenue. Cette obscurité et cette ignorance allaient, cependant, se révéler particulièrement dangereuses, car elles ne tendaient rien moins

qu'à favoriser leur dépouillement. Ce n'est pas aux seuls actionnaires que ces réserves secrètement accumulées allaient profiter le jour de leur distribution.

On sait combien est théorique le contrôle des actionnaires dans les assemblées. L'indifférence ou l'ignorance de la majorité d'entre eux réduit les autres à l'impuissance.

Le 21 mai 1928, la Compagnie faisait adopter en Assemblée extraordinaire une résolution ainsi conçue :

« ... Le capital social, lequel est actuellement de
 « 40 millions de francs, divisé en 400.000 actions de
 « 100 francs chacune, pourra sur décision de la gérance,
 « prise sur avis conforme du Conseil de surveillance et à
 « l'époque fixée par elle, être augmenté de 40 millions de
 « francs par la création et l'émission de 400.000 actions
 « de numéraire de 100 francs chacune... Elles seraient
 « émises contres espèces au pair de cent francs... Elles
 « auront droit à un premier dividende de 5 0/0 des sommes dont elles seront libérées et non amorties. Elles participeront, en outre, à la répartition du reliquat des
 « bénéfices annuels et de l'excédent des bénéfices de
 « liquidation revenant aux actions, mais cette répartition
 « sera faite de manière que la somme revenant à chaque
 « action B sur ces bénéfices ne soit que 1/10^e de celle
 « revenant à chacune des actions A... Et la totalité des
 « 360.000 actions B et celles parmi les 40.000 actions A
 « qui n'auraient pas été souscrites par les actionnaires en
 « vertu de leur droit de préférence à titre irréductible, la
 « gérance est autorisée à les faire souscrire par telles personnes ou Sociétés qu'elle jugera bien d'agréer. »

Ainsi des réserves, par ailleurs en presque totalité occul-

tes, avaient été constituées par des bénéfices accumulés ; les actionnaires avaient compensé une diminution de revenu par un accroissement de capital ; ils pouvaient compter recevoir la contre-partie de leurs sacrifices.

Au cas d'augmentation de capital par émission d'actions au pair, cette contre-partie est représentée par la valeur du droit de souscription, dont profite l'actionnaire ancien à qui cette souscription devrait être ainsi réservée. Cette prime représente en effet les réserves qui lui appartiennent en fait ; c'est le prix que lui paye le nouvel actionnaire pour y avoir également droit.

Or, sur les 400.000 actions à émettre au pair de 100 francs et dont la libération du premier quart était seulement demandée, les gérants se réservaient le droit de souscrire à 360.000, ne laissant aux actionnaires, que le 1/10^e de l'émission. Ils obtenaient ainsi des avantages pécuniaires de combien de fois supérieurs à ceux prévus au pacte social. Ces titres, outre l'intérêt statutaire de 5 0/0, ayant droit au 1/10^e du superdividende alloué aux actions anciennes et, à la liquidation de la Société, au dixième de l'actif, la gérance s'appropriait ainsi par un versement effectif de 9 millions, un actif évalué au cours de l'action en Bourse, à plus de 550 millions, ainsi qu'un contrôle définitif sur la Société.

Autrement dit, par la souscription de 10 actions nouvelles pour le prix total de 250 francs, la gérance obtenait les mêmes avantages pécuniaires, que par l'achat d'une action ancienne valant en Bourse 1.400 francs environ. Telle était l'ampleur de son bénéfice.

Il ressort de cette discussion, que la sous-estimation au

bilan de la valeur de la Société, n'est pas sans graves dangers pour les actionnaires. La dissimulation de réserves considérables favorise des manœuvres qui ont pour conséquence de priver de ces réserves ceux, à qui elles reviennent de droit. La réglementation de la comptabilisation des réserves et des plus-values de l'actif trouve ainsi une justification précise.

Il faut noter, cependant, que la réglementation du bilan serait ici à elle seule insuffisante, et que la nécessité d'une loi, réservant aux actionnaires un droit de préférence aux augmentations de capital apparaît aussi (1).

IV. — Nous venons de voir trois exemples de bilans, où les obscurités spéciales de certains postes, ont abouti à des conséquences néfastes.

Il nous faut maintenant relever quelques bilans, où l'ensemble des postes est également obscur, et qui répondent aux critiques générales sur l'inanité des bilans, leur fantaisie, leur inutilité actuelle ; en empruntant toujours nos exemples aux entreprises dites sérieuses, cotées au marché officiel, car si nous abordions les autres valeurs, où ne descendrions-nous pas...

Une grande Compagnie de Navigation — « Chargeurs Réunis » — présentait pour l'exercice 1927 les comptes suivants, après avoir détrôné le précédent Conseil, pour la

(1) En décembre 1930, M. Guérin, député, déposait la proposition de loi suivante ; L'article 3 de la loi du 24 juillet 1867 est complété par la disposition suivante : « En cas d'augmentation de capital, les actionnaires d'une Société, ont proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser cette augmentation de capital ».

raison de l'insuffisance même du bilan soumis à l'approbation des actionnaires.

PASSIF

Capital	100.000.000 »
Réserve statutaire	6.613.317 69
Réserve spéciale pour grosses réparations	5.019.128 81
Réserve pour éventualités.	20.399.827 28
Provision pour reconstitution de la flotte	3.743.797 28
Amortissement du matériel naval.	158.349.632 32
Fonds d'assurance	22.956.172 01
Obligations	4.103.500 »
Obligations 6 1/2 1921	66.003.500 »
Obligations 6 1/2 (en liv. sterl.)	48.950.000 »
Créanciers divers	191.563.392 15
Profits et pertes :	
Report antérieur.	135,268 44
Bénéfices de l'exercice	12.166.339 52
	639.973.875 51

ACTIF

Matériel naval	332.609.785 02
Machines frigorifiques	5.378.593 61
Matériel naval auxiliaire	340.233 20
Approvisionnements	13.385.375 12
Mobilier et immeuble	19.499.180 50
Caisse, Portefeuille et Banques	114.863.343 48
Valeurs mobilières. Cautionnement	8.613.913 27
Débiteurs divers.	145.183.431 31
	639.973.875 51

COMPTE PROFITS ET PERTES

Crédit :	
Recettes de toutes natures.	<u>501.604.798 25</u>

A déduire :	
Dépenses exploitation	451.116.716 98
Amortissement matériel naval	23.281.749 86
Services Obligations et Bons	13.931.250 83
Impôts sur coupons.	1.108.771 06
	489.438.458 73
Bénéfices nets	12.166.339 52
Report antérieur.	135.268 44
	12.301.607 96

Dans une entreprise de navigation, le point le plus important est l'évaluation et l'amortissement du matériel naval, car la durée d'emploi est assez limitée et le coût de production par unité très élevé. En l'espèce, l'importance de ces postes est encore plus grande, car il faut calculer la charge d'amortissement, non plus sur le coût des navires possédés, évaluation vraisemblable de ces postes à l'actif, mais, bien en raison de la dévalorisation de la monnaie, sur la valeur de remplacement des unités alors en service. Et c'est plus spécialement l'amortissement qui est en cause.

Pendant une époque de monnaie stable, on peut considérer comme un minimum un amortissement annuel représentant 5 0/0 du prix d'acquisition d'un navire, dont la durée d'emploi utile est d'une vingtaine d'années. Mais, depuis la dépréciation du franc, ce pourcentage ne correspondait plus à rien de réel, la valeur d'acquisition d'unités en service devenant chaque année davantage, inférieure au coût de production d'unités neuves. Il fallait amortir en prenant pour base la valeur courante du tonneau de jauge neuf. Sinon, derrière une gestion d'apparence correcte,

se cachait une situation, qui ne devait pas tarder à se révéler comme précaire.

Or ici le bilan et le compte de Profits et Pertes ne permettent que des hypothèses, basées sur quelques constatations matérielles.

Le matériel naval est inventorié à 332,5 millions ; et pour l'amortir un prélèvement visible de 24,2 millions a été imputé au débit du compte d'Exploitation.

Ce prélèvement ne représente donc que 7 0/0 environ de la valeur d'acquisition — ou plutôt d'inventaire, car nous ignorons le mode d'évaluation employé. A lui seul, cet amortissement, en apparence convenable, serait en fait absolument insuffisant ; d'après cette seule indication du bilan, l'entreprise serait en train de subir une « perte de substance » des plus graves ; les unités en service arrivées au terme de leur carrière, elle n'aurait pas à sa disposition les sommes suffisantes pour en commander de nouvelles ; les moyens d'exploitation iraient se résorbant.

Examinons pourtant les hypothèses possibles :

Alors que les dépenses d'exploitation afférentes à l'exercice 1926 s'élevaient à 328 millions, le poste correspondant dans l'exercice envisagé et qui cumule tous les frais généraux, charges et dépenses diverses sans plus de détail, s'élève à 451 millions. Progression formidable, qui ramène d'une année à l'autre le bénéfice d'exploitation de 63 à 54,5 millions, bien que le « total des recettes », sans plus de détail également, ait passé de 391 à 501,6 millions. Ensemble de contradictions, qui permettent de supposer que derrière l'apparente réduction des bénéfices, se dissi-

mule, non pas un fléchissement du rendement net de l'exploitation, mais des prélèvements particulièrement importants en faveur des fonds de prévoyance.

Mais de quel ordre de grandeur sont exactement ces amortissements effectués avant bilan ? Sont-ils suffisants pour couvrir la différence entre le coût des navires de remplacement et celui des navires vieillis ? Sont-ils insuffisants, sous-estiment-ils les risques courus, et la Société se déprécie-t-elle peu à peu ? Ou au contraire, l'entreprise s'enrichit-elle secrètement, et la seule répartition statutaire de 5 0/0, soit 25 francs par action, pourrait-elle être facilement accrue ?

Autant de suppositions contradictoires qu'il est permis d'émettre à l'actionnaire et au public, alors qu'une réglementation apporterait des certitudes sans inconvénients pour la Compagnie.

Mais il est une autre critique, particulièrement grave, que ce bilan permet de faire. La Compagnie porte au passif un emprunt émis en livres sterling en 1922. La livre sterling cotait alors 50 francs, et il entra dans les réserves 48 950.000 francs. Depuis lors, le franc s'est déprécié et l'évaluation de la dette est restée la même. La Société est, en réalité, débitrice d'une somme une fois et demie supérieure à celle qu'elle avoue. C'est une fausse évaluation d'un engagement : cette possibilité ne devrait pas pouvoir être laissée à une entreprise.

V. — Nous voulons également présenter un exemple de bilan d'entreprises incontestablement saines, gérées d'une façon impeccable, qui ont acquis une prospérité remarquable, qui ont fait la fortune de leurs actionnaires, et dont on

ne saurait trop admirer les résultats acquis, grâce, en partie, à une politique de prudente répartition des bénéfices, et de sévère évaluation des différents éléments de l'actif et du passif.

Néanmoins, si louables qu'aient été les méthodes suivies, cela ne saurait interdire de critiquer en soi la condensation trop exagérée d'un bilan, et l'arbitraire trop systématique, qui a présidé aux évaluations de ses rares postes. L'évidence d'une situation prospère est insuffisante pour légitimer la suppression de tous renseignements précis. L'opulence doit pouvoir être chiffrée, ne serait-ce que pour éviter les capitalisations boursières, facilement trop optimistes.

Pour son exercice 1928, la Société « Dolfus Mieg et Cie », présentait le bilan suivant :

ACTIF

Immeuble et mobilier	15.145.084 31
Marchandises	58.431.426 35
Débiteur en marchandises.	16.561.106 23
Débiteur en comptes courants.	4.672.133 27
Caisse	350.036 60
Banque	137.879.647 88
Effets en portefeuille	19.804.022 60
Valeurs en portefeuille.	14.212.386 75
	287.055.863 99

PASSIF

Capital actions	36.000.000 »
Capital amorti	40.000.000 »
Réserve statutaire	7.600.000 »
Réserve incendie.	10.000.000 »
Réserves diverses	59.000.000 »
Fonds de renouvellement	12.000.000 »
Créditeurs divers et provisions	101.409 044 77
Coupons et titres à payer	462.682 10
Dividende de l'exercice	17.739.902 46
Report à nouveau	2.844.257 66
	<u>287.055.863 99</u>

Le sentiment d'une prodigieuse prospérité se dégage de ce bilan. Ces quelques chiffres montrent la puissance industrielle et la richesse de l'entreprise. Ils disent la sécurité certaine et la confiance légitime des actionnaires.

Les seuls prélèvements avoués en faveur des amortissements et réserves se totalisent pour l'année à 35.100.000 fr. Les premiers, qui sont déduits directement à l'actif, où ne figure que la valeur nette attribuée aux immobilisations, s'élèvent à 16 millions, chiffre un peu supérieur aux dépenses pour réparations et installations nouvelles, ce qui a ramené ce poste de 15.276.793 fr. en 1927 à 15.145.084 fr. en 1928. La réserve statutaire a reçu 3,1 millions, le fonds de renouvellement 4 millions, les réserves diverses 12 millions.

Après ces affectations, le Conseil déclarait disposer encore de 47.625.000 francs. Les attributions statutaires non déclarées au bilan absorbèrent 9,6 millions (1), le

(1) Charges statutaires : tantièmes aux certificats de jouissance, au Conseil d'Administration, à la Direction, au personnel supérieur.

report à nouveau 2,8 millions, le dividende de l'exercice 17,7 millions ; le solde, soit 17,5 millions forme la presque totalité des 20 millions distribués à titre d'amortissement de capital.

Les bénéfices bruts apparents sont donc de 82,7 millions, les réserves reconnues s'élèvent à 128 millions. Les seules disponibilités en Banque avoisinent 160 millions. Le capital est amorti de plus de moitié ; il n'y a pas de charge obligataire. Les immobilisations non amorties sont portées pour le chiffre infime de 15 millions.

La situation avouée est hors de pair. Bien peu de Sociétés en France, sont en mesure de soutenir la comparaison.

L'opulence est certaine, mais rien dans ce bilan ne permet de la délimiter. Des excès d'optimisme vont pouvoir se produire.

Il a d'abord toujours été impossible de chiffrer les amortissements importants qui ont pu être appliqués avant inventaire. On ne fut jamais renseigné sur ce point, que par une vague formule des Commissaires, chaque année rééditée, et « affirmant que les dépréciations nécessaires avaient été apportées » aux titres en portefeuille, aux avoirs en Banque, en France et à l'étranger, aux créances à recouvrer de toute nature, pour parer à toute éventualité.

C'est ainsi que les immobilisations, terrains, usines et immeubles ont toujours figuré au bilan pour un chiffre proche de 15 millions, alors que leur prix de revient avoué s'élevait à cette date à 120 millions, plus de 50 millions de frais d'entretien, et qu'une partie de ces investissements représentait des francs-or.

Et de l'aveu même des rapports présentés, il faut ajouter toutes les réserves occultes incluses aux divers postes de l'actif, marchandises, portefeuille, avoirs en Banques et créances à recouvrer. Ces provisions occultes restent le secret du Conseil.

Ainsi les renseignements donnés aux actionnaires sont succincts au maximum. L'importance réelle des bénéfices, les prélèvements avant inventaire, les modes d'évaluations sont systématiquement cachés. La lecture du bilan n'en démontre pas moins, que les actionnaires pouvaient être sans inquiétude, avoir confiance dans l'avenir de leur Société.

Le public fut enthousiasmé par la situation que laissait deviner ces quelques documents. Ne pouvant se baser sur une appréciation objective, suivant une psychologie que l'obscurité même des bilans développe, il commit de larges excès d'optimisme. Au cours de l'année 1928, le marché porta le cours des actions à des prix, qui attribuaient à l'actif une valeur supérieure à 2 milliards. En 1931, la capitalisation boursière de l'affaire est redescendue aux environs de 600 millions.

Certes, la brutale régression des produits fabriqués, la crise économique mondiale, les krachs boursiers expliquent en partie cette chute verticale ; et nous ne prétendons pas qu'une réglementation des bilans, même très stricte, supprimerait absolument ces variations boursières. Les spéculateurs, et à leur suite le public, voudront toujours « capitaliser des espérances » en période de hausse des cours et se prémunir contre des pertes plus aventurées par des réalisations hâtives en période de baisse.

Nous disons simplement, qu'elle réduirait l'amplitude de ces variations dans des proportions salutaires. Nous disons simplement que, même pour des entreprises incontestablement saines, sérieuses et prospères, une réglementation efficace trouve ainsi sa justification concrète.

VI. — L'obscurité d'un bilan peut atteindre des proportions incroyables, et la volonté systématique de certains Conseils de ne rien révéler de la situation sociale, aboutit à présenter de véritables énigmes indéchiffrables. Voici le bilan des « Messageries Maritimes » pour l'exercice 1926 :

PASSIF

Capital.	75.000.000 »
Obligations 3 1/2	44.445.362 46
Obligations 3 1/2 à la charge des services contract.	34.921.637 54
Obligations 5 0/0 à la charge des services contract.	34.486.000 »
Fonds d'amortissement des ateliers	2.907.582 56
Fonds d'amortissement des navires	20.537.316 09
Fonds de réserves statutaires	3.037.017 91
Créanciers divers	129.404.150 46
Comptes d'ordre.	147.981 502 21
Profits et Pertes :	
Report antérieur.	387.487 79
Bénéfices de l'exercice	5.067.941 87
	<u>461.875.998 89</u>

ACTIF

Matériel naval	48.681.250 41
Immeubles et Etablissements	36.858.296 42
Mobilier et Matériel.	1.847.515 92
Approvisionnements	2.513.805 84
Caisse et Portefeuille	56.869.674 42
Comptes débiteurs divers :	
Etats comptes div.	136.101.701 49
Comptes d'ordre.	179.003.755 39
	<u>461.875.990 89</u>

Ainsi, sur une évaluation comptable de 460 millions, les « comptes d'ordre » et les « divers » figurent à eux seuls à l'actif, pour 316 millions, et au passif pour 280 millions. Quels étranges mélanges recouvrent ces rubriques, pour le moins générales, il faut renoncer à percer ce mystère, et reconnaître, que le Conseil a simplement fait un geste superflu en sacrifiant à une formalité, dont il a su du moins, montrer la complète inutilité.

Les quelques autres postes révèlent, une volonté d'obscurité aussi manifeste. Un seul d'entre eux, bloque à la fois les espèces en caisse et les valeurs en portefeuille ; violation des principes élémentaires de la comptabilité. Comment serait-il possible d'avoir la moindre indication sur l'état de la trésorerie, sur la proportion de l'argent liquide par rapport aux participations qui doivent être immobilisées en grande partie ?

L'analyse d'un tel bilan ne saurait donc avoir aucune signification.

Les bilans antérieurs ajoutent encore à l'incorrection de ces procédés comptables.

En 1920, les Messageries Maritimes portaient leur capital de 45 à 75 millions, par l'émission à 400 francs de 120.000 actions de 250 francs. La prime d'émission exigée des nouveaux actionnaires, qui était ainsi de 18 millions, fut portée à un compte nouveau dit « réserve spéciale ». D'exercice en exercice, ce compte s'effrita ; et, en 1925, le Conseil se fit autoriser à affecter le solde, 10,5 millions environ, à l'amortissement de la flotte.

Ainsi la disparition de cette prime a servi à cacher une véritable réduction du capital social. Sur les 400 francs

versés originairement par les actionnaires, 250 seulement vont en effet continuer d'être inscrits au bilan.

VII. — Quand on passe aux bilans d'affaires douteuses, on arrive à des constatations qui se passeraient de commentaires.

Voici un exemple de bilan particulièrement condensé. En juin 1930, le Syndicat de la Coulisse a autorisé l'introduction au comptant des parts de la Société « Holding Française » sur présentation de la situation provisoire suivante, que nous rapprochons du bilan présenté par cette Société en 1919 :

ACTIF			
	Juin 1929 Bilan	Juin 1930 Situation provisoire	
<i>Immobilisé :</i>			
Frais de constitution et d'augmentation de Capital. . . .	15.937.501 30	15.937.501 30	
<i>Réalisable :</i>			
Participation et titres en Portefeuille	386.130.466 51	434.142.346 50	
Débiteurs divers	32.683.236 59	7.809.803 25	
<i>Disponible :</i>			
Banques	83.918 863 33	14.502.448 09	
	<u>518.672.168 73</u>	<u>472.392.099 14</u>	
PASSIF			
<i>Non exigible :</i>			
Capital.	» »	240.000.000 »	
Réserve légale	» »	24.000.000 »	
Réserve spéciale	240.000.000 »	1.500.000 »	
Réserve prime émission . .	180.000.000 »	157.263.905 31	
<i>Exigible :</i>			
Créditeurs divers	73.394.062 43	8.078.041 50	
<i>Pertes et Profits :</i>			
Report.	» »	1.542.618 21	
Bénéfices de l'exercice . . .	25 278.106 30	40.007.534 12	
	<u>518.672.168 73</u>	<u>472.392.099 14</u>	

C'est à la suite de ce document que les 500.000 parts Holfra furent introduites sur le marché, en septembre 1930, à 190 francs ; un an plus tard leur valeur était à peu près nulle.

Aussi bien, le bilan était-il essentiellement faussé. Il ne donnait pas seulement des évaluations inexactes, il falsifiait aussi des opérations, qui n'auraient pas dû rester ignorées.

Il est d'abord à noter combien est critiquable le fait de laisser subsister à l'actif les frais de constitution et d'augmentation de capital de la Société, qui ne sauraient constituer un actif réel. Sur ce point, une réglementation de son amortissement devrait intervenir.

La valeur de portefeuille était calculée, non d'après le cours réel des titres à l'époque de la publication du bilan, mais d'après les écritures comptables, autrement dit au prix de revient de ces divers éléments. Le principe étant qu'une valeur n'était jamais payée trop cher, on peut se rendre compte quelles plus-values fictives figuraient dans cette estimation.

Une grande partie même de ce portefeuille n'était même plus à la disposition de la Société. M. Oustric, Administrateur-délégué, était accusé d'avoir prélevé ces titres pour les besoins de la Banque Oustric et Cie et de les avoir ainsi employés en garantie d'escomptes, en couvertures, en nantissements.

Si quelques règles élémentaires avaient été formulées, ces estimations fantaisistes seraient tombées à temps sous le coup de la loi.

CHAPITRE IV

CONSÉQUENCES

L'ignorance quasi-totale, qui résulte pour le public de l'insuffisance générale des bilans ; l'obligation où il est réduit de se baser sur des approximations ou même des impressions, entraînent des conséquences trop évidentes et que nous avons été amené à énumérer assez longuement, pour qu'il ne suffise pas maintenant d'un rapide tableau d'ensemble.

Ainsi que nous l'avons exposé, lorsque nous avons examiné les mobiles qui peuvent conduire à fausser un bilan, dans les deux sens, ces combinaisons permettent aux initiés de multiples manœuvres au détriment de l'épargne.

Les exemples que nous avons fournis ensuite ne doivent pas être considérés comme des exceptions, mais, au contraire, comme des exemples de séries.

Camouflages de situations déjà obérées, pour attirer de nouveaux capitaux, qui seront à leur tour engloutis ; dissimulation de réserves, qui seront escamotées au détriment des anciens souscripteurs ; obscurité générale, qui conduit à des excès inconscients des acheteurs ou des vendeurs, transformés en spéculateurs malgré eux.

Quelle que soit l'hypothèse, la conséquence est toujours la même : le placement est pour l'épargne, fruit du travail,

l'antichambre du sacrifice. Les actionnaires voient leurs apports suivre le destin d'une peau de chagrin. Depuis quelques années les pertes de capitaux se comptent par milliards.

Il s'est développé, nous l'avons dit, depuis la guerre, en France, une tendance générale à sous-estimer la valeur des entreprises, tendance en partie justifiée par la dépréciation de la monnaie. Nous devons en souligner une conséquence particulière.

L'épargne française, qui était ainsi trompée sur la valeur de son avoir, laissait souvent ses actions à des cours exagérément dépréciés. Vers 1925, 1926 et 1927, un mouvement spéculatif d'origine étrangère se produisit, qui aboutit parfois à un risque certain de mainmise par des concurrents ou des banques étrangères sur des entreprises nationales. Tentés par une dépréciation, que des relations d'affaires ou une connaissance avertie des situations, permettait de juger, l'étranger menaça les majorités établies.

Alors, la réaction des Administrateurs en place se traduisit par la création d'actions à droit de vote plural. Ainsi prit naissance ce mouvement, dont la source première peut se trouver dans des évaluations qui trompaient le public, et qui fut alors légitimé *à priori* par une menace, devenue bientôt un commode prétexte, pour permettre aux Conseils de consolider leur situation indéfiniment.

Les émissions d'actions à droit de vote privilégié se sont multipliées en effet avec une rapidité vertigineuse et ont engendré des abus qui ne disparaîtront pas encore de longtemps. Ces actions très spéciales, contraires même à la nature exacte de l'action, ne sont plus aujourd'hui desti-

nées qu'à servir des intérêts particuliers; elles ont permis la dépossession des actionnaires de leur droit de contrôle, elles ont rendu inamovibles les Conseils d'administration.

Nous ne prétendons pas que la liberté absolue dans l'établissement et la présentation des bilans est la source unique, ni même dominante, de ces déboires de l'épargne. Mais elle y a sa part de responsabilité. Cela nous suffit pour la signaler.

Nous n'estimons certes pas qu'une réforme sur ce point, même très sévère, puisse assurer à elle seule la disparition des abus innombrables, que nous n'avons cessé de relever.

Il nous suffit qu'elle permette la disparition de certains, qu'elle facilite celle de beaucoup, qu'elle contribue à celle de tous.

Nous avons aussi voulu souligner que ces conséquences désastreuses apparaissent toujours; qu'il n'est pas une Société qui n'offre à cet égard les mêmes dangers. Ceux inhérents à une surestimation n'ont jamais été contestés; les facilités de truquage qui donnent aux entreprises les plus véreuses les plus apparentes solidités, entraînent, aux yeux de tous, la nécessité d'une réglementation. Mais il était souvent admis, que la gêne, qui en résulterait pour les entreprises sérieuses, c'est-à-dire ne surestimant pas leurs évaluations n'auraient aucune contre-partie; puisqu'une sous-estimation ne semblait qu'un signe de gestion prudente. Nous avons démontré que l'épargne était, même dans ce cas, gravement en péril et que les deux excès devaient être également réprimés.

Aussi bien, les placements de valeurs mobilières ont pris une telle extension dans la masse du grand public,

qu'il est de plus en plus urgent de protéger des individus plus facilement influençables; de les renseigner d'une façon d'autant plus explicite, que leur ignorance se présume plus complète.

Leur dispersion et leur éloignement appuient encore la nécessité de faciliter leur connaissance et leur contrôle de ces documents.

Quatre chefs essentiels de réglementation se révèlent ainsi : ils concernent l'établissement, la communication, la publication et le contrôle des bilans.

Il nous reste à les discuter, dans la dernière partie de cette étude, après l'examen des exemples fournis par les principales législations étrangères, et par les projets successifs déjà élaborés en France.

TROISIÈME PARTIE

LA RÉFORME DU RÉGIME DES BILANS

CHAPITRE PREMIER

APERÇU SUR LES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES (1)

SECTION I. — Législation réglementant spécialement l'établissement du bilan.

1° ALLEMAGNE

Le Code de commerce allemand de 1897 exige, qu'au moins 15 jours avant l'Assemblée générale, le bilan, le compte des Profits et Pertes, et le rapport sur la situation sociale établi par le « Vorstand », soient mis à la disposition des actionnaires au siège social.

Au sujet de l'établissement du bilan, le Code de commerce stipule :

(1) JARD et BEDENNE, *La réglementation des bilans*, p. 8.

FOLIET, *Op. cit.*, p. 300.

NEYMARK, *Rev. des Soc.*, 1903.

DOYEN, *Gazette des Sociétés*, janvier 1917.

SPIRE, *La réglementation des bilans en France et à l'étranger*.

Art. 31. — « L'actif et le passif doivent figurer avec la valeur qu'ils ont lors de l'établissement du bilan.

« Les créances douteuses y figurent pour leur valeur probable ; les créances irrécouvrables en sont exclues.

Art. 185. — « Il y a lieu d'appliquer à la confection d'un bilan les dispositions de l'article 34 et en outre les prescriptions suivantes :

« 1° Les valeurs et marchandises cotées en Bourse, ou sur le marché seront estimées au maximum au cours du jour où le bilan a été dressé. Si ce prix dépasse le prix d'achat ou de revient, elle ne peuvent pas être estimées au-dessus de ce dernier prix.

« 2° Les autres valeurs ne peuvent être estimées au-dessus du prix d'achat ou de revient.

« 3° Les installations et autres objets qui ne sont pas destinés à être aliénés, mais qui servent, au contraire d'une manière permanente à l'exploitation de l'industrie de la Société peuvent, sans égard, à la moins-value, être estimées dans le bilan, à leur prix d'achat ou de revient, pourvu qu'on ait porté en compte une somme représentative de leur usure ou correspondant aux besoins de leur renouvellement.

« 4° Les frais de constitution et les dépenses d'administration ne doivent pas être compris à l'actif.

« 5° On inscrira au passif le montant de la commandite, la part d'actif social appartenant à chacun des associés responsables, et les fonds de réserve et de renouvellement.

« 6° Le bénéfice ou la perte qui ressort de l'écart entre l'actif total et le passif total doit être spécialement indiqué à la fin du bilan ».

Aussitôt après l'adoption par l'Assemblée générale, le bilan et le compte de Profits et Pertes doivent être publiés par les soins du Comité de Direction dans les journaux désignés pour la publicité de la Société et être déposés au registre de commerce.

Tandis que dans certains pays, le rôle de l'organe de contrôle se borne à la vérification des écritures, en Allemagne, l'Aufsichrat surveille théoriquement toute l'administration, et peut, parfois, s'opposer aux actes des administrateurs. Mais il n'y est pas non plus suffisamment indépendant pour pouvoir remplir sa mission avec efficacité.

Ainsi, en Allemagne, la réglementation intervient surtout pour réprimer les sur-estimations des entreprises, ce qui est évidemment l'hypothèse la plus dangereuse. Les valeurs cotées ne peuvent être évaluées au-dessus du cours coté, même si le prix de revient est supérieur; les frais de constitution et d'augmentation de capital ne peuvent figurer à l'actif; on voit l'heureuse influence qu'aurait eu la présence de ces règles élémentaires dans la législation française.

2° HONGRIE

Le Code hongrois dans son article 198, prescrit à la direction de publier huit jours avant l'Assemblée générale, le bilan examiné par le Conseil de surveillance, ainsi que le rapport de ce dernier.

Dans son article 199, il prend des dispositions réglementant les bilans analogues à celles du Code allemand.

On peut relever :

L'amortissement des frais de premier établissement doit être reporté sur cinq ans au plus ; les créances douteuses doivent être inscrites au bilan pour leur valeur probable ; les créances irrécouvrables ne doivent pas y figurer.

Les primes sur les émissions d'actions et les versements opérés par les actionnaires pour se garantir un droit de préférence sont passés à la réserve.

Une fois le bilan approuvé, un exemplaire doit être déposé près du Tribunal compétent et mis à la disposition de tous.

3^e AUTRICHE

La loi autrichienne est déjà plus libérale. Elle se borne à disposer que les principes d'après lesquels les bénéfices sont calculés et répartis doivent être précisés dans les statuts. Le bénéfice net ne comprend que l'excédent de profit, une fois le passif déduit et les amortissements décomptés. La dotation du fonds de réserve doit primer toute répartition de l'excédent.

Les primes sur les émissions d'actions sont passées à la réserve. Le fonds de réserve sert à couvrir les pertes qui dépassent le 1/10^e du capital ; il pourrait aussi servir à constituer aux actionnaires un dividende n'excédant pas 5 0/0.

Un état détaillé des frais de fondation doit figurer dans les comptes du premier exercice ; il ne peut comprendre que les dépenses indispensables et les frais de constitution proprement dits. Les statuts peuvent décider que ces frais de premier établissement, limitativement énumérés, pour-

ront être amorties pendant les premières années d'exploitation, mais au maximum sur les cinq premières.

4^o BULGARIE

On peut rapprocher de ces législations le Code de commerce bulgare, qui, au titre « des Sociétés » énumère un certain nombre de règles, qui doivent être observées dans la confection du bilan :

« *a*) Le capital doit figurer avec l'indication des objets dont il se compose, ainsi que l'actif existant au dernier jour de l'exercice annuel.

« *b*) Les valeurs cotées doivent être évaluées au cours, qu'elles avaient au dernier jour de l'exercice annuel.

« *c*) Le montant du capital social et celui du fonds de réserve doivent figurer au passif de la Société.

« *d*) Les frais d'établissement doivent être reportés sur les cinq premiers exercices annuels.

« *e*) Les créances douteuses figurent dans le bilan d'après leur valeur probable, et celles qui sont irrécouvrables ne peuvent figurer au bilan. L'actif et le passif doivent être mis en lumière à la fin du bilan. »

5^o SERBIE

La loi serbe du 10 décembre 1896 sur les Sociétés par actions est rédigé dans un esprit analogue :

Art. 71. — « Le Conseil de direction se conformera aux dispositions suivantes pour dresser le bilan :

« *a*) Tout bien meuble et toute créance de la Société

seront portés au bilan d'après la valeur au dernier jour de l'année courante ; les immeubles au prix de revient.

Si la valeur des immeubles subissait une dépréciation pour une raison quelconque, le Comité de contrôle désignera trois experts non actionnaires aux fins de leur évaluation, et la valeur ainsi déterminée sera portée au bilan.

« *b*) Les titres figureront au cours du dernier jour de l'année.

« *c*) Les créances litigieuses figureront pour leur valeur probable ; les créances perdues ne figureront pas au bilan.

« *d*) Les dépenses d'administration seront portées au bilan à la rubrique des dépenses. Les dépenses pour premier établissement seront amorties dans un délai prévu par les statuts.

« *e*) Le capital social, ainsi que le fonds de réserve prescrit par les statuts, seront portés au passif.

« *f*) Les profits et les pertes résultant de la comparaison de l'actif et du passif figureront au bilan comme conclusion définitive. »

6° SUISSE

La loi suisse réglemente ainsi l'établissement du bilan :

« Le bilan doit être dressé d'une façon assez claire et facile à saisir, pour que les actionnaires puissent se rendre un compte aussi exact que possible de la vraie situation de la fortune de la Société. Il y a lieu, notamment, d'observer les règles suivantes :

« *a*) Les frais de fondation, d'organisation et d'administration doivent être portés intégralement aux dépenses de

l'année. Par exception, les frais d'organisation prévus par les statuts ou par les décisions de l'Assemblée générale, soit pour l'installation primitive, soit pour une nouvelle branche d'affaires, soit enfin pour une extension des opérations peuvent être reportés sur une période de cinq années au plus, à condition de faire figurer aux dépenses de chaque année, au moins, la part afférente à cet exercice.

« *b*) Les immeubles, bâtiments et machines, doivent être évalués tout au plus au prix d'acquisition, et déduction faite de l'amortissement, que comportent les circonstances. S'ils sont assurés, on indique, en outre, la somme pour laquelle ils le sont.

« *c*) Les valeurs cotées ne peuvent être évaluées au-dessus de leur cours moyen dans le mois qui précède la date du bilan.

« *d*) Les approvisionnements de marchandises ne peuvent être estimés au-dessus de leur prix d'achat, et, si ce prix dépasse le prix courant, au-dessus de ce prix.

« *e*) On doit indiquer le montant total des valeurs douteuses et des amortissements correspondants.

« *f*) Le capital social et les fonds de réserve et de renouvellement, doivent être inscrits au passif.

« *g*) Les obligations émises par la Société sont portées pour la valeur intégrale, à laquelle elles doivent être remboursées, mais on peut faire figurer à l'actif la différence entre le prix d'émission et le taux de remboursement, en la diminuant, chaque année, jusqu'au jour de l'échéance de la somme nécessaire à l'amortissement. »

Ainsi le prix de revient des immobilisations ne peut

être relevé, quels que soient les événements ultérieurs ; mais il doit être réduit toutes les fois que leur valeur diminue.

La Suisse a établi une formule de bilan spéciale pour les banques d'émission, avec beaucoup de détails, tels que la division des créances en trois catégories suivant les échéances : 8 jours, 3 mois, après 3 mois.

Quant à la communication du bilan, elle est ainsi prévue ; 8 jours au plus tard avant l'Assemblée générale, le bilan et le compte de Profits et Pertes doivent être mis, avec le rapport des Commissaires vérificateurs, à la disposition des actionnaires. L'avis que ces pièces sont à leur disposition doit être donné directement aux actionnaires en nom, et par publication dans les journaux aux propriétaires d'actions au porteur.

L'Assemblée générale aurait en tout temps le droit de nommer des Commissaires spéciaux ou des experts pour examiner tout ou partie de la gestion.

SECTION II. — Législations réglementant spécialement le contrôle ou la communication du bilan.

1° ANGLETERRE

L'intervention législative anglaise est de date très récente. Jusqu'en 1928, le système de la liberté y avait été entièrement respecté. Mais ses dangers étaient bien moindres qu'en France, grâce à l'utile organisation du corps des « Chartered Accountants ».

Depuis 1870, il s'était formé spontanément, sous les seules influences des initiatives privées, une corporation de comptables offrant des garanties certaines de compétence et de capacité professionnelles : le Parlement lui donna en 1881, le seul privilège de s'intituler : « Chartered accountants of the United Kingdom ».

La loi, qui spécifiait que les Auditors, correspondants à nos Commissaires aux comptes, ne pouvaient être ni administrateurs ni employés de la Société, limita son intervention à la consécration officielle de ces associations professionnelles ; elle ne leur attribua aucun monopole de droit.

Mais les Sociétés soucieuses d'agir loyalement se sont toujours adressées à eux ; et l'habitude s'est établie de ne considérer comme sérieuses, que les maisons qui faisaient appel au concours de ces contrôleurs quasi-officiels. La pratique a su ainsi constituer un système, qui lui, à lui seul présentait déjà des garanties certaines pour le public.

C'est que les pouvoirs des Auditors étaient en effet étendus.

On peut les classer ainsi :

a) Chaque Commissaire aux comptes a le droit de prendre connaissance, à tout moment, des livres, comptes et quittances de la Société. Il a le droit d'exiger des administrateurs et agents de la Société, qu'ils lui fournissent toutes les explications et tous renseignements nécessaires pour l'accomplissement de ses devoirs.

b) Ces Commissaires rédigent pour les actionnaires un rapport relatif aux comptes qu'ils ont examinés, et au bilan qui sera soumis à l'Assemblée générale. Ce rapport

indique, s'ils ont ou n'ont pas obtenu tous les renseignements et explications demandés ; si selon leur avis, le bilan est ou non, correctement dressé ; et il expose clairement la situation des affaires de la Société, d'après le résultat de l'examen des livres.

c) Ce rapport sera lu à l'Assemblée générale et pourra être examiné par tout actionnaire, qui aura aussi le droit de s'en faire remettre copie, ainsi que du bilan.

Les résultats obtenus avec ce régime de liberté absolue, mais, en fait, assujettie à un contrôle efficace, semblaient si satisfaisants, qu'ils étaient invoqués comme un des principaux arguments des partisans d'un système libéral. C'est que l'Angleterre était bien le seul pays, où l'organe de surveillance jouât effectivement son rôle.

Cependant, le législateur anglais a estimé cette protection encore insuffisante ; et par le « Companies act » de 1929, il a apporté des changements importants à la loi sur les Sociétés. La principale préoccupation des auteurs de la loi fut d'obliger les Sociétés à donner des renseignements plus complets sur leur situation (1).

Le principal changement est la distinction, qui devra désormais se faire entre les immobilisations et les actifs réalisables. Les terrains, bâtiments et machines devront être séparés du portefeuille, du fonds de commerce de l'encaisse et des débiteurs.

De même, les postes, tels que les frais de constitution, y compris les frais d'émissions ultérieures, le fonds de

(1) D'après le *Financial Times*, 1929, et l'*Information*, juin 1929 ; CAMERLYNCH, La loi anglaise de 1929 sur les Sociétés par actions. *Thèse Paris*, 1930.

commerce, les brevets et marques de fabrique, autant qu'ils pourront être déterminés avec précision, devront apparaître sous des rubriques distinctes. L'achalandage, les brevets et marques pouvaient figurer jusque-là avec les immobilisations.

En même temps des renseignements complets devront être donnés sur la manière dont tous ces actifs ont été évalués.

Les engagements ne pourront plus être groupés sous la rubrique générale « Créiteurs divers » ; les avances garanties de plus de 100 livres, devront être mentionnées séparément (art. 124).

Mais c'est en ce qui concerne les rapports entre les Sociétés mères et leurs filiales, que les modifications sont les plus intéressantes : le montant total des actions détenues ou des sommes investies dans les filiales devra être indiqué et séparément. De même, au passif, le total des engagements envers les filiales devra être séparé des autres dettes. Il est à remarquer, que la nomenclature des filiales n'est pas exigée, ni celles des sommes investies dans chacune d'elles ; néanmoins c'est un premier stade intéressant dans la spécification, et la publication du portefeuille titres.

La loi précise ainsi cette question (art. 126) :

« Quand une Société, désignée dans cet article sous le nom de « Holding Company », détient directement, soit par l'entremise d'un représentant, des actions d'une ou plusieurs filiales (une Société est considérée comme Holding quand elle détient plus de 50 0/0 du capital émis ou plus de la moitié des votes, ou quand elle désigne la majo-

rité des administrateurs de la filiale), on devra annexer au bilan de la Société mère un état, signé par ceux qui doivent signer le bilan d'après l'article 1291, indiquant, comment on a fait entrer en ligne de compte, dans les comptes de la Société mère, les profits et pertes de la Société filiale, ou, s'il y a plusieurs filiales, le montant total des profits et pertes de ces Sociétés. En particulier, on indiquera comment et dans quelle mesure :

« a) Des provisions ont été faites dans les comptes de la filiale, ou de la Société mère, ou des deux, pour faire face aux pertes de la filiale.

« b) Les Administrateurs de la Société mère ont fait entrer en ligne de compte les pertes d'une filiale pour arriver à établir les profits et pertes de la Société mère.

« Toutefois il ne sera pas nécessaire de spécifier dans cet état le montant précis des Profits et pertes des diverses filiales, ou le montant précis de telle partie des Profits et pertes, qui ont été réglés de telle ou telle manière ».

Il y a là l'amorce d'une réforme utile sur les rapports comptables entre Sociétés mères et filiales, qui sont laissées en France à l'arbitraire le plus complet (1).

Sauf dispositions statutaires spéciales, il n'était pas nécessaire jusqu'ici, de dégager les recettes annuelles. Seul, le solde net du compte de Profits et pertes à la fin de l'année apparaissait sur le bilan. En France, la grosse majorité des Sociétés se contente de remplir cette seule formalité, qui n'apporte aucun renseignement utile sur les affectations de l'année aux amortissements, aux réserves,

(1) Cf. CLAUDON, *Op. cit.*, et ci-après, chapitre III.

sur le chiffre d'affaires, les dépenses d'exploitation, etc...

Aujourd'hui, toute Compagnie anglaise doit publier un compte de recettes et de dépenses, avec indication des sommes que l'on propose de porter au fonds de réserve. Le projet de la loi exigeait aussi la mention des sommes payées aux administrateurs dans la Compagnie mère et dans ses filiales.

2° BELGIQUE

La législation belge contient des dispositions qu'il y a lieu de retenir en ce qui concerne la publication du portefeuille titres et la répression des faux bilans.

Les Sociétés belges sont dans l'obligation d'indiquer chaque année la composition de leur portefeuille. C'est faire preuve de loyalisme vis-à-vis des actionnaires et du public, qui peuvent ainsi calculer la valeur intrinsèque d'un des postes les plus importants. Cette prescription qui a tellement d'avantages, ne gêne nullement les Sociétés ; elle est une réforme favorable aux Sociétés sérieuses, qui montrent ainsi au grand jour la sûreté de leurs placements. C'est ainsi que le fait, pour la grande banque « La Société Générale de Belgique » de pouvoir faire état d'un assortiment remarquable de titres de premier ordre, est la meilleure des publicités.

Voici d'ailleurs les textes relatifs à la communication des bilans : « Quinze jours avant l'Assemblée générale, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège social :

1° « Du bilan et du compte de Profits et Pertes ;

2° « De la liste des fonds publics, des actions, obligations, et autres titres de Sociétés qui composent le portefeuille ;

3° « De la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions, avec l'indication du nombre de leurs actions et celle de leur domicile ;

4° « Du rapport des Commissaires.

« Le bilan et le compte, de même que le rapport des Commissaires, sont adressés aux actionnaires en nom en même temps que la convocation. Tout actionnaire a le droit d'obtenir gratuitement sur la production d'un titre, quinze jours avant l'Assemblée, un exemplaire des pièces mentionnées à l'alinéa qui précède ».

Après adoption par l'Assemblée générale, le bilan et le compte de Profits et Pertes, doivent dans la quinzaine être déposés au Greffe du Tribunal de Commerce, et publiés dans l'annexe du *Moniteur*.

Quant à l'établissement lui-même du bilan, la loi ne contient guère de précisions ; et son libéralisme se rapproche ici des silences de la loi française.

Art. 75. — « Chaque année l'Administration doit dresser un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières, et de toutes les dettes actives et passives de la Société, avec une annexe contenant, en résumé, tous ses engagements, ainsi que les dettes des Directeurs, Administrateurs et Commissaires envers la Société.

« L'Administration forme le bilan et le compte de Profits et Pertes, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

« Le bilan mentionne séparément l'actif immobilisé et l'actif réalisable ; et au passif les dettes de la Société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages, et les dettes sans garanties réelles.

« Il est fait, annuellement sur les bénéfices nets, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire, lorsque le fonds de réserve a atteint le dixième du capital social.

« L'Administration remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la Société, un mois au moins avant l'Assemblée générale ordinaire, aux Commissaires qui devront faire un rapport contenant leurs propositions. »

La loi du 26 décembre 1881, incorporée au Code de commerce, réprime, d'autre part, très sérieusement le crime de faux bilan :

1° « Seront punis de la réclusion et d'une amende de 26 francs à 2.000 francs, les personnes qui auront commis un faux, avec une intention frauduleuse ou avec dessein de nuire, dans les bilans ou dans les comptes de Profits et Pertes des Sociétés, prescrits par la loi ou par les statuts, soit par fausses signatures, soit par contrefaçon ou altération d'écritures ou de signatures, soit par fabrication de conventions, dispositions, obligations ou décharges, ou par leur insertion après coup dans les bilans ou dans les comptes de Profits et Pertes, soit par addition ou par altération de clauses, de déclarations ou de faits, que ces actes ont pour objet de recevoir ou de constater.

2° « Celui qui aura fait usage de ces actes faux sera puni comme s'il était l'auteur du faux.

3° « Le bilan existe au point de vue de l'application des articles précédents, dès qu'il est soumis à l'inspection des actionnaires ou des sociétaires ».

Un projet élaboré en 1893 par une Commission de réforme de la législation belge sur les Sociétés complétait ces dispositions. Bien que ses propositions n'aient pas été adoptées, il n'est pas superflu de les mentionner à titre documentaire ; et, notamment, une formule de bilan-type, qui est encore proposée en Belgique comme modèle facultatif.

Ce projet prévoyait, que pour toutes les valeurs cotées en Bourse ou dans les mercuriales officielles, l'inventaire ne pourrait prendre pour base maxima, que les cours du jour, où s'arrête l'exercice sur lequel porte le bilan.

Tout actionnaire représentant, seul ou avec d'autres, le vingtième du capital social, pourrait pendant l'Assemblée requérir l'évaluation par experts de toute valeur portée au bilan.

Voici enfin la formule de bilan que l'on proposait d'annexer à la loi :

ACTIF

1° Immobilisé :

- 1) Frais de premier établissement.
- 2) Concessions.
- 3) Brevets.
- 4) Clientèle d'apport.
- 5) Mobilier.
- 6) Machines.
- 7) Immeubles servant à l'exploitation.

2° Actif réalisable à long terme :

- 1) Créances à plus de 12 mois.
- 2) Créances douteuses (partie réalisable).
- 3) Propriétés diverses ne rentrant pas dans le but statutaire.

3° Actif réalisable à court terme ou disponible :

- 1) Marchandises.
- 2) Créances à 12 mois ou moins.
- 3) Réserves.
- 4) Espèces.

PASSIF

1° Envers la Société elle-même :

- 1) Capital social.
- 2) Réserve légale.
- 3) Réserves complémentaires.
- 4) Amortissements sur l'actif immobilisé.

2° A long terme :

- 1) Obligations non échues.
- 2) Dettes hypothécaires.
- 3) Autres dettes à plus de 12 mois.

3° Exigible immédiatement ou à court terme :

- 1) Effets à payer.
- 2) Créditeurs par comptes.
- 3) Dividendes à payer.
- 4) Coupons d'obligations à payer.
- 5) Déposants.

SECTION III. — Législations plus libérales.

1° ETATS-UNIS

Nous trouvons aussi aux Etats-Unis un modèle de bilan, qui est proposé aux Sociétés. Mais ce n'est pas la loi qui a tenté de l'imposer, car elle y est aussi libérale qu'en France.

C'est la pratique, qui a soumis à certaines obligations comptables les entreprises désireuses d'obtenir du crédit. La Banque Fédérale a établi à leur usage le bilan type suivant :

ACTIF

I. — Disponible :

- 1) Espèces en caisse.
- 2) Espèces en banque.

II. — Réalisable :

- 1) Espèces et valeurs à recevoir.
 - a) Effets à recevoir clients (non échus).
 - b) Valeurs à recevoir clients (non échues).
 - c) Effets à recevoir clients échus.
 - d) Valeurs à recevoir clients échues.

Total

Moins : Réserves pour créances douteuses.

Réserves pour agios, frais et provisions.

2) Inventaire.

- a) Matières premières en magasin.
- b) Produits en cours de fabrication.
- c) Commandes en cours d'exécution moins acomptes payés.
- d) Produits finis en magasin.

3) Autres avoirs réalisables.

- a) Titres de Bourse négociables.
- b) Créances réalisables sur filiales.
- c) Créances sur personnel, actionnaires.

III. — Immobilisé :

- 1) Titres de filiales.
- 2) Créances non réalisables sur filiales.
- 3) Terrains utilisés pour installations industrielles.
- 4) Bâtimens à usage industriel.
- 5) Machines.
- 6) Outillage et équipement industriel.
- 7) Brevets et dessins.
- 8) Mobiliers et aménagements.
- 9) Autres immobilisations (détail).

Total

Moins : Amortissement pour dépréciations (détail).

IV. — Comptes d'ordre :

- 1) Charges différées — dépenses payées d'avance : agios, assurances, impôts.
- 2) Divers : détail.

PASSIF

I. — Exigible ou à court terme : Effets et valeurs à payer :

A) Passif garanti : Engagements garantis par :

- 1) Comptes clients arrêtés et acceptés.
- 2) Droits réels sur marchandises en stock.
- 3) Titres déposés en nantissement.
- 4) Autres nantissements.

B) Passif non garanti :

a) Effets non garantis :

- 1) Acceptations pour achats de marchandises ou matières premières.
- 2) Effets remis pour achats de marchandises ou matières premières.
- 3) Effets remis à des Banques en représentation d'avances.
- 4) Effets vendus par intermédiaire de courtiers.
- 5) Effets remis pour achat de machines, aménagements industriels, etc.
- 6) Effets à l'ordre du personnel, d'actionnaires.

b) Dettes non garanties :

- 1) Fournisseurs (dettes non échues).
- 2) Fournisseurs (dettes échues).
- 3) Dû aux actionnaires ou personnel.

C) Passif supplémentaire (agios, impôts salaires).

D) Autres passifs exigibles : détail.

Total

II. — A long terme :

A) Engagements garantis par :

- 1) Hypothèques sur terrains et bâtiments industriels (dates d'échéance).
- 2) Hypothèques sur autres biens réels (échéance).
- 3) Nantissements sur machines et équipements industriels (date d'échéance).

B) Engagements non garantis.

III. — Non exigible :

- a) Actions privilégiées (moins actions dans la caisse de la Société).

b) Actions ordinaires (moins actions dans la caisse de la Société).

c) Plus-values :

1) Sur capital ou partie versée du capital.

2) *Provenant de la réévaluation des postes de l'actif.*

3) Provenant des bénéfices reportés.

IV. — Passif éventuel : Détail et explications.

En plus des nombreux détails fournis, ce qui est en opposition spéciale avec la pratique française, il est surtout un poste qui nous paraît intéressant dans ce bilan-type. C'est le poste : « Plus-value provenant de la réévaluation des postes de l'actif », qui est considéré au passif comme une réserve indisponible.

2° ITALIE

La législation italienne stipule, que le bilan doit démontrer avec évidence et vérité les profits réels et les pertes.

Le bilan et le rapport des syndics doivent rester à la disposition des actionnaires pendant 15 jours avant l'Assemblée. En général, l'inventaire n'est pas communiqué aux actionnaires, sauf disposition contraire des statuts.

La loi ne prescrit aucune règle pour l'estimation des valeurs sociales. Dans les dix jours à compter de l'approbation du bilan, les administrateurs doivent en déposer une copie au Greffe du Tribunal de Commerce, conjointement avec le rapport des Syndics et avec le procès-verbal de l'Assemblée générale. Le bilan est enfin publié dans le *Journal des Annonces judiciaires* du siège social et dans le *Bulletin Officiel des Sociétés par actions*.

CHAPITRE II

HISTORIQUE DES PROJETS PRÉSENTÉS EN FRANCE

Ayant déjà appuyé l'étude de chaque poste du bilan, par quelques commentaires, que nous devons développer encore, lors de l'examen synthétique des principales réformes susceptibles d'intervenir, nous nous bornerons ici à une brève analyse documentaire.

SECTION I. — Congrès internationaux.

I. — En 1901, à la VIII^e réunion de l'Institut International de Statistique, tenue à Budapest, une enquête fut ouverte sur « le meilleur mode à indiquer au point de vue statistique internationale, pour la confection des bilans des sociétés anonymes ». Aucune décision utile n'étant ensuite intervenue, le document, qui situe le mieux les questions à résoudre, est tout simplement le questionnaire suivant adressé aux membres de ce Congrès :

1^o Que faut-il entendre par le mot « actif » d'une Société ? Quels sont les éléments qui doivent le composer ?

2^o Que faut-il entendre par le mot « passif » d'une Société ? Quels sont les éléments qui doivent le composer ?

3° L'excédent de l'actif sur le passif constitue-t-il un bénéfice distribuable ? La diminution de l'actif sur le passif constitue-t-elle une perte ?

4° Comment doit être établi le bilan d'une Société par actions ? Quelles sont les règles à suivre ?

5° Le matériel, les marchandises, les immeubles doivent-ils être décomptés au prix d'achat ou au prix auquel ils pourraient être réalisés ?

6° Les valeurs mobilières, (rentes, actions, obligations, parts), doivent-elles être décomptées au prix d'achat ou au prix auquel elles sont cotées à la Bourse à la clôture de l'exercice ?

7° Les frais de constitution de la Société, les frais de premier établissement doivent-ils être amortis annuellement ou immédiatement ?

8° Convient-il d'indiquer dans le bilan et de détailler les quantités de valeurs, qui appartiennent à la Société ? Faut-il, au contraire, les indiquer *in globo* ?

9° Les réserves créées au cours de la Société sous diverses dénominations (réserves spéciales, extraordinaire, fonds de prévoyance) doivent-elles être énoncées dans le bilan, avec l'indication des valeurs affectées à ces revenus ?

10° Est-il possible d'établir un bilan d'une Société par actions sur un modèle uniforme pour toutes les Sociétés ?

11° Quelles sont les règles statistiques à recommander pour établir le bilan d'une Société par actions ?

12° Indiquer, autant que possible, un modèle de bilan ?

II. — En 1910, cette question fut tranchée par le Congrès juridique International des Sociétés par actions, qui

se tint à Bruxelles. Il adopta les conclusions suivantes (1), qui se remarquent par leur libéralisme :

« 1° Obligation d'une élaboration annuelle ;

« 2° Obligation de se présenter tous les ans dans le cadre d'une formule identique, quitte à laisser à la Société toute liberté d'en choisir et dresser elle-même le type, suivant la nature de son entreprise.

« 3° Obligation d'être exact — notamment par l'observation de tous amortissements nécessaires — quitte à abandonner à la Société le soin de fixer elle-même le chiffre de ses amortissements, dans les proportions exigées pour chacune de ses différentes valeurs, par les données de la comptabilité industrielle.

« 4° Obligation d'être clair, par l'accomplissement d'une double prescription : d'une part, ventilation des divers amortissements à sérier et à classer suivant la nature des diverses valeurs auxquelles ils se réfèrent ; d'autre part, indication des bases adoptées et des procédés employés pour les évaluations, tant des marchandises que du portefeuille ; quitte à laisser la Société s'en référer librement à la science comptable quant au choix de ces bases et quant à l'emploi de ces procédés ».

On ne peut donc que constater l'actuelle défaillance des discussions et des décisions internationales.

(1) D'après POTTIER A, « La réglementation des bilans dans les Sociétés par actions ». *Revue politique et parlementaire* (10 février 1929).

SECTION II. — Premières tentatives faites en France
pour aboutir à une réglementation des bilans.

A peine la loi de 1867 était-elle votée, que l'on se rendit immédiatement compte de sa carence sur le point qui nous intéresse. Propositions de parlementaires, réunions de commissions, projets d'organismes privés, vont alors se succéder sans grandes interruptions.

A. — Dès l'année 1875, le Garde des Sceaux Dufaure, réunissait une Commission extra-parlementaire pour étudier les réformes à apporter à la législation sur les Sociétés. Mais elle n'aboutit pas ; et, après une série de tentatives d'initiative parlementaire (1), une nouvelle Commission fut constituée en 1902 par le Garde des Sceaux Vallé. Elle n'apporta pas non plus de solutions pratiques ; mais à défaut de conclusions positives, indiquons encore du moins le plan questionnaire, qui fut soumis à son étude.

I. — *Actif.*

« 1° Les valeurs d'apports doivent-elles figurer dans l'inventaire pour leur prix d'acquisition ? Doivent-elles être, au contraire, estimées à leur taux réel, sans se préoccuper de la valeur d'acquisition originale ?

(1) SPIRE, *Op. cit.*, p. 99 : 1882 : propositions Naquet, Laroche-Joubert, Waldeck-Rousseau, Félix Faure ; 1883 : propositions Martin Feuillée ; Sourigues, 1884 ; Boyer, 1886 ; Thevenet, 1888 ; Brousse 1889 ; Thevenet, 1890 ; Thellier de Poncheville, 1890 ; St-Germain, 1890 ; Sourigues, 1890 ; Graux, 1891 ; Mège, 1892 ; Calvihac, 1894 ; et Graux, 1895.

« 2° Les comptes espèces, en caisse, en banque et dans les banques, doivent-ils être détaillés sous autant de rubriques différentes, ou, au contraire, convient-il de les grouper sous un seul chapitre ?

« 3° Les marchandises doivent-elles être inventoriées au prix courant ou au prix de revient ?

« 4° Le matériel doit-il être compté au prix d'acquisition, ou, au contraire, déduction faite de l'amortissement déterminé par les statuts ou par l'Assemblée générale ?

« 5° Les immeubles doivent-ils figurer à l'inventaire au prix de revient, ou au contraire, déduction faite des sommes affectées à leur amortissement ?

« 6° Les créances doivent-elles être inventoriées pour leur montant brut, ou, au contraire, suivant les éventualités de recouvrement ?

« Ne convient-il pas de subdiviser ce chapitre en créances sur France et créances sur l'étranger ?

« 7° Les brevets d'invention doivent-ils être estimés à l'inventaire ?

« 8° Les frais de premier établissement doivent-ils être compris à l'actif dans l'inventaire, ou, au contraire, doivent-ils être amortis en un ou plusieurs exercices et compris dans les frais généraux ?

« 9° Le portefeuille commercial comprenant des effets de commerce à l'escompte et à l'encaissement, à vue ou à diverses échéances, sur France ou sur l'étranger, doit-il être indiqué en bloc ? ou convient-il, au contraire de subdiviser ce chapitre sous plusieurs rubriques :

« a) Effets sur France : à vue, bancables, à échéance de plus de 3 mois.

« *b*) Effets sur l'étranger : à vue, à échéance de 3 mois ; au-dessus de 3 mois.

« 10° Le portefeuille titres doit-il distinguer, dans l'inventaire, entre les titres cotés au Parquet et les titres en Banque ? entre les titres français et les titres étrangers ? entre les titres français et étrangers à revenu fixe et à revenu variable ? Faut-il inscrire sous une rubrique spéciale le montant des titres, qui ne sont inscrits ni à une cote officielle, ni à une cote en banque ?

« 11° Pour les titres cotés en Bourse faut-il les évaluer :

« *a*) Au prix d'acquisition, qu'il soit inférieur ou supérieur au cours de la Bourse ?

« *b*) Au cours de la Bourse de la clôture de l'exercice ? l'inventaire ne doit-il pas mentionner comme mémoire, le montant vénal de ce portefeuille ?

« 12° Pour les titres cotés en Banque, faut-il les évaluer au prix de revient ? au cours coté en Banque ?

« 13° Pour les titres non cotés quel mode d'évaluation adopter ? Prix d'acquisition, prix vénal lors de l'inventaire ?

« 14° Convient-il de faire état dans l'inventaire de la plus-value des valeurs qui ont atteint un chiffre supérieur à leur prix d'acquisition ?

« Cette plus-value doit-elle être portée aux réserves tant qu'elle n'est pas réalisée ?

« Constitue-t-elle, au contraire, un bénéfice pouvant être distribué ?

« 15° La moins-value des valeurs mobilières inscrite à l'inventaire doit-elle être déduite des bénéfices nets distribuables, ou bien, s'il y a lieu, portée au passif ?

II. — *Passif.*

« 16° Le capital social doit-il distinguer entre le capital effectivement versé et celui restant à verser ?

« Entre le capital espèces et le capital apports ?

« 17° Les réserves sociales doivent-elles être comprises sous une seule rubrique, ou, au contraire, être subdivisées en :

« *a*) Réserve statutaire ;

« *b*) Réserves pour amortissements divers du matériel et des frais de premier établissement ;

« *c*) Réserve provenant de bénéfices non distribués ;

« *d*) Réserve provenant d'augmentation du capital ;

« *e*) Réserve immobilière ;

« *f*) Réserves diverses.

« 18° Les dettes doivent-elles être inscrites sous une même rubrique ? Convient-il de distinguer entre les dettes exigibles et celles à courte et à lointaine échéance ?

« 19° Ne convient-il pas de subdiviser les dépôts de fonds, en dépôts à vue et à échéances diverses ?

III. — *Bilan.*

« 20° Le bilan étant un résumé de l'inventaire, ne doit-il pas comprendre tous les chapitres, que comporte cet inventaire, tant à l'actif qu'au passif en indiquant les soldes de ces comptes ?

« 21° Convient-il de mentionner hors bilan le montant des effets circulant avec l'endos de la Société ?

B. — *Amendements Colin au projet de loi du 28 février 1907.* — Des 17 amendements présentés, nous ne relevons, que ceux relatifs à la réglementation du bilan et à la réforme des Commissaires aux comptes :

Amendement 8. — « Les Commissaires doivent surveiller la gestion des affaires de la Société dans toutes les branches de son administration, et, à cet égard, s'enquérir de la marche des affaires de la Société. Ils peuvent à tout moment, exiger, que les Administrateurs leur fournissent un rapport, et prendre connaissance des livres et papiers de la Société ; ils doivent examiner les comptes de l'année, les bilans, les propositions de distribution de bénéfices, et faire sur tous ces points un rapport à l'Assemblée. Ils ont pour mission non seulement de constater la situation matérielle de la Société, mais aussi d'apprécier les opérations sociales. »

Amendement 12. — Les bilans des Sociétés par actions doivent être établis sur les bases suivantes :

« I. — A L'ACTIF FIGURERERA AVEC UNE INSCRIPTION SPÉCIALE POUR CHAQUE NATURE DES VALEURS :

« 1° Les valeurs immobilisées, pour leur prix de revient, (les amortissements doivent figurer au passif).

« 2° Les valeurs disponibles et engagées : en ce qui concerne les effets en portefeuille, marchandises, titres, participations, pour leur valeur au prix de revient, avec comme contre-partie au passif, une réserve pour avaries, dépréciation ou amortissement de valeurs ; et, le cas échéant, si le prix de revient est inférieur à la valeur réelle, avec une inscription tant à l'actif qu'au passif, des plus-values non partageables.

« 3° Le compte des tierces personnes ou clients. Ces comptes doivent être divisés en trois catégories : créances bonnes, douteuses ou mauvaises. Les créances devront être comprises à l'actif pour le montant nominal ; mais des comptes de réserves devront figurer au passif pour dépréciations sur créances douteuses ou mauvaises.

« II. — AU PASSIF, LE BILAN COMPRENDRA :

« 1° Le capital ;

« 2° Les comptes des tiers créanciers ;

« 3° L'amortissement détaillé de chaque valeur immobilisée ;

« 4° Le compte de Résultats ou de Profits et Pertes, lequel compte comprendra :

« Au crédit : les bénéfices bruts ;

« Au débit : en dehors des frais généraux et autres comptes qui s'éteignent en fin d'exercice social, les réserves pour avaries, dépréciations et pertes sur marchandises, titres, valeurs, participations, créances.

« A chaque bilan devront être annexés le compte des Profits et Pertes, un état des engagements de la Société, un état des marchandises, matières premières, titres et valeurs en portefeuille, avec leur prix de revient et leur dépréciation, et un état détaillé des amortissements. »

C. *Proposition Geo. Gérald (1913)* (1). — Comme elle ne vise que la publication des bilans, et non leur réglementations nous nous bornons ici à une simple référence (2).

(1) Proposition de loi n° 2.153. Annexe au procès-verbal de la séance de la Chambre des Députés du 17 février 1913. *Documents parlementaires*, p. 157.

(2) Cf. p. 204.

SECTION III. — Projets et propositions récentes.

Depuis la guerre, la crise monétaire a multiplié les autres causes normales d'obscurité des bilans, en aggravant la fantaisie des modes d'évaluations.

La dévalorisation de la monnaie a posé ainsi le problème de la réévaluation des bilans, qui ne se confondrait pas avec celui de leur réglementation. L'unité monétaire ayant varié de valeur, il s'agirait de ramener à un taux unique — francs-or de 1928 — les divers éléments d'un compte qui se composent de francs-or de 1914, de francs-papier de 1918, 1926, etc. Nous n'avons donc pas à relever les projets spéciaux à cette question spéciale, qui n'a encore fait l'objet d'aucune solution législative positive, solution qui semble de moins en moins probable, à mesure que nous nous éloignons de la date, où fut instituée la nouvelle unité monétaire.

Il y aura lieu d'ailleurs d'examiner, si des règles précises d'évaluation des valeurs ne neutraliseraient pas cet élément de variation supplémentaire.

Durant cette période de troubles économiques et monétaires, les propositions de loi, les projets d'organismes privés, se sont succédés à des dates rapprochées.

A. — En avril 1921, M. Fleury-Ravarin, déposa une proposition de loi (1) qu'il accompagnait d'un modèle de bilan. Nous en extrayons les articles suivants :

(1) Proposition de loi n° 2.600. Annexe au procès-verbal de la deuxième séance de la Chambre des Députés du 29 avril 1921.

Art. 5. — « Le bilan doit contenir, au moins, les chapitres et articles ci-après :

ACTIF

« 1° Immobilisations : Frais de constitution et de premier établissement, Fonds de commerce, Brevets d'Invention, Immeubles, Matériel, Mobilier, Outillage ;

« 2° Valeurs réalisables : Stocks de marchandises en magasin, Clients débiteurs, Débiteurs divers (à long terme).

« La Société doit établir au moment de l'inventaire, un registre spécial, d'ordre intérieur, où le stock de marchandises en magasin sera décomposé dans l'ordre suivant : Matières premières et approvisionnements ; produits en cours de fabrication, produits fabriqués.

« 3° Disponibilités : Effets à recevoir en Portefeuille, Rentes, Actions, Obligations, Espèces en Caisse, Espèces en Banque.

« 4° Pertes (s'il y a lieu).

PASSIF

« 1° Capital : Actions, Obligations.

« 2° Amortissements sur : Frais de constitution et de premier établissement, Fonds de commerce, Brevets d'Invention, Immeubles, Matériel, Mobilier, Outillage.

« 3° Réserves : légale, statutaires.

« 4° Créances exigibles ou à terme, Banquiers, Frais échus et non payés, Coupons sur actions, Coupons sur

Obligations, Créanciers par comptes courants ; Fournisseurs créanciers ; Créanciers divers (à long terme).

« 5° Profits (s'il y a lieu) :

« Sera inscrit à l'Actif ou au Passif suivant qu'à la fin d'exercice, il sera créiteur ou débiteur, un chapitre intitulé « Primes : sur émission d'actions, ou sur remboursement d'obligations. »

Art. 6. — « Les rubriques imprécises sont interdites dans la rédaction du bilan. »

Art. 7. — « Chaque année, quel que soit le résultat de l'exercice, avant tout calcul de bénéfices, le chapitre Immobilisations subira des amortissements obligatoires, dont le mode et le taux seront déterminés pour chaque article suivant les règles ci-après :

« Les frais de constitution et de premier établissement seront amortis avant toute distribution de dividendes ;

« Le fonds de commerce sera amorti en 10 ans ;

« Les Brevets d'Invention seront amortis dans une période répondant à la durée de leur validité ;

« Les statuts fixeront le taux de l'amortissement pour les immeubles dans les limites de 3 à 5 0/0, pour le matériel et le mobilier, de 5 à 10 0/0, pour l'outillage de 10 à 20 0/0.

Art. 8. — « Les immobilisations d'origine et leurs accroissements successifs seront inscrits et indéfiniment maintenus, aux divers postes de l'actif, à leur chiffre initial, les amortissements de ces postes figurant en totalité au passif sous des rubriques correspondantes.

Art. 9. — « Les valeurs réalisables seront estimées à l'inventaire et portées au bilan, comme il est prescrit ci-après :

« Les stocks de marchandises en magasin (matières premières et approvisionnements, produits en cours de fabrication, produits fabriqués) seront évalués en prenant pour base, s'il y a hausse, le prix d'achat ou de revient, et s'il y a baisse le cours du jour.

« Les clients débiteurs, seront inscrits, s'ils sont solvables, pour leur valeur nominale ; s'ils sont douteux, pour une valeur plus ou moins réduite.

« Les débiteurs divers (à long terme) figureront à leur valeur nominale.

« Les créances irrécouvrables seront passées directement au compte de Profits et Pertes.

Art. 10. — « Les disponibilités seront estimées à l'inventaire, et portées au bilan comme suit :

« Les effets à recevoir en portefeuille : pour leur valeur nominale, s'ils sont recouvrables ; pour une valeur réduite, s'il y a doute sur leur recouvrement. Les effets irrécouvrables seront portés, directement, au compte de Profits et Pertes.

« Les rentes, actions et obligations seront évaluées au cours officiel de la Bourse, le jour de l'inventaire.

« Les fonds disponibles ne pourront être employés, qu'en valeurs fixées par les statuts.

Art. 13. — « Sur les bénéfices nets il sera effectué chaque année un prélèvement de 5 0/0, qui servira à constituer un fonds de réserve légale dans l'intérêt des tiers. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire, lorsque la réserve légale aura atteint le quart du capital.

« Les statuts détermineront trois réserves destinées : l'une à stabiliser la rémunération du capital ; l'autre à réaliser

les améliorations et extensions ultérieures de l'entreprise ; la troisième à instituer un fonds de prévoyance et d'assistance au profit du personnel.

« En aucun cas le total des réserves statutaires ne pourra excéder la moitié du capital.

Art. 14. — « Le bénéfice net tel qu'il se dégage du compte « Profits et Pertes » sera réparti dans l'ordre suivant :

« 1° 5 0/0 à la réserve légale.

« 2° Somme nécessaire pour fournir à toutes les actions, sans distinction d'origine, à titre d'intérêt, 6 0/0 des sommes dont elles sont libérées et non amorties.

« 3° Participations bénéficiaires, prévues aux statuts pour le Conseil d'administration (tantièmes) et s'il y a lieu pour la Direction et le personnel.

« 4° Réserves statutaires, dans les conditions de taux et de maximum indiquées aux paragraphes 3 et 4 de l'article 13 ci-dessus.

« 5° Le surplus sera distribué aux actionnaires à titre de dividende.

Art. 15. — « Les Administrateurs et gérants seront responsables des infractions aux dispositions de la présente loi, individuellement ou collectivement suivant le cas, conformément aux articles 44 et 45 de la loi du 24 juillet 1867. »

B. — En 1926, M. Chastanet déposa une proposition de loi (1) tendant à la fois : 1° A la réforme des Commis-

(1) Proposition de loi n° 2668. Annexe au procès-verbal de la séance du 25 février 1926 de la Chambre des Députés.

saies des comptes dans les Sociétés anonymes ; 2° A la réglementation des bilans ; 3° A la réglementation de la profession d'expert-comptable agréé.

Cette dernière question fut réglée par le décret du 22 mai 1927 portant création d'un brevet d'expert-comptable reconnu par l'Etat (1).

En 1928, M. Chastanet reprit sa proposition (2) de réglementation et de réforme des bilans, et du choix des Commissaires.

Devant examiner plus loin ce dernier point, dans son détail, nous n'avons à mentionner, pour l'instant, que les articles de la proposition relatifs à la réglementation proprement dite des bilans.

Or, à ce point de vue, la réforme proposée est des plus libérales, puisque son auteur se contente d'exiger en principe, que les bilans successifs soient dressés suivant un modèle préétabli, afin de faciliter les comparaisons entre les différents exercices.

Art. 5. — « Les bilans seront établis sur un modèle uniforme dont le type sera déposé au Greffe du Tribunal de Commerce, pour être joint aux pièces constitutives de la Société.

« Le bilan des Banques et des Sociétés de Crédit, acceptant des dépôts de fonds, sera établi sur un modèle type fixé par le Ministre des Finances. »

D. — En juin 1928, M. Doyen, expert-comptable, soumit à la Ligue pour la réforme de la Législation sur les

(1) Cf. ci-après, p. 207.

(2) Proposition de loi n° 952. Annexe au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1928 de la Chambre des Députés.

Sociétés par actions, un projet de réglementation pour les bilans, qui présente d'autant plus d'intérêt, qu'il est l'œuvre d'un spécialiste.

« 1° Les valeurs actives, autres que les créances, ne peuvent paraître au bilan pour un montant supérieur au prix qu'elles ont coûté. En cas de moins-value constatée, par rapport au prix coûtant, les chapitres de l'actif sont dépréciés d'une somme égale à cette moins-value.

« 2° Les créances sont inscrites à l'actif pour leur valeur de recouvrement probable ; sous déduction de l'intérêt pour le temps à courir jusqu'à l'échéance, quand celle-ci est postérieure de plus de trois mois à la date du bilan.

« 3° Les éléments d'actif sujets à dépérir sont amortis, de telle sorte qu'à l'expiration de leur durée normale d'utilisation, ils ne figurent plus à l'inventaire que pour mémoire. Le bilan doit faire ressortir explicitement le coût primitif des valeurs amorties, et les dépréciations, dont elles ont été l'objet, en distinguant parmi ces dépréciations, celles qui incombent à l'exercice qui vient de finir.

« 4° Les statuts pourront disposer, que les frais de premier établissement seront maintenus à l'actif et amortis par fractions dans un délai fixé. Un état détaillé de ces dépenses sera soumis par le Conseil d'Administration à l'approbation de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice au cours duquel elles auront été faites.

« Seront punis des peines prévues aux articles 13 et 14 de la loi : « les gérants de Sociétés en commandite par actions et les Administrateurs des Sociétés anonymes, qui auront présenté à l'Assemblée générale des actionnaires un

bilan établi en contravention des dispositions ci-dessus.

« En cas de fraude les peines seront celles de l'article 403 du Code Pénal ». — L'article 463 du Code Pénal sera appliqué. »

E. — Le 28 juin 1928, M. Daladier saisit la Chambre des Députés d'un projet de loi (1) tendant à compléter l'article 34 de la loi du 24 juillet 1867, qui serait ainsi conçu :

« Toute Société anonyme doit dresser chaque semestre un état sommaire de sa situation active et passive. Cet état est mis à la disposition des Commissaires. En outre, il est obligatoirement établi, chaque année, conformément à l'article 9 du Code de commerce, un inventaire contenant la liste complète et la désignation exacte des valeurs mobilières et immobilières possédées par la Société, avec leur évaluation au cours du jour, et de toutes les dettes actives et passives de la Société. L'inventaire, le bilan et le compte des profits et Pertes sont mis à la disposition des Commissaires, le quarantième jour au plus tard avant l'Assemblée générale. Ils sont présentés à cette Assemblée. »

Le principal intérêt de cette proposition de loi était d'obliger les Sociétés à publier la composition de leur portefeuille-titres, chaque année. Mais, dès le 5 décembre 1928, M. Daladier restreignait cette obligation à quelques Sociétés seulement. Dans cette nouvelle proposition de loi (2), l'article 7, en effet, était ainsi conçu :

(1) Proposition de loi n° 343. Annexe au procès-verbal de la deuxième séance de la Chambre des Députés du 29 juin 1928.

(2) Proposition de loi n° 862. Annexe au procès-verbal de la deuxième séance de la Chambre des Députés du 5 décembre 1928.

« Toutes les Sociétés financières de quelque nature qu'elles soient : les Holdings, les Omniums, les Compagnies de placement, etc... sont tenues de publier, dans leur rapport annuel la composition complète et détaillée de leur portefeuille avec le montant intégral de chaque participation. »

Cette même proposition de loi contenait par ailleurs dans son article premier l'intéressante amorce d'une réglementation du choix des Commissaires aux comptes :

« Toutes les Sociétés investies par l'Etat d'un monopole, d'un privilège ou d'une concession, toutes les Banques et Sociétés de Crédit, acceptant des fonds en dépôt ou dépouillant des ordres de Bourse, toutes les Sociétés faisant appel à l'épargne, doivent dans le délai de trois mois qui suivra la promulgation de la présente loi, choisir leurs Commissaires aux Comptes dans le corps des experts-comptables, titulaires du brevet d'expert-comptable reconnu par l'Etat, institué par le décret du 22 mai 1927 et l'Instruction ministérielle du 25 mai 1927. Ce choix est soumis à l'agrément du Ministère des Finances. Dans l'exercice de leur mission, les experts-comptables peuvent s'adjoindre pour un objet déterminé les techniciens dont le concours leur est nécessaire. »

F. — La proposition de loi de M. Vincent Auriol, du 10 juin 1929 (1), prévoit certains modes d'évaluation qui seraient imposés aux Sociétés :

Art. 31. — « Les titres en portefeuille cotés en Bourse

(1) Proposition de loi n° 1046. Annexe au procès-verbal de la séance du 10 janvier 1929 de la Chambre des Députés.

devront être estimés au cours moyen de l'année précédente ou au cours du 31 décembre, s'il est inférieur à ce cours moyen.

« La liste détaillée des titres en portefeuille et la valeur attribuée à chacun d'eux sera annexée au bilan.

« Toute Société possédant plus de 20 0/0 d'actions d'une autre Société, est tenue d'annexer à son propre bilan, le bilan complet, établi l'année précédente par la Société filiale ; ainsi que les rapports des Commissaires de cette Société, et s'il y a lieu, l'avis du contrôleur. »

Art. 32. — « Les effets commerciaux en portefeuille pourront être évalués au pair, s'ils peuvent être escomptés par la Banque de France ; dans le cas contraire, ils devront être estimés avec un abattement, qui, en aucun cas, ne sera inférieur à 10 0/0. »

Art. 33. — « Les matières premières seront évaluées au cours d'achat. La différence entre ce cours et celui du jour, sera portée à un compte d'attente, qui devra être amorti avant toute distribution de dividende ou distribué au cours de l'exercice suivant.

« Les produits en cours de fabrication et les produits finis, seront évalués en majorant le prix d'achat des matières premières, des salaires, frais d'ateliers et frais généraux non commerciaux effectivement dépensés dans la fabrication. Si, cependant, les prix ainsi obtenus étaient supérieurs aux prix de vente les plus bas du marché au 31 décembre, les valeurs des produits en cours ou terminés seraient réduites à ces prix les plus bas diminués de 10 0/0 et la différence serait portée au débit d'un compte

« Pertes de fabrication », qui devrait apparaître au compte
« Profits et Pertes.

« Les immeubles, machines et matériel seront évalués au prix d'acquisition, les amortissements feront l'objet d'un compte spécial, qui devra apparaître au bilan. Les valeurs maxima de l'amortissement annuel seront fixées par un règlement d'administration publique.

« La différence entre le prix d'acquisition et la valeur réelle des immeubles sera, s'il y a lieu, portée à un compte
« Fonds de réserves Immeubles ».

Art. 34. — « ... Un poste spécial du compte « Profits et Pertes » détaillera des tantièmes, jetons de présence, superbénéfices de toute nature, distribués aux administrateurs, gérants, membres du Comité de Direction, etc... que ces sommes soient réparties avant ou après attribution aux réserves » (1).

SECTION IV. — Lois spéciales réglementant les bilans de certaines Sociétés.

Pour compléter cette documentation littéraire, il nous paraît utile de mentionner enfin certaines interventions législatives dans des domaines très limités, mais qui

(1) En mars 1929 a été constitué auprès du Ministère des Finances une Commission permanente appelée à étudier toutes mesures propres à assurer l'assainissement du marché et la protection de l'épargne ; et en juillet 1930 s'est formé à la Chambre des Députés, un Comité d'Etude qui s'est proposé d'examiner les améliorations à apporter à la loi de 1867.

pourraient présenter cependant quelques possibilités de généralisation.

I. — SOCIÉTÉS D'ASSURANCES SUR LA VIE. — Règlement d'administration publique du 30 janvier 1924 (1).

« Dans les Inventaires les valeurs figurant à l'actif sont estimées de la manière suivante :

« 1° Les valeurs mobilières au prix d'achat, les titres représentatifs d'indemnités de dommages de guerre, institués par l'article 154 de la loi du 31 juillet 1920, au prix d'achat, et en tenant compte, à chaque inventaire, des amortissements effectués.

« 2° Les prêts hypothécaires, les prêts sur titres, les prêts aux départements, aux Communes, aux Chambres de Commerce, aux Colonies et aux Pays de Protectorat, ainsi que les avances sur polices, d'après les actes qui en font foi, et en tenant compte, à chaque inventaire, des amortissements effectués.

« 3° Les immeubles, soit au prix d'achat, soit au prix de revient, tel qu'il ressort des travaux de construction ou d'amélioration, à l'exclusion des travaux d'entretien, proprement dits.

« La vérification par expertise de la valeur vénale de l'ensemble des immeubles appartenant à une Société peut être effectuée à une époque quelconque, par les soins du

(1) Modifiant le décret du 9 juin 1906 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 8 de la loi du 17 mars 1905, relative au placement de l'actif des entreprises d'assurances sur la vie.

Ministre du Travail, cette vérification doit être effectuée si l'entreprise la demande...

« 4° Les nues-propriétés et les usufruits, suivant les règles générales fixées par un arrêté ministériel, après avis du Comité Consultatif des assurances sur la vie ou des entreprises de capitalisation et d'épargne...

« Tous les ans, à la date de la clôture de l'inventaire, chaque Société établit la valeur que représentent, à cette date, ses placements, en adoptant : 1° pour les valeurs mobilières, les cours de la Bourse de Paris, ou à défaut, les cours d'une des principales places du pays d'émission ; 2° pour les immeubles, le prix d'achat ou de revient, où le cas échéant la valeur déterminée par l'expertise prévue au paragraphe 3 ci-dessus ; 3° et pour les autres placements, la valeur d'inventaire.

« Si la valeur ainsi obtenue est inférieure aux 97 centièmes de la valeur globale des placements figurant à l'actif du bilan, un arrêté ministériel, pris après avis du Comité consultatif des assurances sur la vie ou des entreprises de capitalisation et d'épargne, fixera les conditions et délais de l'amortissement du déficit. »

II. — SOCIÉTÉS D'ASSURANCES AUTRES QUE CELLES SUR LA VIE. — Décret du 8 mars 1922.

Art. 14. — « Dans l'inventaire les valeurs figurant à l'actif sont estimées de la manière suivante :

« 1° Les valeurs mobilières au prix d'achat ou au cours de la Bourse de Paris au 31 décembre, et à défaut, au cours d'une des principales places du pays d'émission, à la

date de la clôture de l'inventaire, si ces cours sont inférieurs au prix d'achat.

« 2^o Les immeubles, soit au prix d'achat, soit au prix de revient, tel qu'il ressort des travaux de construction et d'amélioration, à l'exclusion des travaux d'entretien proprement dits.

« Toutes les valeurs figurant à l'actif doivent faire l'objet de postes distincts de l'inventaire, suivant qu'elles sont immédiatement réalisables ou non.

« La liste détaillée des valeurs en portefeuille doit être annexée à l'inventaire.

« Les cotisations afférentes aux risques non réassurés et celles afférentes aux risques réassurés doivent faire l'objet d'articles distincts du compte de Profits et Pertes.

« L'inventaire et le compte détaillé de Profits et Pertes sont mis à la disposition des Commissaires le quarantième jour au plus tard avant l'Assemblée générale, à laquelle ils sont présentés. Ils doivent être, également, adressés au Ministre du Travail dans le délai de deux mois, à partir de l'approbation des comptes par l'Assemblée générale.

Art. 15. — « Dans les deux mois qui suivent la reddition des comptes, le bilan et le compte de Profits et Pertes sont publiés dans l'un des journaux désignés pour recevoir les annonces légales ; un exemplaire légalisé et enregistré dudit journal est adressé au Ministre du Travail.

« Dans le bilan figurent sous des rubriques distinctes :

A. — A L'ACTIF

« 1^o Le montant des frais de premier établissement non amortis ;

« 2^o Le montant des commissions non amorties prévues à l'article 24 du présent décret ;

« 3^o Les éléments de l'actif affectés :

« a) A la réserve pour risques en cours ;

« b) A la réserve pour sinistres restant à régler.

B. — AU PASSIF

« 1^o Les réserves pour risques en cours ;

« 2^o Les réserves pour sinistres restant à régler ;

« 3^o Les réserves pour amortissement des obligations ;

« Mention expresse y est faite, que les fonds de la Société ont été effectivement placés en conformité des dispositions de l'article 57 du présent décret.

Art. 25. — « Les dépenses de premier établissement sont limitées à la quotité du fonds de premier établissement, tel qu'il est fixé par les statuts. Elles doivent faire l'objet, dans les comptes, d'un poste distinct, et être amorties en 15 ans au plus, à compter de la constitution définitive de la Société, par fractions annuelles, au moins égales au quinzième de son montant initial. Les dépenses d'installation résultant du développement ultérieur de la Société sont inscrites sous une rubrique spéciale dans les comptes de la Société, elles doivent être amorties en 15 ans au plus, à compter de la date à laquelle elles ont été engagées, et dans les conditions spécifiées au paragraphe précédent. »

III. — BANQUES POPULAIRES (1)

« ... Sans que les banques populaires soient tenues d'adopter un système uniforme de comptabilité, elles devront en employer un, qui leur permette d'établir leurs bilans successifs sur un modèle analogue, au moins en ses grandes lignes, à celui qui figure ci-après :

Modèle de bilan.

ACTIF

Immobilisé :

- 1) Frais de constitution.
Amortissements.
- 2) Frais de premier Etablissement.
Amortissements.
- 3) Installation et Mobilier.
Amortissements.
- 4) Loyers d'avance, cautionnements divers.

Réalisable :

- 1) Portefeuille, effets escomptés.
- 2) Portefeuille, effets à l'encaissement.
- 3) Portefeuille titres.
- 4) Coupons.
- 5) Comptes débiteurs :
 - Actionnaires.
 - Comptes courants.
 - Avances sur titres.
 - Correspondants.

(1) Ministère du Commerce : Instruction sur la comptabilité des Banques populaires en date du 1^{er} septembre 1920.

Disponible :

- 1) Caisse.
- 2) Banque de France.
- 3) Banquiers.

Comptes d'ordre :

- 1) Effets réescomptés.
- 2) Ouverture de crédit (loi de 1919).

PASSIF

Non exigible :

- 1) Capital.
- 2) Réserve légale.
- 3) Réserves spéciales.

Engagements à terme :

- 1) Créances de l'Etat (loi de 1917).
Remboursements.
- 2) Créances de l'Etat (loi de 1919).
Remboursements.
- 3) Dépôts à préavis.
- 4) Créances à terme.

Engagements exigibles :

- 1) Effets à payer.
- 2) Dividendes non réclamés.
- 3) Dépôts à vue :
- 4) Comptes courants créditeurs.

Comptes d'ordre :

- 1) Effets réescomptés.
- 2) Crédits ouverts (loi de 1919).

Compte de résultat :

Profits et Pertes.

« Les amortissements devront être déduits du compte de valeurs qu'ils concernent, mais par des opérations dont les termes apparaissent au bilan en chiffres distincts. »

CHAPITRE III

CLASSIFICATION

ET EXAMEN DES RÉFORMES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE APPORTÉES AU RÉGIME DES BILANS

Ainsi, tandis que dans un grand nombre de pays une réglementation plus ou moins fragmentaire a pu être utilement ébauchée, en France, toutes les tentatives faites en ce sens sont restées à l'état de projets. Aucune de ces propositions de loi, qui se sont succédées à intervalles rapprochés, n'a même été discutée par le Parlement.

Et cependant, la présence de ces règles restrictives nettes acceptées à l'étranger et la multiplicité des essais tentés en France, montrent à la fois la possibilité et l'urgence d'une réforme législative.

Cette réforme doit avoir pour objet de conférer aux bilans leur rôle naturel, renseigner explicitement les tiers sur la situation exacte des Sociétés, mettre un terme à la fantaisie, qui préside jusqu'à ce jour en France à leur rédaction.

Sans doute chaque obligation, qui diminuerait le laisser faire actuel, apparaît comme une menace d'autant moins

supportable au monde des affaires, qu'il s'est habitué à une liberté plus totale.

Mais il faut proclamer, que les inconvénients du système actuel, qui n'ont cessé de se préciser au cours de cette étude, sont en mesure de justifier les gênes ou les restrictions que pourrait engendrer une réglementation stricte.

Cette gêne possible n'est pas niable ; le secret des affaires sera moins absolu ; les concurrents mieux avertis ; n'exagérons pas toutefois le caractère confidentiel des questions commerciales. Le mal à conjurer est infiniment plus grand, que celui, que l'on veut éviter.

Examinons donc maintenant les principaux moyens susceptibles d'atteindre ce but : soumettre au public un document utile et sincère. Des réformes s'imposent ainsi à la fois au mode d'établissement, à la communication, à la publication et au contrôle du bilan.

Tous ces points peuvent être l'objet d'une réglementation qui pourrait être très sévère et certaines des règles, que nous allons énumérer, sont sans aucun doute d'une application difficile. Ayant écarté la formule trop rigide de l'unification des bilans (1), il ne faut cependant pas aboutir à des recommandations trop générales pour être efficaces.

Le mal qu'il s'agit de combattre est tellement profond, l'habitude de réduire un bilan à quelques postes obscurs et à quelques évaluations imprécises tellement unanime, qu'il faut bien se résoudre aux mesures rigoureuses.

(1) Cf. ci-dessus, pp. 72 et suiv.

SECTION I. — Etablissement du bilan.

Il n'est pas question de reprendre chacun des postes examinés en détail lors de l'étude de la composition théorique d'un bilan (1).

Nous n'avons à adopter ici qu'une division en larges rubriques, dont chacune peut entraîner une spécialité de réglementation.

A. — ACTIF

I. — *Evaluation de l'ensemble des valeurs actives.*

a) Parmi les valeurs qui composent l'actif il en est certaines pour lesquelles l'obligation de se conformer à certaines règles précises d'évaluation est primordiale. Retenons parmi ces valeurs à soumettre à un mode commun d'évaluation : les terrains, les immeubles et constructions, les valeurs en portefeuille.

Deux systèmes s'offrent, pour aboutir à la précision maxima. Le premier plus libéral, plus simple, se contente d'obliger les Sociétés à déclarer simplement la base adoptée pour évaluer les éléments de l'actif, base qui doit être seulement prévue dans les statuts, avec nécessité de s'y conformer. Toutes les valeurs actives sans exception peuvent être d'ailleurs évaluées de la sorte.

Il y a un second système plus rigoureux et d'une application sans nul doute plus difficile.

(1) Cf. I^{re} partie, chap. III, pp. 23 et suiv.

La base uniforme serait le prix de revient.

a) En cas de moins-value, il y aurait lieu de déduire cette dépréciation et d'en faire état au bilan soit en mentionnant seulement le reliquat à l'actif qui représenterait alors la valeur actuelle, soit en portant au passif l'amortissement égal à la différence. Nous préciserons plus loin cette comptabilisation des amortissements.

b) En cas de plus-value par rapport au prix de revient, mention spéciale en serait faite au bilan et sa contre-partie figurerait obligatoirement au passif, comme réserve indisponible, tant que la plus-value ne serait pas réalisée.

Quant à l'estimation de cette plus-value elle est toujours difficile, lorsque le prix-courant n'est pas constaté officiellement et laisse place à une certaine liberté d'appréciation, comme notamment pour les immobilisations (1) et les titres non cotés (2). La mention d'une telle plus-value au bilan ne peut être alors admise, qu'en supposant une réforme sévère de l'organe de contrôle, qui aurait sur ce point des attributions et une responsabilité étendues. Il serait même possible de prévoir une expertise sur demande d'un pourcentage déterminé d'actionnaires. A ces deux conditions, une garantie certaine peut être conférée aux chiffres déclarés.

Le bilan se présenterait donc ainsi :

ACTIF

Immeubles :	
Prix de revient.	10.000.000
Plus-value contrôlée (ou expertisée suivant le cas) . .	6.000.000

(1) Cf. 1^{re} partie, chap. III, p. 40 et suiv., et les références.

(2) Cf. 1^{re} partie, chap. III, pp. 52 et suivantes.

Portefeuille-titres :

Prix de revient.	2.000.000
Plus-value d'après cours de la Bourse.	4.000.000

PASSIF

Réserve spéciale indisponible	7.000.000
représentant la plus-value de l'actif.	

Le modèle facultatif de bilan proposé aux entreprises américaines prévoit expressément, au passif, un poste semblable (Cf. p. 154).

De plus, avec ce système, la répercussion des variations monétaires est automatiquement annulée, puisqu'on procède somme toute à une réévaluation annuelle. Sans doute le problème de la réévaluation des bilans est en principe distinct de celui de leur réglementation : ce procédé aurait du moins pour effet d'en diminuer singulièrement l'importance.

Voici d'ailleurs un passage du rapport présenté par M. Tellier sur une proposition de loi, tendant à la réévaluation des immobilisations commerciales (1). « Si la « Société porte à son passif une somme égale à la différence « donnée par la réévaluation, cette plus-value n'étant « qu'un jeu d'écritures, l'administration ne taxera pas. La « plus-value ne sera taxée, que si elle est distribuée, soit « par l'augmentation de la valeur nominale des actions, « soit par la distribution d'actions nouvelles ou de dividendes. Donc, sécurité absolue pour les entreprises, qui

(1) *Documents parlementaires* 1930. Chambre des Députés, n° 2821, p. 62.

« conservent ainsi en réserves non taxées les disponibilités nécessaires ».

Le seul prix de revient étant en effet la base généralement adoptée pour évaluer les actifs, il se trouve que certaines de ces valeurs sont chiffrées au taux du franc-or de Germinal, d'autres à un taux inférieur à celui du franc actuel, d'autres au taux du franc-or de 1928. L'addition de ces francs de valeur différente vicie les bilans; d'où la nécessité d'une réévaluation de certains éléments de l'actif. Mais la complexité du problème a retardé toute espèce de solution; et plus le temps s'écoule, plus il est vraisemblable qu'il n'en interviendra jamais aucune. Sans mélanger en rien ces deux questions nous soulignons seulement qu'avec ce système les inconvénients de l'instabilité des instruments monétaires se trouvent réduits. Or les monnaies de presque tous les pays ont subi ou subissent des variations constantes; les biens immobilisés à l'étranger ne doivent donc pas figurer aux bilans pour une valeur depuis longtemps fixée; une réadaptation est nécessaire, ne serait-ce que pour calculer des amortissements suffisants.

b) Parmi les autres valeurs de l'actif, qui, sans être soumises à une aussi stricte réglementation, pourraient faire du moins l'objet d'une disposition d'ordre général, il faut mentionner les marchandises, les stocks, les matières premières et approvisionnements. Conformément aux solutions adoptées par la majorité des auteurs, des législations étrangères et des propositions de lois, ces valeurs ne devraient pouvoir figurer au bilan, qu'au maximum pour leur prix de revient, et, si le prix-courant était inférieur, pour ce dernier seulement. La différence entre le prix de

revient et le cours du jour devrait donc être amortie, avant toute distribution de dividende.

II. — *Composition du Portefeuille.*

La législation belge prévoit que les Sociétés doivent publier la liste des valeurs composant leur portefeuille-titres. A ce sujet il y a lieu de distinguer entre plusieurs hypothèses.

Si cette obligation semble spécialement utile, au cas d'une réglementation qui n'imposerait pas les mentions à la fois du prix d'acquisition et de la valeur actuelle par unité, elle pourrait être limitée plus aisément, si ces mentions étaient requises.

Il y a lieu de distinguer en effet entre plusieurs groupes d'entreprises : d'une part les Sociétés, qui ne considèrent les investissements mobiliers, que comme un placement ordinaire, un élément d'actif sans rapports essentiels avec leur activité sociale, c'est-à-dire la majorité des Sociétés ; puis celles, qui se spécialisent dans le lancement, la création ou le contrôle des entreprises ; celles enfin, qui investissent leurs capitaux en valeurs mobilières, sans viser à financer, ni contrôler les entreprises, dont elles détiennent les titres.

Il est évident, que, si pour le premier groupe, cette publication serait tout au plus une gêne ; pour le deuxième elle deviendrait presque un danger. Ce groupe comprend en effet, les banques d'affaires et les omniums de valeurs industrielles, c'est-à-dire des entreprises, qui ont une politique d'investissement de leurs capitaux et des buts secrets

d'expansion, qui visent, soit à englober sous une même direction des entreprises connexes, soit à s'assurer des approvisionnements ou des débouchés.

La démarcation est de plus, assez délicate. Aussi bien en raison du danger certain, qui naîtrait pour ces entreprises de la divulgation du secret de base de leurs affaires, il suffirait sans doute pour ces deux groupes de Sociétés d'exiger les renseignements, que nous avons prévus pour les immobilisations, sans demander en outre la publication du portefeuille-titres.

Mais, le troisième groupe qui comprend les Sociétés dites « de placement » et « de portefeuille », devrait être, en tout état de cause, soumis à cette obligation. Ces Sociétés, en effet, ont pour objet la constitution d'un portefeuille de valeurs mobilières, avec les capitaux réunis par les actionnaires, et la gérance ordinaire de ce portefeuille. Un projet de loi de novembre 1930 prévoit d'ailleurs cette réglementation, qu'il compense par certains avantages fiscaux (1). Ces Sociétés devront limiter leur activité à la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières, et s'interdire toutes autres opérations financières, industrielles et commerciales, et notamment toute participation à des syndicats d'émission ou à des syndicats boursiers. Dans les trois mois de la clôture de l'exercice, elles devront publier dans leur rapport annuel et au *Bulletin d'annonces léga-*

(1) Actuellement ces Sociétés sont soumises à une double imposition, qui serait supprimée ; elles supportent en effet deux fois l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières : une fois sur les diverses valeurs composant leur portefeuille, une autre fois sur les revenus qu'elles distribuent elles-mêmes.

les, la liste des valeurs de leur actif, avec indications des prix d'acquisition et, pour les valeurs cotées, les cours du jour de l'inventaire. Le capital ne devra comporter ni actions privilégiées, ni parts de fondateur, ni actions d'apports. Le montant des obligations ne devra pas dépasser le quart du capital et des réserves.

Quant à la composition de leur portefeuille, il leur sera interdit de posséder plus de 5 0/0 de titres, ni plus de 1/20^e des droits de vote, d'une même Société. Il leur sera également interdit de distribuer à titre de dividendes, des plus-values de capital, aussi longtemps que le montant de leurs réserves n'aura pas atteint le montant de leur capital (1).

Ainsi, en supposant toutes les Sociétés soumises à l'obligation de la double mention du prix de revient et de la valeur actuelle, il apparaît que l'obligation supplémentaire de publier la liste des valeurs composant le portefeuille-titres, pourrait se limiter assez aisément à ces seules Sociétés de placement. Pour celles-ci, les inconvénients seraient très faibles, puisqu'elles ne doivent poursuivre aucun dessein secret; tandis que les tiers ont un intérêt majeur à connaître la qualité des titres détenus, pour déterminer la valeur même de l'entreprise.

III. — *Des Créances.*

La distinction des créances, suivant leur degré de sécurité, est une des mesures les plus généralement adoptées par les législations étrangères. La Serbie, la Bulgarie, la

(1) Cf. « Le Pour et le Contre », 20 nov. 1930.

Suisse, la Hongrie, ont réglementé cette évaluation. En période de crise économique ou de troubles monétaires, c'est un des postes les plus incertains, et pour l'estimation duquel une trop grande latitude est un grave danger.

Il y aurait lieu d'abord de poser le principe, que les créances irrécouvrables ne doivent pas figurer à l'actif.

Les valeurs douteuses devraient être apurées, de celles qui sont sûres; elles pourraient cependant figurer pour leur montant total, mais en faisant l'objet d'un amortissement, correspondant à la perte probable, qui figurerait sous une rubrique spéciale au passif.

IV. — *Frais de constitution et d'augmentation du capital.*

Le délai maximum, qui a été accordé pour leur amortissement par les législations étrangères, que nous avons rappelées, est de cinq ans.

Cette période pourrait être aisément réduite, étant donné la fictivité de cet élément d'actif, et il serait même bon d'interdire toute distribution de dividende avant leur complet amortissement.

V. — *Primes de remboursement des obligations.*

La loi Suisse a réglementé cette question de la manière suivante, qui pourrait être adoptée : Les obligations émises par la Société sont portées pour la valeur intégrale, à laquelle elles doivent être remboursées ; mais on peut faire figurer à l'actif la différence entre le prix d'émission et le

taux de remboursement, en la diminuant chaque année jusqu'au jour de l'échéance, de la somme nécessaire à l'amortissement.

B. — PASSIF.

I. — *Compte Capital.*

Ce compte (1) est susceptible d'être soumis à plusieurs règles :

a) Obligation d'indiquer séparément toutes les catégories d'actions : de capital, de jouissance, privilégiées, etc.

b) Obligation de mentionner le capital pour sa valeur nominale :

1° la libération partielle des actions entraîne l'ouverture d'un compte spécial à l'actif, égal au montant des sommes restant à appeler.

2° L'amortissement par remboursement de l'apport entraîne seulement modification de la qualification des actions.

3° Le rachat et l'annulation d'une partie des actions comportent l'obligation (2), soit d'augmenter le nominal de chaque action proportionnellement à la fraction de capital ainsi amorti, soit de créer des coupures d'action en nombre égal à celui des actions existantes, — moyen préférable, car leur mention distincte montrera mieux l'opération sur le bilan.

(1) 1^{re} partie, chap. III, pp. 57 et suiv.

(2) HOUPIŒ et BOSVIEUX, *Op. cit.*, p. 543.

II. — *Primes sur les émissions d'actions.*

Ces versements supplémentaires, exigés des actionnaires, ne doivent pas disparaître dans les comptes généraux, ni être subrepticement affectés aux amortissements ou au paiement de dividendes ordinaires, ce qui constitue des incorrections certaines (1).

Sans aller jusqu'à prétendre, que la prime est un élément du capital, et par suite est indistribuable (2) il faut néanmoins limiter ses affectations possibles. Il nous apparaît, que cet apport extraordinaire doit rester la propriété exclusive des actionnaires, et que sa répartition, au cours de l'existence de la Société ou lors de sa liquidation, doit leur être strictement réservée, à l'exclusion de tous autres participants, porteurs de parts bénéficiaires, de parts de fondateurs, conseil d'administration, gérance. Elle ne doit même pas leur profiter indirectement, en se substituant aux produits bruts, pour être affectée à certaines charges.

Aussi faudrait-il stipuler, que ces primes devraient être obligatoirement versées à un fonds de réserve spécial, dont la répartition ne pourrait être faite qu'au profit exclusif des actionnaires, anciens et nouveaux (3).

Les législations suisse, autrichienne, hongroise ont prévu une semblable réglementation, qui assure une justice élémentaire. Les sacrifices imposés aux actionnaires — aux anciens, qui négocient leur droit de souscription à un prix

(1) Cf. Bilan de la Compagnie Thomson-Houston, pp. 402 et suiv.

(2) Lyon-Caen, R. S., 1909, 487.

(3) Elles pourraient par exemple être employées à la libération des actions antérieurement émises. Houpin et Bosvieux, n° 4590.

inférieur ; aux nouveaux, qui paient le montant de la prime — profitent suffisamment à tous les ayants droit aux bénéfices, en accroissant les moyens d'action et de production de la Société, pour que ces capitaux supplémentaires soient réservés à leurs seuls apporteurs.

III. — *Amortissements.*

Les mentions figurant à l'actif étant déjà nombreuses et compliquées, le meilleur système, croyons-nous, serait celui de l'ouverture au passif de comptes aussi nombreux que les valeurs nécessitant un amortissement. Il y aurait lieu d'interdire la réunion en un seul poste de tous les amortissements, et d'obliger à respecter ici une spécialisation très détaillée.

Quant à la réglementation du taux de ces amortissements, elle ne nous semble pas possible, devant la diversité des situations et la multiplicité des solutions individuelles qu'elles exigent.

Néanmoins, pour permettre de savoir dans quelle proportion la Société compense chaque année la diminution de valeur des éléments de son actif, il faudrait stipuler l'obligation de publier le compte de Profits et Pertes ; et retrouver à son débit la répétition de tous les postes figurant au passif ; on aurait ainsi la quotité des sommes affectées dans l'année à l'amortissement de chaque valeur active, et le montant de sa charge globale.

Le public connaîtrait ainsi à la fois, la valeur d'acquisition de l'actif, sa valeur actuelle, le montant total des amortissements dont il a été l'objet, et la quote-part

annuelle de cet amortissement. En ajoutant l'obligation de la spécialisation il y aurait là des renseignements suffisants pour calculer le taux d'amortissement pratiqué, et pour se former une opinion motivée sur l'importance des valeurs de remplacement prévues.

IV. — *Réserves et provisions.*

Ici encore, c'est une plus grande décomposition du compte, qu'il faut rechercher. Les provisions devraient être obligatoirement différenciées, d'après l'objet, auquel elles s'appliquent, et les réserves, d'après leur nature, légales, statutaires, extraordinaires, indisponibles.

Quant à la pratique des réserves occultes, elle serait moins aisée, la majoration des amortissements ou la réduction des actifs étant révélés par les calculs précédents.

V. — *Liquidités et exigibilités.*

La proximité plus ou moins grande des échéances, qui doivent profiter ou incomber à la Société, doit ressortir de la classification de ces comptes à l'actif et au passif. Leur parallélisme doit pouvoir s'établir sans difficulté. Une classification très détaillée doit donc être exigée, et le bilan doit mentionner séparément les créances et dettes à vue, à court terme, à moyen terme et à long terme. Chacune de ces rubriques devra elle-même se subdiviser en autant d'éléments qu'il y aura de valeurs distinctes (sur France ou sur l'Etranger, chirographaires, hypothécaires, etc...).

C. — COMPTE DE PROFITS ET PERTES

Bien des Sociétés se contentent de faire figurer au bilan le solde du compte Profits et Pertes, sur lequel on ne possède alors que les seuls éclaircissements — d'ailleurs toujours succincts — présentés à l'Assemblée générale, et que le public ignore.

Au débit de ce compte, il y aurait lieu de prévoir la spécification détaillée, notamment, des frais généraux, des intérêts des créances des tiers et des amortissements. Pour ces derniers, leur classification devrait correspondre aux catégories déjà portées au passif, et ainsi les renseignements à leur sujet seraient complets : amortissement annuel et amortissement global de chaque élément de l'actif.

Au crédit, les distinctions pourraient être moins nombreuses, mais il faudrait au moins indiquer séparément : les recettes d'exploitation, les revenus du portefeuille et des participations financières, des immeubles, des créances, les produits exceptionnels, les bénéfices reportés des exercices antérieurs.

D. — DIVERS

I. — *Clause d'intérêts fixes.*

La clause d'intérêts fixes, déjà exposée (1), qui peut entraîner l'inscription de ces intérêts au compte des Frais généraux et aboutir à la distribution d'une portion de

(1) P. 70.

l'actif, gage de créanciers, est une véritable dérogation aux règles de la comptabilité. Aussi devrait-elle faire l'objet d'une limitation, à la fois, quant à sa durée et quant à son taux. Un délai de trois ans, correspondant à la période de constitution et d'organisation de la Société, pendant laquelle cette clause peut se justifier, pourrait suffire, en raison de son caractère juridique exorbitant.

II. — *Tantièmes des Administrateurs.*

La grande majorité des statuts des Sociétés prévoit une attribution du dixième des bénéfices aux Administrateurs. Mais ces tantièmes atteignent parfois des taux beaucoup plus élevés, allant jusqu'à 20 0/0 des bénéfices, ce qui constitue un abus. Aussi, y aurait-il lieu de réglementer cette répartition, en prévoyant un maximum raisonnable.

Mais le calcul de ce pourcentage devrait lui-même être délimité. Des réserves excessives profitent surtout aux Administrateurs ; généralement employés à des extensions de l'entreprise ou à des investissements nouveaux, les bénéfices réservés permettent toujours l'accroissement des bénéfices postérieurs, mais pas nécessairement des dividendes des actionnaires. Les tantièmes devraient donc être seulement un pourcentage du dividende réparti : sinon les Administrateurs ont trop facilement la tentation de se désintéresser du sort des actionnaires ordinaires. Ainsi les tantièmes n'augmenteraient plus, alors que les dividendes resteraient stationnaires ou même seraient supprimés. Il est normal que leur sort soit lié dans la distribution des bénéfices, les jetons de présence assurant toujours une

rémunération minima du travail des membres du Conseil d'administration en cas de suppression des dividendes.

III. — *Rapports comptables entre la Société mère et ses filiales.*

Les deux buts à atteindre sont, d'une part, de fournir tous les renseignements utiles sur les relations d'affaires constantes entre ces Sociétés ; et d'autre part, d'éviter les cascades de tantièmes, qui aboutissent à une spoliation des actionnaires.

La législation anglaise a posé quelques principes : indication du montant total des actions détenues, ou des sommes investies dans les filiales ; mention des engagements envers les filiales ; publication dans une annexe au bilan de l'intervention des Profits et Pertes des filiales dans les comptes de la Société-mère.

Le cumul des tantièmes peut aboutir à un escamotage des bénéfices, au profit des Administrateurs. Ils prélèvent en effet leur pourcentage plusieurs fois sur les mêmes bénéfices : car, suivant la filiation de ces entreprises, les profits sont successivement absorbés par les Sociétés fondatrices pour aboutir, au dernier stade, à la Société-mère où se trouvent toujours les mêmes Administrateurs.

Le remède serait dans la distribution des dividendes des filiales sans aucune amputation. Il n'y a en effet qu'un seul bénéfice industriel, transmis de Société à Société par un simple jeu de comptabilité, et qui ne devrait subir qu'une seule fois le prélèvement des tantièmes.

IV. — *Apports en nature.*

Deux points seraient à résoudre : l'efficacité du contrôle et la sincérité des évaluations.

La loi de 1867 prévoit la nomination de Commissaires spéciaux et les charge de faire un rapport sur la valeur des apports en nature. Ce rapport doit être mis à la disposition des actionnaires cinq jours avant la deuxième Assemblée chargée de statuer sur ses conclusions. Les résultats de cette loi sont généralement nuls, pour les raisons mêmes de l'insuffisance absolue des bilans.

En Allemagne, ce sont des experts nommés par le Tribunal ou la Chambre de Commerce, qui procèdent à ces vérifications. Mais les résultats ont été presque négatifs, le caractère officiel de ces experts s'étant révélé comme une garantie insuffisante. Leur contrôle, d'ailleurs n'est obligatoire qu'en cas d'appel au public.

En Suisse, l'évaluation des apports est portée dans les statuts, avec l'indication du nombre d'actions données en échange. Les clauses des statuts relatives aux apports sont soumises à l'Assemblée générale, et leur approbation exige certaines conditions de vote. Ces mesures sont aussi insuffisantes.

Il y aurait intérêt à imposer l'obligation de dresser un rapide bilan préalable, analysant les apports. Cette espèce de pré-bilan serait en principe soumis aux mêmes règles d'évaluation et de contrôle que les bilans ordinaires. Mais sauf exception : Si les objets ou marchandises ayant un cours officiel pouvaient encore être estimés suivant ce principe, au contraire le prix de revient ne saurait suf-

fire, pour l'évaluation des immobilisations. On ne peut obliger les apporteurs à se contenter d'un simple remboursement du coût de production de l'immeuble ou de l'entreprise créée, sans tenir compte des plus values dont il est normal d'espérer le bénéfice. Il faut reconnaître dans ces conditions, qu'un critérium précis est difficile à imposer. Si le prix de revient reste une base utile, on ne peut écarter la valeur d'emploi ou de rendement, qui est alors soumise à une grande latitude d'estimation. L'élément de sécurité ne peut donc venir, que des organes de contrôle, des conditions de recrutement et des attributions des Commissaires spécialement chargés de ces vérifications.

V. — *Assemblées générales extraordinaires.*

Nous n'avons pas à analyser les pouvoirs des Assemblées générales extraordinaires, mais nous voulons simplement signaler certains des dangers, qui par elles menacent le but que nous poursuivons.

La réglementation des bilans a pour but de protéger les actionnaires. Cette protection serait vaine, si elle laissait entières toutes les possibilités voisines de spoliation. Disposant des majorités dans les Assemblées générales, les Conseils d'administration peuvent y faire voter en effet des résolutions, qui permettront une modification complète de la répartition des bénéfices. Nous nous bornerons à des exemples :

a) En 1927, une Assemblée extraordinaire autorisait le Conseil d'administration de la « Compagnie des caoutchoucs de Padang » à porter d'abord le capital social de 21 a

31 millions de francs, par l'émission à 5.000 francs de 5.000 actions de 2.000 francs. Les actions de 100 francs existant antérieurement prenaient le nom d'actions ordinaires. Les nouvelles actions donnaient droit à un intérêt statutaire non cumulatif de 5 0/0 et à un superdividende égal à celui des actions ordinaires. Mais, elles conféraient un droit de vote de deux voix par 5 actions dans les Assemblées générales ordinaires, et de vingt voix par action dans les Assemblées extraordinaires, alors que les actions ordinaires ne donnaient droit qu'à une voix par 50 actions, dans les Assemblées ordinaires, et à une voix par action dans les Assemblées extraordinaires. Les nouveaux titres étaient réservés aux anciens actionnaires à raison d'un pour 42 actions.

D'autre part, il était créé 5.000 parts bénéficiaires à remettre, titre pour titre, aux souscripteurs des actions nouvelles. Ces parts donnaient droit à 20 0/0 des bénéfices, après prélèvement de la réserve légale et de l'intérêt statutaire aux actions; et, en cas de liquidation, à 20 0/0 de l'actif disponible, après remboursement du capital et des réserves appartenant aux actionnaires. En outre, il était réservé à leurs porteurs 10 0/0 des actions, qui pourraient être postérieurement émises.

Ainsi, tous les petits porteurs d'actions étaient automatiquement exclus du bénéfice de cette émission. Pour avoir droit à une action nouvelle, il fallait en effet verser 5.000 francs, mais aussi posséder 42 actions anciennes ou acheter 42 droits de souscription. Cette souscription, qui, théoriquement, était ouverte à tous les porteurs d'actions anciennes, était en fait réservée aux gros porteurs. L'ampleur

des avantages, qu'ils en tiraient en se voyant attribuer gratuitement une part bénéficiaire, en plus du privilège de vote, aboutissait à une grave iniquité vis-à-vis de la masse des petits actionnaires. La possibilité de faire admettre de telles propositions par une Assemblée générale extraordinaire est la condamnation de leur régime actuel.

b) Les Conseils d'administration vont parfois jusqu'à allouer aussi à leurs anciens membres des pensions annuelles, et jusqu'où peuvent aller ces générosités faites au détriment des actionnaires ?

La Société des « Tréfileries et Laminoirs du Havre » a alloué une rente annuelle de 250.000 francs à l'ancien Président du Conseil d'Administration, et de 174.000 à la succession de l'ancien Administrateur-délégué.

L'autoritarisme actuel des Conseils d'Administration arrive ainsi jusqu'aux prébendes personnelles.

Simple exemple de l'insuffisance générale de la loi de 1867 et d'une absence totale de protection de l'actionnaire, isolé, qui ne peut plus durer.

E. — ANNEXE. — *Sanctions.*

Les prescriptions, que nous avons énumérées et qui devraient être imposées pour la confection du bilan et du compte de Profits et Pertes, devraient être assorties de sanctions pénales. Nous nous contenterons de nous référer au projet de M. Doyen (p. 169) et d'en adopter les termes.

Seront punis des peines prévues aux articles 13 et 14 de la loi du 24 juillet 1867 :

Les gérants des Sociétés en commandite par actions et

les Administrateurs de Sociétés anonymes, qui auront présenté à l'Assemblée générale des actionnaires un bilan établi en contravention des dispositions ci-dessus.

En cas de fraude, les peines seront celles de l'article 405 du Code pénal.

L'article 463 du Code pénal sera appliqué.

SECTION II. — Communication et publication du bilan.

L'Assemblée générale, chargée de statuer sur les comptes de l'exercice, devrait être convoquée dans les six mois de la clôture de celui-ci (1). Délai suffisant pour établir une comptabilité correcte, et assez court pour sanctionner les responsabilités qui s'encourent.

L'article 35 de la loi du 24 juillet 1867 prévoit, que, 15 jours au moins avant la réunion de l'Assemblée générale, tout actionnaire peut prendre au siège social communication de l'inventaire et de la liste des actionnaires, et se faire délivrer copie du bilan résumant l'inventaire et du rapport des Commissaires. D'autre part l'article 34 dispose : « L'inventaire, le bilan et le compte de Profits et Pertes sont présentés à l'Assemblée générale ».

On sait (2) l'interprétation très restrictive, que la jurisprudence donne à l'expression « communication de l'inventaire », en consacrant les habitudes de la pratique, qui ne donne connaissance que de la balance d'inventaire, et en décidant que seuls ont droit de connaître le document inté-

(1) Cf. p. 23.

(2) Cf. p. 37.

gral les actionnaires qui justifient d'un intérêt « sérieux et légitime ».

Avec une réglementation très stricte du bilan qui fournirait des renseignements nombreux et précis, cette interprétation pourrait sans doute être maintenue. La réforme de cette question se réduirait à ajouter aux pièces communicables avant l'Assemblée, le compte de Profits et Pertes, omis par l'article 35.

La réglementation de ces deux documents, bilan et compte de Profits et Pertes, conférant à ceux-ci une exacte valeur d'information, il serait bon de prévoir l'obligation de les adresser aux actionnaires, dont le domicile serait connu ; la grande majorité de ces derniers ne pouvant se déplacer, pour en prendre connaissance au siège social.

La convocation elle-même des actionnaires aux Assemblées générales, a fait l'objet d'une proposition de loi récente (1), déposée par M. Pezet. Elle tend à obliger les Sociétés à convoquer individuellement les titulaires d'actions nominatives, et ceux d'actions au porteur, qui en auraient fait la demande en couvrant la Société des frais de poste ; les Assemblées ne pouvant se tenir que huit jours au moins après le jour où les lettres de convocation auraient été expédiées.

Quant à la publication du bilan et du compte de Profits et Pertes, après approbation par l'Assemblée générale, elle aurait également à être prévue. Ces pièces présenteraient, par suite de la réglementation dont elles auraient fait l'objet, un intérêt tout nouveau.

(1) Proposition de loi n° 4425, *Documents parlementaires*, Chambre des Députés, session extraordinaire, 1930, p. 181.

Pour mettre à la portée du public ces documents, si nécessaires pour tous ceux qui veulent traiter avec une Société ou lui confier des capitaux, il conviendrait de leur assurer la plus large publicité, et de permettre toute une documentation, en facilitant les recherches et les références.

A cet effet deux réformes seraient nécessaires :

1° La création d'un bulletin, qui serait une annexe du *Journal officiel*, pour les publications obligatoires des Sociétés par actions. Après approbation par l'Assemblée des actionnaires, le bilan et le compte de Profits et Pertes devraient être publiés dans ce journal.

2° La création d'un office national des Sociétés commerciales, qui centraliserait toute la documentation concernant ces Sociétés, et auquel le public n'aurait qu'à s'adresser.

Cette réforme a d'ailleurs fait l'objet en 1913 d'une proposition de loi de M. Geo-Gerald, ainsi conçue :

Article premier. — « Il est créé un Office National des Sociétés anonymes qui est déclaré établissement public. Cet établissement est indépendant. Il est toutefois placé sous le contrôle du gouvernement, qui en nomme les membres du Conseil d'Administration et en agréé le Secrétaire.

« Toutes les Sociétés anonymes sont tenues de lui communiquer dans les mêmes conditions de délai et sous peine des mêmes sanctions, les pièces et documents que, de par la loi, elles doivent et devront faire insérer au *Bulletin annexe du Journal Officiel*, aux journaux d'annonces légales ou bien déposer aux Greffes des Tribunaux de commerce et des Justices de paix.

Art. 3. — « Le dossier constitué par l'Office sur chaque

Société pourra être consulté au siège de l'Office par toute personne qui en fera la demande, moyennant... ».

SECTION III. — Contrôle du bilan.

I. — *Attributions des Commissaires aux comptes.*

Nous avons vu (pp. 33 et s.) les attributions de l'organe de contrôle. Bien qu'elles soient limitées à un droit de surveillance et de critique, elles sont assez étendues pour permettre en principe une vérification efficace. Les Commissaires ont en effet de vastes pouvoirs d'investigations ; ils peuvent prendre communication de toutes les écritures comptables, et vérifier la réalité des opérations elles-mêmes ; ils peuvent apprécier les rectifications extra-comptables. Leurs observations sont présentées dans un rapport à l'Assemblée.

Avec une réglementation légale des bilans, ils auraient à vérifier la conformité du bilan avec les écritures et avec les règles d'évaluation imposées.

Aussi, l'extension de leurs attributions ne paraît-elle pas souhaitable. Elle pourrait entraîner des conflits avec l'organe de gestion. Il est préférable de les maintenir dans leur stricte mission de contrôle, en période normale.

En période critique, la loi prévoit, d'ailleurs, qu'ils pourront user de certaines prérogatives. Elle leur laisse l'initiative, en cas d'urgence de convoquer l'Assemblée générale des actionnaires (l. du 24 juillet 1867, art. 33). C'est un droit dont ils peuvent user, toutes les fois qu'ils ont des

présomptions graves que la Société court un danger certain (1).

Mais le délai, pendant lequel les Commissaires peuvent exercer leurs fonctions, devrait être modifié. Le droit de communication qui leur est attribué, devrait pouvoir s'exercer pendant toute la durée de l'exercice. La différence, qui existe actuellement entre les délais d'investigation accordés aux Commissaires aux comptes des sociétés anonymes et aux membres du conseil de surveillance des Sociétés en commandite, ne se justifie pas ; tous les auteurs s'accordent sur ce point, et de multiples projets de loi, depuis celui présenté par la Commission extra-parlementaire de 1903 (art. 14 du projet) (2), jusqu'à celui déposé le 8 juillet 1930 par le Gouvernement Tardieu (3), ont prévu cette réforme.

II. — *Recrutement.*

Les conditions de recrutement des Commissaires aux comptes ont aussi suscité un très grand nombre de projets, de propositions de loi, de vœux, d'articles et d'ouvrages.

Nous avons déjà mentionné la proposition de loi déposée par M. Chastanet le 25 février 1925 : ajoutons, qu'elle tendait également à obliger un certain nombre de Sociétés à choisir leurs Commissaires aux comptes, parmi les membres des compagnies de comptables agréés par le Ministre du Commerce, et prévoyait que le titre d'expert-

(1) THALLER et PIC, n° 1536.

(2) HUPIN et BOSVIEUX, n° 1133, note 3.

(3) Cf. ci-après, p. 208.

comptable agréé serait conféré par un Commissaire spécial.

C'est un décret du 22 mai 1927 (1) qui a créé et organisé le brevet d'expert-comptable reconnu par l'Etat. Dès lors, une preuve de capacité professionnelle certaine existe, et la logique veut que la tâche si délicate de vérifier une comptabilité soit réservée à ces spécialistes. La compétence est ici la première des conditions.

Aussi, les propositions de loi déposées en 1928 (3 et 20 décembre), la première par M. Daladier, la seconde par M. Chastanet, tendent-elles à obliger certaines Sociétés, dont les banques, à choisir leurs Commissaires aux comptes parmi ces experts-comptables brevetés par l'Etat. Tandis que la première proposition se contente de cette obligation; la seconde exige en outre, que ce choix soit limité aux membres des Compagnies d'experts-comptables reconnues par l'Etat, un décret d'administration publique devant fixer les conditions, auxquelles une Compagnie d'experts-comptables, dont les membres seraient tous titulaires du brevet officiel, pourrait être reconnue par l'Etat.

Un récent projet de loi, déposé par M. Paul Reynaud le 8 juillet 1930 (2), se borne à stipuler, que les Commissaires aux comptes ne devront avoir aucun lien de parenté avec les Administrateurs de la Société, dont ils sont appelés à vérifier les bilans, ni être les salariés de la Société ou de

(1) *Journal Officiel* du 2 juin 1927.

(2) Projet de loi ayant pour objet de réglementer le choix et les attributions des Commissaires aux comptes dans les Sociétés par actions. Annexe au procès-verbal de la séance de la Chambre du 8 juillet 1930, n° 3.707.

ses filiales. Ils seraient en outre soumis au régime des incapacités appliqué à la profession de banquier.

Ce projet, d'ailleurs, précise également leurs attributions, en spécifiant qu'en cas de réduction du capital, ils auraient à présenter leurs observations dans un rapport et au cas d'augmentation du capital ou d'émission d'obligations, ils auraient à certifier le bilan ou la dernière situation trimestrielle. Il leur appartiendrait de contrôler les marchés passés par les administrateurs, et leur responsabilité se trouverait engagée, au même titre que celles des administrateurs, en cas de distribution de dividende fictif.

Il est bien évident, que toutes ces tentatives, même les plus libérales, comme celles de M. Paul Reynaud, ont toujours rencontré une opposition systématique de la part des dirigeants des Sociétés, qui se sont toujours refusés à admettre un contrôle quelconque de la régularité de leur gestion. Il faut signaler à ce point de vue, l'attitude de la Chambre de Commerce de Paris. En 1929, par exemple, elle émettait le vœu « que soient rejetées toutes les dispositions de la proposition de loi de M. Chastanet », et en 1931, le vœu « que ne soit point accordée l'extension de la durée du mandat des Commissaires aux comptes », « qu'ils ne soient point chargés d'un rapport spécial sur les opérations faites par les Administrateurs de la Société ;

« Que dans le cas d'augmentation de capital ou d'émissions d'obligations, leur rôle se borne à la publication d'un bilan ou d'une situation, mais non à la publication d'un rapport ;

« Que leur responsabilité déjà largement engagée par les règles actuelles du mandat, ne soit pas étendue.

« Et enfin, que le projet actuellement à l'étude ne soit pas surchargé de la question des bilans ».

La tentative était cependant libérale.

Les incompatibilités du projet Paul Reynaud nous semblent en effet insuffisantes ; et il nous paraît souhaitable que les règles prévues par la proposition Chastanet soient aussi adoptées : obligation de choisir les Commissaires aux comptes parmi les experts brevetés et faisant partie de groupements professionnels reconnus par l'Etat. A côté des garanties de compétence, il faut en effet rechercher des garanties morales ; or, des associations sérieuses soumettent leurs membres à une certaine discipline professionnelle, exercent sur eux un contrôle impartial, offrent une garantie collective d'honorabilité. Les corporations, qui ont un pouvoir disciplinaire sur leurs membres, se montrent en général sévères pour les manquements professionnels, parce que soucieuses de leur réputation solidaire.

La création même de ces groupements constituerait de plus une condition d'indépendance du Commissaire vis-à-vis des Administrateurs : c'est ce qui manque aujourd'hui le plus. Jamais les conséquences d'un excès d'indépendance ne sauraient être aussi néfastes, que celles de l'actuelle et trop générale docilité. Les Sociétés garderaient d'ailleurs un choix de nomination.

Mais en raison du petit nombre d'experts-comptables actuellement brevetés, la réforme ne pourrait intervenir que par étapes. Il y aurait lieu de procéder par catégories de Sociétés, en obligeant d'abord les banques à se confor-

mer à ces prescriptions, puis peu à peu, toutes les autres Sociétés par actions.

Grâce à l'initiative privée, d'ailleurs, depuis une vingtaine d'années, des compagnies d'experts-comptables du commerce et de l'industrie se sont créées en France, et jusque dans les Colonies. Elles se sont réunies en une « Fédération », à laquelle les pouvoirs publics ont déjà fait appel, notamment pour l'étude de la réglementation du titre d'expert-comptable.

Il ne s'agit pas d'établir de soudains privilèges, de créer un monopole au profit d'associations fermées. Ces groupements seraient évidemment ouverts à tous ceux, qui apportent la preuve de leur compétence. C'est un régime d'organisation professionnelle qui s'instituerait, un libéralisme que contrôlerait une discipline interne.

Ainsi pourraient se trouver réunies ces conditions de compétence, de moralité et d'indépendance, sans lesquelles le rôle des Commissaires aux comptes reste fictif. Les actionnaires et les tiers ne pourraient trouver meilleure garantie de l'exactitude et de la sincérité des bilans.

III. — *Responsabilité.*

Quant à la responsabilité des Commissaires aux comptes, la loi en détermine l'étendue et les effets d'après les règles générales du mandat : (Loi du 24 juillet 1867, article 43). Il ne semble pas nécessaire de l'aggraver. L'existence de règles précises réglementant les bilans, dont ils auraient le mandat de vérifier l'exacte observation, engagerait notamment leur responsabilité d'une manière expresse. La

formule de la loi est par ailleurs assez souple, pour entraîner des sanctions judiciaires en cas de faute positive, ou négative, dans l'exercice de leurs fonctions (1).

(1) Cf. références de jurisprudence Houpin et Bosvieux, n° 1136, en note.

CONCLUSION

La réglementation des bilans pourrait ainsi entraîner un très grand nombre de réformes. Toutes celles, que nous avons examinées, ne présentent peut-être pas la même urgence, nous voulons dire qu'elles ne paraissent pas susceptibles d'intervenir simultanément. Le changement serait trop brutal. Leur ensemble ne serait d'ailleurs pas plus exigé qu'accepté. Les résistances seront toujours acharnées ; et la pression contraire ne peut être que progressive.

Parmi toutes ces réformes, celles qui se réfèrent aux modifications de l'organe de contrôle nous apparaissent comme les plus urgentes et les moins discutables. Les vérificateurs, qui instrumentent actuellement dans les Sociétés, sont trop souvent de simples instruments, sans compétence, ni indépendance, entre les mains, sinon dans la main des Conseils d'administration.

La séparation de principe et de fait de la gestion et du contrôle enlève toute objection et supprime toute gêne avouable de la réforme.

Le choix des Commissaires aux comptes parmi des comptables professionnels, constituant un corps autonome, doit s'imposer au plus tôt. Les réformes voisines sur la communication et la publication des bilans pourraient intervenir en même temps.

Le contrôle et la publicité du bilan étant ainsi assurés,

les règles qui le régissent lui-même pourraient alors être précisées.

Cette réglementation du bilan lui-même, peut encore comporter certaines discriminations dans son ordre d'urgence.

Les réformes qui régleraient la prime d'émission d'actions, la clause d'intérêts fixes, la différenciation des créances, les amortissements, s'imposent même aux défenseurs les plus farouches du libéralisme traditionnel.

Nous sommes de ceux qui pensent qu'une intervention plus large du législateur se justifierait, à la fois économiquement et socialement. Économiquement, nous l'avons relevé maintes fois au cours de cette étude, les inconvénients possibles d'une réglementation sur le secret des affaires, d'ailleurs fort relatif, s'effacent devant l'immensité des conséquences de l'ignorance du public et de l'autocratie des Conseils. Le régime actuel des Sociétés par actions, coûte trop cher pour qu'il puisse être maintenu.

Socialement, s'il est vrai que la Société par actions est la forme d'adaptation par excellence de la propriété individuelle au régime de la grande production, il est nécessaire d'assurer des moyens d'appréciation et de contrôle au porteur d'une part sociale, qui reste seul et éloigné. Pour pouvoir agir — et il ne le pourra d'ailleurs que si les droits essentiels attachés à son action sont respectés, et c'est le problème, que nous n'avons pas eu à traiter des actions à vote plural — pour pouvoir agir il faut d'abord qu'il soit exactement renseigné. La réglementation du bilan seule peut le faire. Nous avons tenté d'établir sa nécessité générale et le détail de ses étapes.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Cette étude se traduit en une formule : l'appel au législateur. Cette formule, bien que classique, doit être justifiée.

Le bilan d'une Société, c'est le résultat direct de la gestion de ses mandataires, dont l'obligation première est de rendre compte ; c'est une coupe périodique dans sa comptabilité, projection chiffrée de sa vie ; c'est la seule révélation de son patrimoine.

Dans ce domaine, à la fois essentiel et simple, nous avons constaté, que tout en France est à édicter. Comment ce bilan doit être dressé, connu, contrôlé, tout reste encore à réglementer.

Mais nos conclusions d'elles-mêmes ont débordé leur cadre initial. Nous avons pressenti la même carence dans tous les domaines voisins et solidaires.

C'est la structure tout entière de la Société anonyme, qui est à reviser. Elle se résume, en définitive, en une mission de gestion confiée à leurs ayants cause par l'ensemble des associés-propriétaires. Ce qui devrait être un mandat rigoureux est devenu une délégation sans limite.

Impuissance des mandants, en raison de l'absence de communications préalables à leurs Assemblées générales, et de la formation de majorités fantômes par la pratique des pouvoirs en blanc. Emancipation des mandataires, par

les conditions actuelles de leur nomination et de leur rétribution, par les droits de préférence dans les augmentations de capital, par les générations spontanées d'opportunes filiales, par les modalités incertaines des fusions, et surtout par la création des actions à vote plural, qui assurent, à peu près pour rien, aux conseils en place la toute-puissance à perpétuité.

Privilèges injustifiables, qui ont grandi et se sont affirmés, en marge de la loi, en dehors de sa ligne, mais que seule une loi nouvelle peut abolir.

Une loi nouvelle, et générale ; car c'est toute la loi de 1867, qui est ainsi à reprendre, à refondre, à régénérer. Cette affirmation n'est pas neuve ; mais certaines banalités gagnent à être démontrées.

Les lois dominent les mœurs ; mais en les suivant. L'oublions-nous ? Nos institutions civiles datent de 1804 et condensent un état social à peu près encore patriarcal. Le régime de nos Sociétés par actions, c'est-à-dire, l'essentiel de notre institution économique, est une conception du Second Empire.

Depuis 65 ans, et surtout depuis beaucoup moins, une civilisation nouvelle est née, a grandi, et même s'est hypertrophiée. La condition de sa prospérité, et peut-être même de sa durée, n'est-elle pas qu'elle revienne à une croissance normale ? Seule une loi, qui, pour la gouverner doit d'abord la connaître, peut l'y aider.

Une loi, moderne dans sa conception, mais classique dans son expression, c'est-à-dire précise et concise. Les Commissions, ces rendez-vous innombrables du bavardage et de l'irresponsabilité, doivent, ici comme ailleurs, faire

place aux Comités, restreints mais actifs. Le Code civil a été l'œuvre de quatre juristes ; mais bien choisis. La moyenne de ses articles n'atteint pas quatre lignes ; mais chaque mot porte. Il s'agit en somme de le transposer.

S'il est vrai, qu'il est en effet le Code de la propriété, cette institution centrale du droit privé, et de la propriété immobilière, sa seule forme pendant vingt siècles, comment ne pas reconnaître une fonction correspondante à la loi, qui, en fixant le régime de la Société par actions, définira la charte de la propriété mobilière, qui a remplacé l'autre ?

Elle en définira la charte ; et ce sera là notre remarque finale elle en assurera la protection. Les mesures d'assainissement progressif que nous réclamons, et tout d'abord la plus urgente sinon la plus difficile, celle qui rendra la clarté et la sincérité obligatoires dans les bilans, ont pour propos de combattre des abus flagrants de ce qui se désigne par le mot vague de « capitalisme ». Des abus seulement ; qui n'en sont pas l'état naturel, ni même unanime. Nous n'avons jamais dit, ni pensé, qu'il suffisait d'entrer dans un Conseil d'administration pour cesser d'être honnête. Il est des Conseils sérieux ; c'est même le droit commun. Mais il en est qui ne le sont pas ; et, par la carence légale, le tragique est qu'ils se confondent. Les mesures précises, qui auront pour effet direct de les départager, ne seront ainsi qu'une protection des conseils sérieux contre ceux qui ne le sont pas.

Elles seront aussi une protection de la propriété privée contre la forme actuelle et abusive de ce qui se nomme le « capitalisme ». Elles s'efforceront de garantir à l'action-

naire, cet aspect moderne de notre épargnant séculaire, le respect des trois formes traditionnelles de son droit de propriété : le *fructus*, c'est-à-dire son droit au partage des bénéfices réels ; l'*usus*, c'est-à-dire son droit à la répartition de l'actif total ; l'*abusus*, c'est-à-dire son droit de décision par un vote égal. Notre seul dessein est d'avoir tenté, d'aider le premier pas sur cette longue route.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Traités généraux des sociétés.

- COPPER-ROYER. — *Traité théorique et pratique des sociétés anonymes* (3^e éd., Paris, 1925).
HOUPIN et BOSVIEUX. — *Traité théorique et pratique des sociétés civiles et commerciales* (6^e éd., Paris, 1928).
PIC. — *Les sociétés commerciales* (2^e éd., Paris, 1925).
THALLER. — *Traité élémentaire de droit commercial* (7^e éd., Paris, 1925).

II. — Ouvrages généraux et monographies.

A. — *Historique de la comptabilité et du bilan.*

- BONNASSIEUX. — *Les grandes compagnies de commerce* (1892).
DUPONT. — *La partie double avant Pacciolo* (Conférences 1925).
FRIGNET. — *Histoire de l'association commerciale.*

B. — *Comptabilité.*

- AYMARD. — *La comptabilité en partie double* (1907).
COURCELLE-SENEUIL. — *Traité élémentaire de comptabilité.*
DALSACE. — *Principes généraux du bilan et de la comptabilité* (1927).
DAUBRESSE. — *Comptabilité des sociétés* (1910).
DE FAGES. — *Concepts fondamentaux de la comptabilité* (1924).
DESCHAMPS. — *Des vérifications et des expertises en comptabilité* (1921).

- DUMARCHEY. — *La comptabilité moderne* (1925).
 DUPLESSIS. — *Comptabilité des sociétés par actions* (1907).
 GOMBERG. — *La science de la comptabilité*.
 LEAUTEY. — *Principes généraux de comptabilité*.
 LECOUTURIER. — *Le mécanisme comptable des sociétés anonymes* (1921). — *Le bénéfice net* (1921).
 QUESNOT. — *Administration financière. Méthodes comptables et bilans* (Paris, 1927).
 SERVAIS. — *Balances, opérations d'inventaire, bilan* (1904).
 THIBAUD. — *Le bilan et l'administration des sociétés anonymes dans leurs relations avec la comptabilité* (1904).
 THIRY. — *Dressement du bilan et travail comptable en fin d'exercice* (1912).

C. — *Inventaire et bilan.*

- BATARDON. — *Inventaire et bilan. Étude juridique et comptable* (1928).
 BAYARD. — *Les effets de l'inflation sur le bilan au point de vue fiscal* (1926).
 BELLOM. — *La vérification des bilans dans les sociétés anonymes* (1912).
 BENDER. — *La défense de l'épargne par la réforme de la société par actions* (1912).
 CHARPENTIER. — *Le bilan dans les sociétés anonymes* (Thèse Paris, 1906). — *Traité pratique des bilans et inventaires* (1921).
 CHAVENEAU. — *Les bilans au point de vue commercial, industriel et fiscal* (1926).
 CLAUDON. — *Abus dans l'administration des sociétés par actions* (Thèse Paris, 1926).
 COLIN. — *Des mesures à prendre pour défendre l'épargne dans les sociétés par actions* (1911).
 CROIZÉ. — *De l'inventaire commercial et des bilans en général* (1919).
 DAUBRESSE. — *Principes généraux du bilan et de la comptabilité* (1927).
 DELAPORTE. — *Lecture du bilan* (1927).
 DELAVELLE. — *Le bilan au point de vue comptable et juridique* (1926).

- DUMARCHEY. — *Le bilan explicite* (1928).
- DURAND. — *Comment lire un bilan* (1922).
- FARAGI. — *Du bilan dans les sociétés par actions. De la conception économique opposée à la conception juridique* (Thèse Paris, 1906).
- FOLLIET. — *Le bilan dans les sociétés anonymes au point de vue juridique et comptable* (1927).
- GAIN. — *De la rédaction des bilans en vue des impôts nouveaux dans les sociétés par actions* (1918). — *Le bilan commercial* (1928).
- GILIS. — *Le bilan dans les sociétés anonymes* (1928).
- HOLBACH. — *Le bilan dans ses rapports avec la comptabilité*.
- GRIMMAU. — *Comment on analyse un bilan* (1908).
- JARD et BEDENNE. — *La réglementation des bilans* (Rapport présenté à Strasbourg, le 27 juin 1927, au Congrès de la Fédération des Compagnies d'experts-comptables de France et des Colonies).
- JEANNIN. — *Vie financière des sociétés d'après l'étude des statuts et des bilans* (Thèse Paris, 1924).
- LEAUTEY. — *Traité des inventaires et des bilans, au point de vue comptable, économique, social et juridique. — L'unification des bilans des sociétés par actions* (1907).
- LEMAIRE. — *Des amortissements et des réserves dans les sociétés industrielles* (1925).
- MABIT. — *La restauration monétaire et les bilans* (1928).
- MERCIER. — *Étude juridique sur le bilan des sociétés anonymes* (1911).
- MICHOT. — *La pratique des bilans* (1911).
- MOREAU. — *Bilan des sociétés par actions. Comptes et résultats. Interprétation et unification* (Thèse Paris, 1916).
- NEYMARCK. — *Les bilans dans les sociétés par actions* (1911).
- NOUËL. — *Sociétés par actions ; la réforme* (1911).
- RAFFEGEAU et LACOUT. — *Établissement des bilans-or* (1926).
- RETAIL. — *La théorie de l'inventaire et la confection du bilan* (1928).
- REYMONDIN. — *Commentaire sur la proposition de loi Fleury-Rava-rin, relative à l'établissement du bilan* (1922).
- REYMONDIN et SÉNÉCHAL. — *La réforme des Commissaires aux comptes* (Rapport 1928).

- ROSENFELD. — *Considérations sur la lecture des bilans des sociétés par actions* (1913).
- ROUSSEAU et DOLBEAU. — *Sociétés par actions, bilans, inventaires* (1910).
- SAUVENIER. — *L'inventaire, le bilan et le compte profits et pertes des sociétés anonymes* (1919).
- SIMON. — Examen du bilan. Ce qu'il est. Ce qu'il devrait être (*Thèse Paris*, 1926).
- SPIRE. — La réglementation des bilans en France et à l'étranger (*Thèse Paris*, 1931).
- SOLVICHE. — *Le bilan financier, comptable, juridique et fiscal dans les sociétés d'assurances* (1924).
- THOMAS. — *Questions d'inventaires, de bilans et d'amortissements* (1907).
- TOUZET. — La réglementation des bilans dans les sociétés par actions (*Thèse Paris*, 1924).
- VERLEY. — Le bilan dans les sociétés anonymes (*Thèse Paris*, 1906).

D. — *Commentaires des législations étrangères.*

- ANSOTTE. — *Comptabilité des sociétés ; législations belge et française* (1910).
- BERTOT et BAUSSET. — *Précis de la loi belge sur les sociétés commerciales.*
- BING. — *Les sociétés anonymes en droit allemand.*
- BING. — *La société anonyme en droit italien.*
- CAMERLYNCK. — La loi anglaise de 1929 sur les sociétés par actions (*Thèse Paris*, 1930).
- CODES DE COMMERCE ÉTRANGERS. — *Collection des Codes étrangers* (Pedone, Paris).
- GUILLERY. — *Commentaire législatif de la loi belge* (1873).
- SCHNEIDER et FRICK. — *Commentaire du Code Fédéral Suisse des obligations du 30 mars 1911.*
- VIROLET. — *Nouvelle législation anglaise sur les sociétés par actions.*

III. — Revues et périodiques. Articles.

A. — *Revues et périodiques.*

- Actualité Financière* (Act. F.).
Annales de Droit Commercial (Ann. Dr. Comm.).
Bulletin de l'Académie de Législation de Toulouse (Bull. Ac. Toulouse).
Dalloz Hebdomadaire (D. H.).
Dalloz Périodique (D. P.).
France Économique et Financière (F. Éc. et Fin.).
France Judiciaire (Fr. Jud.).
Gazette des Sociétés et du Droit Financier (Gaz. Soc.).
Journal Officiel (J. O.).
Journal des Sociétés (J. S.).
Le Pour et le Contre (P. et C.).
Recueil Juridique des Sociétés (Rec. Jur. Soc.).
Revue de Comptabilité (Rev. Compt.).
Revue d'Économie Politique (Rev. Éc. Pol.).
Revue Politique et Parlementaire (Rev. Pol. et Parl.).
Revue de Science et le Législation Financière (Rev. Sc. et Lég. Financière).
Revue des Sociétés (R. S.).
Sirey (S.).

B. — *Articles.*

- ARTHUS. — Réglementation des bilans et vérification des comptes des sociétés par actions (Bull. Ac. Toulouse, 1918).
 BAUDRAN. — Un vrai bilan (Rev. Compt., 1893).
 CHARPENTIER. — La Réglementation législative des bilans (Rec. Jur. Soc., 1921).
 CHASTANET. — La réforme de la législation des sociétés par actions (R. Pol. et Parl., 1910).
 DOYEN. — Réglementation légale des bilans (Gaz. Soc., 1917).
 GAGNEPAIN et MONNERET. — Sur l'unification des bilans (R. S., 1923).
 GILIS. — Considérations sur le bilan (Rev. Compt., 1902-1903).

- HOUPIN. — Étude sur les bilans (*J. S.*, 1902).
- JULOT DE LA MORANDIÈRE. — Réforme des sociétés par actions (*Ann. Dr. Comm.*, 1911).
- KLEIN. — Le régime des sociétés anonymes et son évolution (*R. Éc. Pol.*, 1905).
- LYSIS. — Contre l'oligarchie financière (*La Revue*, 1907).
- MAGNIN. — De l'amortissement des immobilisations dans le bilan des sociétés anonymes (*Ann. Dr. Comm.*, 1912).
- MARGUET. — Examen de bilan (*Act. F.*, 1905).
- NEYMARK. — Rapport sur les réformes en matière de bilans (*R. S.*, 1903).
- POTHIER. — La réglementation des bilans dans les sociétés par actions (*R. Pol. et Parl.*, 1929).
- ROME. — Modifications à la loi du 24 juillet 1867 (*Fr. Jud.*, 1903).
- SAVIGNY. — Comptabilité et bilan (*Rev. Compt.*, 1893).
- TERTES. — La vérité sur les propos de Lysis (*Rev. Pol. et Parl.*, 1907).
- THALLER. — Réforme des sociétés par actions (*Rec. Pol. et Parl.*, janvier 1903 et *Ann. Dr. Comm.*, 1904).
- THIEBAULD. — De la lecture d'un bilan (*Fr. Éc. et Fin.*, 1907).
- TROUILLER. — Projet de loi de la Fédération des industriels et commerçants français, pour la rédaction de l'inventaire (*R. S.*, 1903).
- VIDAL. — La réglementation des bilans (*Fr. Éc. et Fin.*, 1928).
- WAHL. — Comptes rendus des séances de la Commission extra-parlementaire (*R. S.*, 1903).

IV. — Documents parlementaires.

- VINCENT AURIOL. — *Proposition de loi n° 1046* (Annexe au procès-verbal de la séance du 10 janvier 1929 de la Chambre des Députés).
- CHASTANET. — *Proposition de loi n° 2668* (Annexe au procès-verbal de la séance du 25 février 1926 de la Chambre des Députés).
- CHASTANET. — *Proposition de loi n° 952* (Annexe au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1928 de la Chambre des Députés).
- DALADIER. — *Proposition de loi n° 343* (Annexe au procès-verbal

- de la deuxième séance de la Chambre des Députés du 29 juin 1928).
- DALADIER. — *Proposition de loi n° 862* (Annexe au procès-verbal de la deuxième séance de la Chambre des Députés du 5 décembre 1928).
- FLEURY-RAVARIN. — *Proposition de loi n° 2600* (Annexe au procès-verbal de la deuxième séance de la Chambre des Députés du 29 avril 1921).
- Géo GÉRALD. — *Proposition de loi n° 2538* (Annexe au procès-verbal de la séance de la Chambre des Députés du 17 février 1913 ; *Documents Parlementaires*, p. 157).
- PEZET. — *Proposition de loi n° 4125* (Chambre des Députés, session extraordinaire 1930 ; *Documents Parlementaires*, p. 181).
- Paul REYNAUD. — *Projet de loi n° 3707, ayant pour objet de régler le choix et les attributions des Commissaires aux Comptes dans les sociétés par actions* (Annexe au procès-verbal de la séance de la Chambre des Députés du 8 juillet 1930).
- TELLIER. — *Rapport n° 2821, sur une proposition de loi tendant à la réévaluation des immobilisations commerciales* (Chambre des Députés, 1930 ; *Documents Parlementaires*, p. 62).

VU : le Président de Thèse,
ALLIX.

VU : le Doyen,
BERTHÉLEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	1
PREMIÈRE PARTIE. — Théorie du bilan. Etude de son mode théorique de présentation.	
CHAPITRE PREMIER. — <i>Généralités sur les bilans.</i>	8
1. Définition. — 2. Historique : de la comptabilité, de l'inventaire, du bilan. — 3. Notions sur les opérations qui les précèdent : livres de commerce et comptabilité en partie double. Inventaire : Définition. — 4. Analyse et but. — 5. Utilité : quant aux actionnaires, quant aux tiers.	
CHAPITRE II. — <i>Etablissement du bilan</i>	23
1. — Quand ? principe de la répartition annuelle. — 2. Par qui ? — 3. Conditions : silence de la loi ; principes de la doctrine ; attitude de la Jurisprudence ; les formules : exactitude matérielle des relevés et sincérité des évaluations. — 4. Contrôle : rôle des Commissaires aux comptes ; communications aux actionnaires ; rôle de l'Assemblée générale.	
CHAPITRE III. — <i>Contenu d'un bilan</i>	39
Systèmes généraux d'évaluation et d'amortissement . . .	40
I. — ELÉMENTS DE L'ACTIF	47
1. Immobilisations : biens corporels, droits incorporels, valeurs fictives. — 2. Valeurs engagées. — 3. Disponibilités et fonds de roulement. — 4. Comptes d'ordre.	

	Pages
II. — ÉLÉMENTS DU PASSIF	57
1. Passif non exigible : le capital, réserves et provisions. — 2. Passif exigible : à long terme, à court terme. — 3. Comptes de régularisation du passif : amortissements.	
III. — COMPTE DE PROFITS ET PERTES.	66
1. Sa place. — 2. Contenu : débit, crédit. — 3. Du bénéfice.	
CHAPITRE IV. — <i>Problème de l'unification des bilans</i> . . .	72
1. Définition. — 2. Propositions, essais de constructions théoriques. — 3. Avantages et inconvénients.	
CONCLUSION	77

DEUXIÈME PARTIE. — Le régime de libre présentation des bilans dans la pratique et ses conséquences.

INTRODUCTION.	79
CHAPITRE PREMIER. — <i>Lecture d'un bilan. Idées générales.</i> .	81
1. Détermination du fonds de roulement : disponibilités et exigibilités. — 2. Importance des immobilisations. — 3. Réserves et amortissements : comparaison. — 4. Composition du Portefeuille. — 5. Stock. — 6. Composition du capital. — 7. Obligations. — 8. Examen du Compte Profits et Pertes.	
CHAPITRE II. — <i>Motifs de l'obscurité des bilans</i>	94
1. Motifs conduisant à fausser les bilans dans un sens optimiste. — 2. Dans un sens pessimiste. — 3. Contagion.	
CHAPITRE III. — <i>Les bilans tels qu'on les présente</i>	102
1. « Compagnie Thomson-Houston » : prime d'émission, mode d'amortissement, évaluation des créances et des dettes, portefeuilles titres. — 2. « Banque industrielle de Chine » : amortissements ; comptes débiteurs. — 3. « Gaz Lebon » Réserves occultes, évaluation de l'actif. — 4. « Chargeurs	

Réunis » : amortissement. — 5. « Dolfus Mieg » : Réserves occultes, prélèvements avant inventaire. — 6. « Messageries Maritimes » : Prime d'émission. Importance des « divers » et « comptes d'ordres ». — 7. « Holfra » : frais de constitution. Comptes débiteurs. Portefeuille titres.

CHAPITRE IV. — *Conséquences* 131

1. De la sous-estimation, de la surestimation. — 2. Facilité de truquage. — 3. Conclusion.

TROISIÈME PARTIE. — **La réforme du régime des bilans.**

CHAPITRE PREMIER. — *Aperçu sur les législations étrangères.* 135

Première Section. — Législation réglementant spécialement l'établissement du bilan. 135

1. Allemagne : Mode d'évaluation des valeurs actives. Frais de constitution et d'augmentation du capital, publication du bilan. — 2. Hongrie : primes sur émission d'actions, amortissement des frais de premier établissement. — 3. Autriche : bénéfice net, primes sur émission d'actions. — 4. Bulgarie : valeurs cotées. Frais de premier établissement. — 5. Serbie : mode d'évaluation des valeurs actives. Dépenses de premier établissement. Titres et valeurs cotées. — 6. Suisse : frais de premier établissement, mode d'évaluation des valeurs actives, primes sur émission d'actions.

Deuxième Section. — Législations réglementant spécialement le contrôle ou la communication du bilan 142

1. Angleterre : organe de contrôle ; actif immobilisé, actif réalisable, frais de constitution, d'émission ; rapports comptables entre Sociétés-mères et filiales ; compte Profits et Pertes. — 2. Belgique : publication du portefeuille, crime de faux bilan ; publication du bilan ; projet sur l'unification des bilans.

Troisième Section. — Législations plus libérales. 151

	Pages
1. Etats-Unis : modèle de bilan facultatif. Passif : plus-value provenant de la réévaluation des postes de l'actif. — 2. Italie : publication du bilan.	
CHAPITRE II. — <i>Historique des projets présentés en France</i>	155
I. — CONGRÈS INTERNATIONAUX.	155
1. Budapest, 1901. — 2. Bruxelles, 1910.	
II. — PREMIÈRES TENTATIVES FAITES EN FRANCE POUR ABOUTIR A UNE RÉGLEMENTATION DES BILANS	158
1. Commission extra-parlementaire de 1875. — 2. 1902. — 3. Colin : amendements au projet de loi du 28 février 1907. — 4. Projet Géo-Gérald : 1913.	
III. — PROJETS ET PROPOSITIONS RÉCENTES.	164
1. 1921 : proposition Fleury-Ravarin. — 2. Proposition Chastanet : 1926 et 1928. — 3. Proposition de M. Doyen à la Ligue pour la Réforme de la Législation sur les Sociétés : 1928. — 4. Proposition Daladier : 1928. — 5. Proposition Vincent Auriol : 1929.	
IV. — ANNEXE : LOIS SPÉCIALES RÉGLEMENTANT LES BILANS DE CERTAINES SOCIÉTÉS	174
1. Sociétés d'assurances sur la vie. — 2. Autres Sociétés d'assurance. — 3. Banques populaires.	
CHAPITRE III. — <i>Classification et examen des réformes susceptibles d'être apportées au régime des bilans</i>	181
I. — ÉTABLISSEMENT DU BILAN	183
A. — <i>Actif</i>	183
1. Evaluation des valeurs actives. — 2. Composition du portefeuille titres. — 3. Des créances. — 4. Frais de constitution et d'augmentation du capital. — 5. Prime de remboursement des obligations.	
B. — <i>Passif</i>	191
1. Du compte capital. — 2. Primes sur les émissions d'action. — 3. Des amortissements. — 4. Des réserves et provisions. — 5. Liquidités et exigibilités.	
C. — <i>Du compte Profits et Pertes</i>	195

	Pages
D. — <i>Divers</i>	195
1. De la clause d'intérêts fixes. — 2. Tantièmes des Administrateurs. — 3. Des rapports comptables entre Sociétés-mères et filiales. — 4. Des apports en nature. — 5. Des Assemblées générales extraordinaires.	
E. — <i>Annexe : sanctions.</i>	201
II. — COMMUNICATION ET PUBLICATION DU BILAN	202
1. Convocation à l'Assemblée générale. — 2. Communications. — 3. Envois au domicile des actionnaires connus. — 4. Publication : annexe au <i>Journal Officiel</i> . Office National des Sociétés Commerciales.	
III. — CONTRÔLE DU BILAN	205
1. Attributions des Commissaires aux Comptes. — 2. Recrutement ; brevet d'expert-comptable ; proposition Daladier ; proposition Chastanet ; proposition Paul Raynaud. — 3. Organisation professionnelle. — 4. Responsabilité.	
CONCLUSION	212
CONCLUSION GÉNÉRALE	215
BIBLIOGRAPHIE	219

SORTI DES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE BARNÉOUD
== A LAVAL (FRANCE) ==

